



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 15 JUIN 2021
GEMEENTERAAD VAN 15 JUNI 2021

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Séverine De Laveleye, <i>Présidente/Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Kris Vanslambrouck, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowitz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Fatima Abbach, Christophe Borcy, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Nicolas Lonfils, David Leclercq, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Stéphane Roberti, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ;
Verontschuldigd	Nadia El Yousfi, Simon De Beer, Caroline Dupont, Valérie Michaux, Alexander Billiet, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

La séance se tient via Teams
De zitting vindt plaats via Teams.

Monsieur Borcy est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.
Mijnheer Borcy wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation du public: Guinguette parc Duden. (Complémentaire)

Interpellatie van het publiek : Zomerbar Dudenpark. (Aanvullend)

Madame Mariam El Hamidine, Bourgmestre f.f.
Madame Séverine De Laveleye, présidente du Conseil,
Madame Betty Moens, Secrétaire communale,

Nous soulignons préalablement que nous nous adressons à vous au nom de plusieurs dizaines de

riverains du triangle “Square Laine, Avenue Gabriel Fauré, Avenue Massenet”, mais aussi des rues environnantes et du quartier de l’Altitude 100.

Si le concept de guinguette se veut sympathique et vertueux en matière de lien social, il s’agit avant tout d’un commerce horeca avec un réel objectif de rentabilité. De plus, le concept tel que présenté sur le site de l’exploitant est sans équivoque sur la volonté d’en faire un lieu dédié à la culture mais surtout à la célébration d’anniversaires et d’autres types de fêtes.

Il nous paraît utile de rappeler que les riverains ont subi de très nombreuses nuisances lors des éditions passées de la guinguette au Parc Duden, notamment en matière de bruits, d’insécurité, de nuisances olfactives, et de problèmes de salubrité, que celles-ci ont fait l’objet de nombreuses plaintes auprès de la police et des précédents bourgmestres, et que ces derniers ont pris des mesures positives pour tenter de limiter ces nuisances.

Malgré cet historique houleux connu de BRUXELLES-ENVIRONNEMENT et des autorités communales, nous apprenons que le projet de guinguette semble recevoir un vent favorable dans la procédure de demande de permis en cours. Nous maintenons notre opposition ferme à la délivrance de ce permis d’urbanisme et nous souhaitons vous rappeler les axes essentiels sur lesquels s’appuient notre position.

Incohérences urbanistique et patrimoniale de la demande

Il faut bien comprendre la particularité du parc DUDEN qui le différencie des autres parcs bruxellois car c’est l’élément essentiel qui permet de comprendre pourquoi l’implantation de cette guinguette a été et serait encore source de nuisances : cette partie du parc forme l’intérieur d’îlot des habitations situées en bordure du Square Lainé et le long des avenues Massenet et Gabriel Fauré. Un îlot particulier certes, mais un intérieur d’îlot semi-ouvert, comme il y a d’autres à Bruxelles (Parc Tenbosh à Ixelles par exemple).

Les intérieurs d’îlot sont systématiquement source de préoccupations pour les autorités urbanistiques régionales et communales car les instances sont bien conscientes que ces lieux constituent le poumon de la ville, le lieu où le calme et l’équilibre doivent être privilégiés. Toutes les réglementations d’urbanisme urbain vont d’ailleurs dans ce sens.

Le Plan Régional d’Affectation du Sol (P.R.A.S) est clair sur ce point, nul ne peut porter atteinte à l’intérieur d’îlot en zone d’habitation, et certainement pas pour y installer un commerce HORECA. C’est une règle bien connue des architectes et des urbanistes.

Afin de faire respecter les réglementations urbanistiques qui visent à préserver la qualité de nos intérieurs d’îlots, nous demandons au Collège de soutenir les riverains et de prendre position contre cette demande de permis d’urbanisme ou de motiver avec pertinence toute dérogation à cette règle fondamentale qui semble avoir été oubliée par le demandeur du permis d’urbanisme. D’un point de vue fonctionnel, l’aire de jeux partagée par de nombreux riverains tous les beaux jours sera pratiquement réduite de moitié, et la hausse de fréquentation accentuera la dégradation des parterres engazonnés et de certains bosquets.

D’après le PRAS, le parc est situé en Zones d’intérêt culturel, historique, esthétique ou d’embellissement (ZICHEE), or, à l’opposé d’une amélioration des qualités paysagères du site, l’installation d’une surface commerciale au centre de la plaine art-déco est en parfaite contradiction avec les intentions originelles de l’architecte concepteur du parc qui étaient d’ouvrir cette magnifique perspective par un axe visuel ininterrompu depuis le bout de la plaine jusqu’au dôme du Palais de Justice.

Cette vue est classée par arrêté Royal du 26/10/1973, tout comme l’ensemble du Parc ainsi que

les deux cèdres de l'Atlas exceptionnels et centenaires qui sont repris dans l'inventaire du patrimoine.

Avec ce projet, et à l'opposé du narratif de la note explicative, cette perspective impressionnante se trouverait grossièrement cachée de même que la circulation en direction de l'escalier monumental, tandis que les promeneurs qui traversent la plaine transversalement seraient forcés de longer systématiquement le container industriel qui renferme les toilettes publiques.

A ce titre, l'avis favorable de la CRMS nous paraît difficilement compréhensible, son représentant n'a d'ailleurs pas apporté de réponses à nos questions lors de la Commission.

Le Collège pourrait-il nous expliquer en quoi l'analyse du dossier de demande l'a convaincu que ce projet ne perturbe pas l'équilibre paysager et les qualités visuelles et fonctionnelles de la plaine art-déco qui est classée ? Expliquer également de quelle manière vont se répercuter le rétrécissement des zones de circulation et l'augmentation de la densité de passages dans des zones habituellement non ou peu fréquentées et quel sera leur impact sur la dégradation des lieux ? Estimer et considérer le risque de destruction par le feu des arbres classés qui bordent la zone d'exploitation en cas d'incendie, vu l'historique de la guinguette du Parc de Forest ?

Incohérences d'un projet d'établissement HORECA avec la préservation de la biodiversité

Tant la flore du parc est magnifique que la faune qui y réside est tout aussi variée et exceptionnelle, et reconnue par BRUXELLES-ENVIRONNEMENT, raison pour laquelle elles sont protégées par la directive européenne datant du 21/05/1995. L'implantation d'une guinguette dans le parc perturbera certainement l'existence des nombreux mammifères et oiseaux qui l'habitent : effets de la pollution lumineuse, dérèglement de l'horloge biologique, vulnérabilité face aux prédateurs, sans compter le bruit qui risque de faire fuir les animaux et de réduire la taille de leur territoire.

Considérant la réglementation en vigueur aux niveaux européen et régional, l'objet même de cette demande nous paraît totalement inapproprié, de plus les aspects liés à la biodiversité particulière du site semblent avoir été complètement négligés par le demandeur. Il y a également une forte incohérence à exiger des particuliers qu'ils placent des nichoirs au cœur des villes pour tout particulier en souhaitant dans le même temps implanter un commerce animé au cœur de ce site naturel.

Nous engageons le Collège à exiger que BRUXELLES-ENVIRONNEMENT fournisse une étude d'incidence et un recensement de la faune et de la flore du parc afin de pouvoir contrôler leur évolution, d'éclairer les instances sur leur décision, et avant d'autoriser éventuellement l'implantation d'un projet commercial dans le parc DUDEN.

Incohérences d'un projet d'établissement HORECA, source de nuisances sonores

L'étude acoustique qui accompagne la demande aboutit à la conclusion que le site n'est pas approprié à cette implantation, l'expérience passée nous en a fait la démonstration, et pratiquement l'ensemble des riverains qui se joignent à la présente demande ont subi des nuisances pendant plusieurs années.

Il est évident aussi que la propagation des bruits sur le site est nettement favorisée par la topologie de lieux qui en font un véritable amphithéâtre urbain.

Les nuisances acoustiques atteignent directement la santé tant physique que mentale et elles touchent toutes les catégories de personnes. C'est aussi la raison pour laquelle BRUXELLES ENVIRONNEMENT a fixé un cadre légal en matière de bruit en ville et qu'elle a inscrit le parc comme zone calme suivant le plan QUIET BRUSSELS et suivant la Directive européenne 2002/49CE.

Considérant que l'étude acoustique minorise largement l'impact réel d'une sonorisation ou

même de l'organisation d'événements musicaux, qu'elle n'aborde ni la notion de bruits sonores générés par des discussions continues, ni leur impact sur la santé des riverains, ni son impact sur la faune et la flore, nous estimons que les instances n'ont actuellement pas les éléments qui leurs permettent d'émettre un avis suffisamment éclairé concernant les aspects acoustiques et les nuisances sonores.

Nous demandons au Collège d'exiger de la part du demandeur qu'il fournisse des études d'incidences et des études acoustiques rigoureuses en fonction des futurs usages réels qui sont envisagés pour cette guinguette (vois cahier des charges de l'exploitant et son site internet) afin de permettre aux instances d'émettre un avis éclairé.

Aspects formels du dossier

En commission de concertation, nous avons également fait part de plusieurs erreurs dans la constitution du dossier de demande; dont la zone de cinquante mètres sur le plan d'implantation qui n'a pas été pris aux limites de la parcelle cadastrale, ce qui a minimisé l'ampleur réelle de la quête publique.

Ce problème aurait dû être relevé par URBAN et par les services communaux d'urbanismes et il devrait justifier à lui seul le retrait et la correction du dossier par le demandeur. Nous souhaitons savoir si le Collège ou si l'administration de l'urbanisme de Forest va demander à URBAN de respecter les règles de la procédure figurant au COBAT ?

Nous vous remercions pour l'attention qui sera portée à cette interpellation, et nous vous prions prie d'agréer, Madame la Bourgmestre, Madame la présidente du Conseil Communal, et Madame la Secrétaire communale, l'expression de nos salutations respectueuses.

Au nom des riverains,

Laurent Robyn

**Madame la présidente du Conseil communal,
Madame la bourgmestre,
Mesdames et messieurs les Echevins,
Mesdames et messieurs les Conseillers communaux**

Tout d'abord je tiens à vous remercier d'avoir accepté notre demande d'interpellation citoyenne.

Certains d'entre vous attendent peut-être impatientement l'ouverture de la guinguette pour passer un moment entre amis. Il est évident que la guinguette revêt un caractère sympathique. Ce que nous souhaitons, avec cette interpellation, c'est vous faire entrevoir le côté moins bucolique et charmant de cette guinguette dès lors qu'elle prendra ses quartiers sur l'esplanade du parc Duden de manière permanente ouverte non-stop du matin au soir, 7 jours sur 7, 5 mois par an.

Laurent Robyn a parlé des nuisances subies par les riverains des rues avoisinantes. Je ne vais pas répéter dans le détail les désagréments dont nous avons fait l'expérience mais je ne peux que les confirmer, que ce soit en termes de pollution sonore, de déchets, du parkings sauvage y compris sur le réseau racinaires des arbres du square Lainé. Ceci était déjà le cas dans une situation pré-covid.

Qu'en sera-t-il dans une période post-covid où tout le monde a envie de se lâcher et s'amuser (et on le comprend)? Il y a de quoi se poser de sérieuses questions d'autant plus que, comme vous le savez, l'Union saint-gilloise est passée en 1ere division, ce qui va forcément attirer plus de monde dans le parc Duden et ses abords et qui va intensifier toutes sortes de problèmes déjà

présents.

Je voudrais insister sur la configuration spécifique des lieux et des nuisances acoustiques occasionnées: contrairement aux autres guinguettes, la guinguette Duden est entourée d'habitations à proximité immédiate. La configuration de cet espace fait que nous entendons absolument tout ce qui s'y passe, c'est à dire TOUS les bruits, même les sons non amplifiés, les discussions, rires, cris, etc. Cette situation est supportable tant que l'esplanade Duden remplit une fonction de parc. Mais elle devient intenable lorsque elle se transforme en bar-restaurant à ciel ouvert. Laurent Robyn a très bien expliqué en quoi cette zone du parc constitue un intérieur d'ilôt pour tous les riverains des rues avoisinantes.

J'invite chacun à faire l'exercice mental de vous mettre à notre place: essayez de travailler, d'étudier, vous reposer ou tout simplement dormir alors que vous devez faire face à une animation constante, un bruit de fond permanent, jour après jour, semaine après semaine. Plusieurs étudiants ont eu l'occasion de s'exprimer à ce sujet auprès de Mme la bourgmestre et de l'échevin: chaque fois qu'il y a une animation dans le parc, ils sont obligés de mettre un casque anti-bruit ou d'attendre la nuit pour étudier.

Je voudrais relever un autre aspect qui pose question. Si l'on se fie à la communication de Bruxelles Environnement, porteur du projet et demandeur du permis d'urbanisme, les guinguettes sont l'outil par excellence pour créer de la convivialité et de la cohésion sociale. Je ne sais pas si vous êtes usagers du parc, en ce qui me concerne j'y passe quotidiennement. Je peux vous dire que l'esplanade du parc Duden, tout comme d'autres endroits du parc, sont DEJA des lieux conviviaux par excellence, où se mélangent des personnes de toutes générations, de toutes catégories sociales et provenant de tous les quartiers de Forest. S'il y a bien un lieu où la cohésion sociale est DEJA à l'œuvre, c'est le parc Duden. Ceci est encore plus frappant depuis le Covid 19. Le Parc Duden a joué un rôle essentiel de "soupape" pour de nombreux forestois qui s'y sont retrouvés et y ont pris leurs habitudes.

A titre d'exemple, hier soir, à l'endroit où il est prévu que s'installe la guinguette, différents groupes d'amis jouaient à la pétanque pendant qu'un petit groupe de femmes plus âgées y faisaient du tai chi. Des enfants y roulaient à vélo, des ados discutaient sur un banc, deux jeunes filles faisaient leur entraînement sportif en musique, le tout dans une ambiance conviviale détendue. Que deviendront ces différents usages du parc une fois que la guinguette y sera installée?

Nous souhaiterions attirer l'attention du collège sur le fait qu'il ne va de soi d'autoriser la privatisation et la commercialisation de l'espace public. Ce n'est pas une question de principe: cet espace est classé et offre l'une des plus belles vues de Bruxelles: il appartient à tout le monde. Pourquoi dès lors le privatiser à des fins commerciales? En dépit d'un excellent marketing et malgré une appellation sentant bon la nostalgie, l'objectif premier des guinguettes n'est pas social!

En conclusion:

Nous invitons le collège à maintenir l'identité particulière du parc Duden comme "environnement forestier au calme" (extrait du site BELIRIS qui finance la rénovation du parc Duden), un espace où les riverains, mais aussi les promeneurs, flâneurs et autres usagers du parc trouveront la tranquillité qu'ils recherchent.

Comme l'a exposé Laurent Robyn, notre demande n'est pas incongrue.

Elle est en parfaite adéquation avec le plan "QUIET BRUSSELS" de région Bruxelloise de lutte contre le bruit. Je renvoie page 43 de ce plan où le parc Duden est repris comme "zone de confort acoustique à protéger". Il semble d'ailleurs que ce soit la seule zone de ce type sur tout le territoire de la commune.

Notre demande est également en parfaite adéquation avec la politique régionale en faveur de la préservation de la faune et de la flore à Bruxelles. Le parc Duden est clairement identifié comme zone centrale de biodiversité dans le réseau écologique bruxellois. Le fait d'installer un bar – restaurant au milieu de l'esplanade 5 mois fait obstacle aux corridors écologiques.

Nous invitons le Collège à être créatifs: s'il faut à tout prix un endroit pour la guinguette de Bruxelles Environnement, pourquoi alors ne pas investiguer d'autres zones plus appropriées en termes acoustiques et plus en retrait des zones d'habitations, comme le parc du Bempt par ex.

Ceci est d'ailleurs préconisé par la CRMS qui invite les autorités à installer des guinguettes dans des bâtiments existants et adaptés aux différents sites, au cas par cas.

Sachez que l'ensemble des voisins qui se sont joints à cette interpellation espère que ce débat encouragera le collègue à revoir sa position. Je vous remercie pour votre attention.

Mme Van Ranst.

**Mevrouw Mariam El Hamidine, waarnemend Burgemeester,
Mevrouw Séverine De Laveleye, Voorzitster van de Raad,
Mevrouw Betty Moens, Gemeentesecretaris,**

Wij willen vooraf benadrukken dat wij ons tot u richten namens enkele tientallen bewoners van de driehoek “Lainésquare, Gabriel Faurélaan, Massenetlaan”, maar ook van de omliggende straten en de wijk Hoogte 100.

Hoewel het concept van de ‘guinguette’ sympathiek is en verbindend werkt, is het in de eerste plaats een horeca-etablisement met een reële rentabiliteitsdoelstelling. Bovendien is het concept zoals het op de website van de uitbater wordt gepresenteerd, ondubbelzinnig over de wens om er een plaats van te maken die in het teken staat van cultuur, maar vooral van de viering van verjaardagen en andere feestjes.

Het lijkt ons nuttig eraan te herinneren dat de omwonenden tijdens de vorige edities van de guinguette in het Dudenpark veel overlast hebben ondervonden, vooral op het vlak van lawaai, onveiligheid, geurhinder en netheid, en dat daarover tal van klachten zijn ingediend bij de politie en de vorige burgemeesters, die positieve maatregelen hebben genomen om te trachten deze overlast te beperken.

Ondanks dit hobbelig verleden, dat gekend is bij Leefmilieu Brussel en de gemeentelijke overheden, hebben wij vernomen dat het project van guinguette een gunstige wind lijkt te krijgen in de lopende vergunningsaanvraag. Wij blijven sterk gekant tegen de afgifte van de vergunning en herinneren u aan de belangrijkste punten waarop ons standpunt gebaseerd is.

Stedenbouwkundige en erfgoedkundige inconsistentie in de aanvraag

Het is belangrijk de bijzonderheid van het Dudenpark te begrijpen, die het onderscheidt van de andere Brusselse parken, want het is het essentiële element dat ons in staat stelt te begrijpen waarom de vestiging van deze guinguette een bron van overlast was en nog steeds is: dit deel van het park ligt vlak achter de huizen aan de rand van de Lainésquare en langs de Massenet- en de Gabriel Faurélaan. Het is weliswaar een speciaal ‘eiland’, maar halfopen, zoals er nog andere zijn in Brussel (bv. Tenbospark in Elsene).

Zo’n binnenkant van een huizenblok is systematisch een bron van zorg voor de gewestelijke en gemeentelijke stedenbouwkundige overheden, omdat zij zich ervan bewust zijn dat deze plekken de groene long van de stad vormen, de plaats waar rust en evenwicht moeten worden bevorderd. Alle stedenbouwkundige voorschriften gaan overigens in die richting.

Het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP) is duidelijk op dat vlak: niemand mag raken aan de binnenpleinen van huizenblokken en zeker niet om er horeca te vestigen. Dit is een regel die welbekend is bij architecten en stedenbouwkundigen.

Met het oog op de naleving van de stedenbouwkundige voorschriften die tot doel hebben de kwaliteit van onze binnenpleinen van huizenblokken te vrijwaren, vragen wij het College de omwonenden te steunen en stelling te nemen tegen deze aanvraag van stedenbouwkundige

vergunning of relevante redenen te geven voor een eventuele afwijking van deze fundamentele regel die de aanvrager van de vergunning vergeten lijkt te zijn.

Vanuit functioneel oogpunt zal het speelplein dat op zonnige dagen door veel buurtbewoners wordt gebruikt, bijna gehalveerd worden en het toenemend gebruik zal het gazon en de begroeiing beschadigen.

Volgens het GBP ligt het park in gebied van culturele, historische of esthetische waarde of voor stadsverfraaiing (GCHEWS), maar in tegenstelling tot een verbetering van de landschappelijke kwaliteiten van het gebied, is de installatie van een commerciële ruimte in het midden van de art-deco ruimte totaal tegenstrijdig met de oorspronkelijke bedoelingen van de architect die het park ontwierp, namelijk dit prachtige perspectief te openen door middel van een ononderbroken visuele as van het einde van de vlakte tot de koepel van het Justitiepaleis.

Dit uitzicht is geklasseerd bij KB van 26/10/1973, net als het hele park en de twee uitzonderlijke, eeuwenoude Atlasceders, die zijn opgenomen in de inventaris van het erfgoed.

Met dit project - en in tegenstelling tot wat in de toelichtingsnota staat - zou dit indrukwekkende perspectief worden verborgen, evenals het verkeer naar de monumentale trap, terwijl wandelaars die de vlakte dwars oversteken gedwongen zouden worden systematisch langs de industriële container te lopen waarin de openbare toiletten zijn ondergebracht.

In dit verband lijkt het gunstige advies van de KCML moeilijk te begrijpen, en de vertegenwoordiger van de KCML heeft tijdens de vergadering van de Commissie geen antwoord gegeven op onze vragen.

Kan het College ons uitleggen hoe de analyse van het aanvraagdossier heeft overtuigd dat dit project het landschappelijk evenwicht en de visuele en functionele kwaliteiten van de beschermde art-deco ruimte niet verstoort? En ook uitleggen wat de impact zal zijn van de versmalling van de circulatiezones en de toename van de verkeersdichtheid in zones die gewoonlijk weinig of niet worden gebruikt, en wat de invloed zal zijn op de achteruitgang van deze plek? Hoe wordt het risico op vernietiging door brand ingeschat van de geklasseerde bomen die er staan, gezien de geschiedenis van de guinguette in het Park van Vorst?

Incoherentie van een horeca-vestiging met de instandhouding van de biodiversiteit

De flora van het park is prachtig en de fauna die er leeft is gevarieerd en uitzonderlijk, en erkend door Leefmilieu Brussel, en daarom worden ze beschermd door de Europese richtlijn van 21/05/1995. Een guinguette in het park zal het leven verstoren van de vele zoogdieren en vogels die er leven: effecten van lichtvervuiling, verstoring van de biologische klok, kwetsbaarheid voor roofdieren, om nog maar te zwijgen van het lawaai dat de dieren kan afschrikken en de omvang van hun territorium verminderen.

Gezien de Europese en Brusselse regelgeving lijkt het doel van deze aanvraag ons volstrekt ongeschikt, en de aspecten die verband houden met de bijzondere biodiversiteit van de site lijken door de aanvrager volledig te zijn veronachtzaamd. Het is ook zeer incoherent om van particulieren te verlangen dat zij nestkasten plaatsen in het hart van de stad, terwijl er tegelijkertijd een drukke onderneming in het hart van dit natuurgebied zou komen.

Wij verzoeken het College met klem van Leefmilieu Brussel te eisen dat het een impactstudie en een telling van de fauna en flora van het park voorlegt om de evolutie daarvan te kunnen volgen en alle instanties te informeren over hun beslissing, alvorens eventueel toestemming te verlenen voor een commercieel project in het Dudenpark.

Incoherentie van een voorgestelde horeca-inrichting, bron van geluidshinder

In de akoestische studie bij de aanvraag wordt geconcludeerd dat de site niet geschikt is voor

deze inrichting, zoals blijkt uit het verleden, en vrijwel alle omwonenden die zich bij de onderhavige aanvraag aansluiten, ondervinden reeds jaren overlast. Het is ook duidelijk dat de lawaaihinder op de site duidelijk wordt bevorderd door de topologie van het terrein, waardoor het een soort amfitheater wordt.

Geluidshinder tast zowel de lichamelijke als de geestelijke gezondheid rechtstreeks aan en treft alle categorieën van mensen. Dat is ook de reden waarom Leefmilieu Brussel een wettelijk kader heeft opgesteld voor geluidshinder in de stad en het park heeft geregistreerd als stiltegebied volgens het plan QUIET BRUSSELS en de Europese richtlijn 2002/49/EG.

Aangezien de akoestische studie de reële impact van een geluidsinstallatie of zelfs de organisatie van muziek-evenementen ruim onderschat, er geen aandacht wordt besteed aan het lawaai dat wordt veroorzaakt door voortdurende discussies, noch aan de impact daarvan op de gezondheid van de omwonenden, noch op de gevolgen voor fauna en flora, zijn wij van mening dat de autoriteiten momenteel niet over de elementen beschikken die hen in staat stellen een voldoende gefundeerd advies uit te brengen over de akoestische aspecten en de geluidshinder.

Wij verzoeken het College om van de aanvrager te verlangen dat hij een grondige impactstudie en een akoestische studie voorlegt met betrekking tot de reële toekomstige gebruiksdoeleinden van deze guinguette (zie bestek en website van de uitbater), zodat de autoriteiten een gefundeerd oordeel kunnen geven.

Formele aspecten van het dossier

In het overlegcomité hebben wij ook gewezen op verschillende fouten in de samenstelling van het aanvraagdossier, waaronder de zone van vijftig meter op het terreinplan, die niet is genomen vanaf de grenzen van het kadastrale perceel.

Dit probleem had door URBAN en de gemeentelijke dienst stedenbouw moeten worden opgemerkt en zou op zich de intrekking en correctie van het dossier door de aanvrager moeten rechtvaardigen. Wij zouden graag willen weten of het College dan wel de dienst stedenbouw van Vorst URBAN zal vragen de procedureregels van het BWRO in acht te nemen?

Wij danken u voor uw aandacht voor deze interpellatie. Hoogachtend,

In naam van de omwonenden,

Laurent Robyn

**Geachte Voorzitster van de Gemeenteraad,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames en heren Schepenen,
Dames en heren Gemeenteraadsleden,**

Allereerst wil ik u bedanken voor het inwilligen van ons verzoek om een burgerinterpellatie. Sommigen onder u kijken misschien uit naar de opening van de guinguette om wat tijd met vrienden door te brengen. Het is duidelijk dat een guinguette een leuke plek is. Met deze interpellatie willen wij u een blik gunnen op de minder bucolische en charmante kant van de guinguette als zij eenmaal haar plaats heeft gekregen op de esplanade van het Dudenpark, non-stop open van 's morgens vroeg tot 's avonds laat, 7 dagen per week, 5 maanden per jaar. Laurent Robyn sprak over de overlast die de bewoners van de aangrenzende straten ondervinden. Ik ga niet in detail herhalen welke ongemakken wij hebben ondervonden, maar ik kan ze alleen

maar bevestigen: lawaai, afval, foutparkeren, ook op de wortels van de bomen op de Lainésquare. Dit was al het geval in pre-covid tijd.

Wat zal er gebeuren in een post-covid periode als iedereen stoom wil afblazen en plezier wil maken (en wij begrijpen dat)? Er moeten ernstige vragen worden gesteld, vooral omdat, zoals u weet, de Union Saint-Gilloise is opgeklommen naar de 1e divisie, wat onvermijdelijk meer mensen naar het Dudenpark en zijn omgeving zal lokken en allerlei problemen zal verergeren. Ik zou de nadruk willen leggen op de specifieke configuratie van het terrein en de veroorzaakte akoestische hinder: in tegenstelling tot andere guinguettes is die van het Dudenpark omgeven door huizen vlakbij. De configuratie van deze ruimte maakt dat wij absoluut alles kunnen horen wat daar gebeurt, d.w.z. alle geluiden, zelfs onversterkte geluiden, discussies, gelach, geschreeuw, ... Deze situatie is draaglijk zolang de Duden-esplanade een parkfunctie vervult. Maar het wordt onhoudbaar als het een openlucht bar-restaurant wordt. Laurent Robyn heeft heel goed uitgelegd hoe dit deel van het park een binneneiland vormt voor alle bewoners van de omliggende straten.

Ik nodig iedereen uit om de mentale oefening te doen zich in onze plaats te stellen: probeer te werken, te studeren, te rusten of gewoon te slapen terwijl je te maken hebt met constante animatie, een permanent achtergrondlawaai, dag na dag, week na week. Verscheidene studenten hebben zich hierover kunnen uitspreken tegenover de burgemeester en de schepen: telkens als er een evenement in het park plaatsvindt, zijn zij verplicht een koptelefoon met geluidsdemping op te zetten of te wachten met studeren tot 's avonds.

Ik zou willen wijzen op een ander aspect dat vragen oproept. Volgens de mededeling van Leefmilieu Brussel, projectdrager en aanvrager van de stedenbouwkundige vergunning, zijn guinguettes het perfecte instrument om gezelligheid en sociale cohesie te creëren.

Ik weet niet of jullie gebruikers van het park zijn, maar ikzelf kom er elke dag langs. Ik kan u zeggen dat de esplanade van het Dudenpark, evenals andere plaatsen in het park, ALTIJD gezellige plaatsen bij uitstek zijn, waar mensen van alle generaties, van alle sociale categorieën en uit alle wijken van Vorst met elkaar omgaan. Als er één plek is waar sociale cohesie al aanwezig is, is dat het Dudenpark wel. Dat is nog opvallender sinds de coronapandemie. Het Dudenpark speelde een essentiële rol als 'uitlaatklep' voor vele Vorstenaren die er naartoe gingen en er hun stekje vonden.

Gisteravond bijvoorbeeld, op de plaats waar de guinguette zal worden ingericht, speelden verschillende vriendengroepen petanque terwijl een groepje oudere vrouwen tai chi aan het doen was. Kinderen fietsten, tieners zaten op een bankje te praten, twee jonge meisjes deden hun sporttraining op muziek ... alles in een ontspannen en gezellige sfeer. Wat zal er gebeuren met deze verschillende gebruiksmogelijkheden van het park als de guinguette eenmaal is geïnstalleerd?

Wij willen de aandacht van het College vestigen op het feit dat het geen vanzelfsprekendheid is om de privatisering en commercialisering van de openbare ruimte toe te staan. Het is geen principekwestie: deze ruimte is beschermd en biedt een van de mooiste uitzichten van Brussel: ze is van iedereen. Dus waarom privatiseren voor commerciële doeleinden? Ondanks een uitstekende marketing en een nostalgische benaming is het hoofddoel van guinguettes niet sociaal!

Tot besluit:

Wij roepen het College op de bijzondere identiteit van het Dudenpark als "rustige bosomgeving" (cf. website van BELIRIS, die de renovatie van het Dudenpark financiert), een ruimte waar buurtbewoners, maar ook wandelaars, kuieraars en andere parkgebruikers de rust vinden die zij zoeken, te vrijwaren.

Zoals Laurent Robyn uitlegde, is ons verzoek niet ongerijmd.

Het ligt perfect in de lijn van het plan "QUIET BRUSSELS" van het Brussels Gewest om lawaai te bestrijden. Ik verwijs naar blz. 43 van dit plan waar het Dudenpark wordt genoemd als "te beschermen akoestische comfortzone". Het lijkt erop dat dit de enige dergelijke zone in de hele gemeente is.

Ons verzoek sluit ook perfect aan bij het gewestelijk beleid voor de bescherming van fauna en flora in Brussel. Het Dudenpark is duidelijk geïdentificeerd als een kerngebied van

biodiversiteit in het Brusselse ecologische netwerk. De installatie van een bar-restaurant in het midden van de esplanade gedurende 5 maanden belemmert de ecologische corridors. Wij vragen het College om creatief te zijn: als een locatie voor de guinguette absoluut noodzakelijk is, waarom dan niet andere plekken bekijken die geschikter zijn op het vlak van geluid en verder liggen van woonwijken, bv. het Bemptpark? Dat wordt ook aanbevolen door de KCML, die aanzet om guinguettes onder te brengen in bestaande gebouwen die aangepast worden aan de verschillende sites. Alle burens die zich bij deze interpellatie hebben aangesloten, hopen dat dit debat het College ertoe zal aanzetten zijn standpunt te heroverwegen. Ik dank u voor uw aandacht.

Mevr. Van Ranst

4 annexes / 4 bijlagen

2 Question orale relative à l'installation d'une guinguette dans le Parc Duden (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal).

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Ces dernières années, notre commune accueillait deux guinguettes au sein des Parcs Duden et de Forest. En raison des travaux qui auront lieu dans le Parc de Forest, cette guinguette a temporairement déménagé. En ce qui concerne la guinguette du Parc Duden, cette dernière était soumise à une enquête publique qui s'est étalée du 4 au 18 mai.

Durant ce laps de temps, de nombreux riverains ont attiré mon attention sur les nuisances sonores et de malpropreté entraînées par ce type d'infrastructure. Lors des précédentes éditions, certains riverains se sont plaints que les eaux usées de la guinguette étaient déversées dans leurs jardins, ce qui ajoutait des nuisances olfactives. S'il est évident très agréable de disposer d'un bar en plein air et de profiter des nombreuses animations qu'il offre, nous devons aussi veiller au bien-être de nos concitoyens et à l'impact de ce type d'infrastructure sur la biodiversité du Parc.

Si la guinguette devait être maintenue dans le Parc Duden, il me semble nécessaire que sa présence soit assortie de mesures strictes permettant le respect du voisinage et de la nature, notamment en agissant sur les heures de fermeture, sur le contrôle strict de la sonorisation, ainsi que dans la gestion des déchets.

Dès lors, pourriez-vous m'indiquer combien de réclamations avez vous comptabilisé dans le cadre de l'enquête publique ?

Quelle est la décision de la commission de concertation ?

Quelles sont les mesures décidées par le Collège pour assurer la tranquillité publique, le respect de la biodiversité et du voisinage ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

31 votants : 31 votes positifs.

Mondelinge vraag betreffende de installatie van een zomerbar in het Dudenpark (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid).

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

De afgelopen jaren zette onze gemeente twee zomerbars op in het Dudenpark en het Park van Vorst. Vanwege de werken in het Park van Vorst is deze zomerbar tijdelijk verhuisd. De zomerbar in het Dudenpark werd onderworpen aan een openbaar onderzoek dat duurde van 4 tot 18 mei.

Gedurende die periode hebben veel buurtbewoners mijn aandacht gevestigd op de geluidshinder en de vervuiling als gevolg van dit soort infrastructuur. Tijdens de vorige edities klaagden sommige buurtbewoners erover dat het afvalwater van de zomerbar in hun tuinen werd geloosd, waardoor er ook stankoverlast was. Hoewel het natuurlijk heel aangenaam is om een openluchtbar te hebben en te genieten van de vele animaties die deze biedt, moeten we ook waken over het welzijn van onze medeburgers en de impact van dit soort infrastructuur op de biodiversiteit van het Park.

Indien de zomerbar in het Dudenpark zou blijven bestaan, lijkt het mij noodzakelijk dat de aanwezigheid ervan gepaard gaat met strikte maatregelen waarbij rekening kan worden gehouden met de buurtbewoners en de natuur, met name door werk te maken van het sluitingsuur, de strikte controle van de geluidsinstallatie evenals het afvalbeheer.

Kunt u mij dus zeggen hoeveel klachten u in het kader van het openbaar onderzoek hebt geregistreerd?

Wat heeft de overlegcommissie beslist?

Welke zijn de maatregelen waartoe het College heeft besloten om de openbare rust, het respect voor de biodiversiteit en de buurtbewoners te waarborgen?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

3 Interpellation concernant le projet de guinguette dans le parc Duden et la concertation citoyenne (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)

Le 1^{er} juin dernier, la commission de concertation de la commune de Forest avait à son ordre du jour la demande de permis d'urbanisme en vue d'installer une guinguette au Parc Duden, pour une durée de 5 mois par année, soit du 1^{er} mai jusqu'au 30 septembre (PU 27678), permis qui porterait sur une durée de 5 années à partir de 2022. Cette guinguette serait ouverte 7 jours sur 7 de 10h à 21h.

Si l'enquête publique et la commission de concertation semblent, malgré quelques problèmes techniques, s'être déroulées dans les formes, les citoyens, essentiellement riverains direct vivant

autour du square Lainé, ont marqué une opposition assez ferme à ce projet de guinguette, opposition motivée notamment par l'expérience des années précédentes puisque la guinguette a existé déjà entre 2017 et 2019.

Il est un fait que cette guinguette crée de la vie, de la convivialité, de l'animation pour ceux qui la fréquentent. Il est aussi un fait qu'elle génère des nuisances pour le voisinage direct qui a choisi cet endroit notamment pour son calme. Ces riverains sont peut-être moins nombreux par rapport aux visiteurs du parc qui pourraient en profiter mais ils ont choisi de vivre là parce que le lieu est calme et apaisant, pas pour subir des nuisances 5 mois par an. Or, l'une des missions de la commune et du bourgmestre est d'assurer la tranquillité publique et préserver les habitants de troubles de voisinage. Il faut savoir que certains riverains sont en souffrance psychologique par rapport à cette situation et il faut en tenir compte.

Un des arguments mis en avant lors de la commission de concertation est la protection de la biodiversité, la préservation de la faune et de la flore du parc Duden. Il a été répondu sur ce point qu'il n'y avait pas d'inquiétude à avoir car, à l'endroit prévu pour la guinguette, le sol est en dolomie et que la faune et la flore à protéger sont de l'autre côté du parc.

Quant au processus de décision, il a fait bondir une série de citoyens qui ne se sentent pas respectés. Pourquoi ? D'une part, parce que l'on a discuté le 1^{er} juin d'une demande de permis qui sera exécutée à partir de 2022 alors qu'une autorisation a déjà été donnée à la guinguette pour cette année, du 1^{er} juillet au 30 septembre, 7 jours sur 7, de 10h à 21h ; d'autre part, parce que lors de la commission de concertation, le demandeur, en visioconférence, a admis n'avoir compris qu'un quart des remarques émises par la douzaine de citoyens qui se sont exprimés. Ils ont été surpris par la légèreté des réponses et avaient l'impression de participer à un simulacre de participation.

Mes questions seront les suivantes :

- Quinze jours après cette réunion de la commission de concertation, cette dernière a-t-elle remis un avis ?
- Le Collège a-t-il de son côté remis un avis suite à l'avis de la commission de concertation ?
- Quelle est la position du Collège face aux nuisances subies par les riverains directs de la guinguette et quelles actions sont menées par lui, et par le bourgmestre, pour garantir leur tranquillité ?
- Quelle est la position du Collège par rapport à l'impact de l'installation de la guinguette 5 mois par an, 7 jours sur 7, de 10h à 21h, sur la biodiversité ?
- Le site de la guinguette prévoit déjà aujourd'hui la possibilité de privatiser le lieu pour organiser des anniversaires, des événements privés ou culturels ou encore des afterworks. Quelle est votre position par rapport à ceci ?
- Que répondez-vous aux riverains qui se sentent bernés, pas écoutés, pas respectés ?
- Puisque la guinguette a obtenu une autorisation pour l'été 2021, il semble évident que le demandeur, Bruxelles Environnement, obtiendra le permis à partir de 2022. Quelles sont les mesures qui seront prises pour préserver les riverains, notamment du square Lainé, qui se sentent abandonnés ?

M. Loewenstein

31 votants : 31 votes positifs.

Interpellatie over het project van zomerbar in het Dudenpark en de burgerraadpleging (op

vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Op 1 juni had de overlegcommissie van de gemeente Vorst de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning met het oog op het inrichten van een zomerbar in het Dudenpark op de agenda staan, voor een periode van 5 maanden per jaar, zijnde van 1 mei tot 30 september (SV 27678), een vergunning die betrekking zou hebben op een periode van 5 jaar vanaf 2022. Deze zomerbar zou 7 dagen op 7 open zijn van 10 tot 21 uur.

Hoewel het openbaar onderzoek en de overlegcommissie, ondanks enkele technische problemen, in de voorgeschreven vorm plaatsgevonden lijken te hebben, hebben de burgers, hoofdzakelijk directe omwonenden van de Lainésquare, zich vrij krachtig uitgesproken tegen dit zomerbarproject, een verzet dat met name gemotiveerd werd door de ervaring in de voorgaande jaren, want tussen 2017 en 2019 was er reeds een zomerbar.

Het is een feit dat deze zomerbar leven, gezelligheid en animo creëert voor zij die erheen gaan. Het is ook een feit dat hij hinder veroorzaakt voor de onmiddellijke omgeving, die deze plaats in het bijzonder omwille van de rust gekozen heeft. Deze buurtbewoners zijn misschien minder talrijk dan de bezoekers van het park die ervan zouden kunnen genieten, maar ze hebben ervoor gekozen om daar te wonen omdat het een kalme en vredige plaats is, niet om 5 maanden per jaar hinder te ondervinden. Een van de taken van de gemeente en de burgemeester is toch de openbare rust te verzekeren en de inwoners te beschermen tegen burenhinder. Het is zo dat bepaalde buurtbewoners psychisch lijden onder deze situatie en daar moet rekening mee worden gehouden.

Een van de argumenten die tijdens de overlegcommissie naar voren werd gebracht, is de bescherming van de biodiversiteit, het behoud van de fauna en flora in het Dudenpark. Het antwoord hierop luidde dat men zich daarover geen zorgen hoefde te maken, want op de plaats die voorzien was voor de zomerbar, is de grond van dolomiet en de te beschermen fauna en flora bevinden zich aan de andere kant van het park.

Wat het besluitvormingsproces betreft, dit heeft een aantal burgers die zich niet gerespecteerd voelden uit hun vel doen springen. Waarom? Enerzijds omdat op 1 juni een vergunningsaanvraag is besproken die vanaf 2022 zal worden uitgevoerd, terwijl er voor dit jaar reeds een vergunning aan de zomerbar is gegeven, van 1 juli tot 30 september, 7 dagen op 7, van 10 tot 21 uur; anderzijds omdat de aanvrager tijdens de overlegcommissie via videoconferentie heeft toegegeven slechts een kwart te hebben begrepen van de opmerkingen van het tiental burgers dat zich heeft uitgesproken. Ze waren verrast over de lichtzinnigheid van de antwoorden en hadden de indruk dat ze deelnamen aan een schijnvertoning.

Mijn vragen:

- Heeft de overlegcommissie, vijftien dagen na deze vergadering, een advies uitgebracht?
- Heeft het College van zijn kant een advies uitgebracht na het advies van de overlegcommissie?
- Wat is het standpunt van het College ten aanzien van de hinder die de directe omwonenden van de zomerbar ondervinden en welke acties worden door het College en de burgemeester ondernomen om hun rust te waarborgen?
- Wat is het standpunt van het College met betrekking tot de gevolgen van de inrichting van de zomerbar, 5 maanden per jaar, 7 dagen op 7, van 10 tot 21 uur, op de biodiversiteit?
- De site van de zomerbar voorziet vandaag reeds in de mogelijkheid om de locatie te privatiseren voor het organiseren van verjaardagen, privé- of culturele evenementen of afterworks. Wat is uw standpunt hierover?
- Wat zegt u tegen de omwonenden die het gevoel hebben dat ze voor de gek worden gehouden, dat er niet naar hen wordt geluisterd, dat ze niet worden gerespecteerd?

- Aangezien de zomerbar een vergunning heeft gekregen voor de zomer van 2021, lijkt het voor de hand te liggen dat de aanvrager, Leefmilieu Brussel, de vergunning zal krijgen vanaf 2022. Welke maatregelen zullen er worden genomen ter bescherming van de omwonenden, met name op de Lainésquare, die zich in de steek gelaten voelen?

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Intervention de Mr Hacken.

Je remercie les citoyens pour la qualité de leur interpellation. L'idée de la guinguette est séduisante et cela fonctionne très bien en Région bruxelloise. Le problème de ce lieu-ci est d'être trop proche des habitations, surtout lorsqu'il y a des débordements par rapport à ce qui est prévu (fermeture trop tardive, musique beaucoup trop forte, déchets, non gestion des eaux usées...). Les conditions d'exploitation du futur permis doivent être très strictes et contrôlées. Le type de boissons proposées doit être limité. C'est aussi aux exploitants de faire respecter les mesures. La biodiversité doit être préservée. Il s'agit d'abord d'un parc et la guinguette est accessoire. Je voudrai aussi avoir l'avis du Collège sur ce dossier.

Intervention de Mme Plovie.

Je remercie les citoyens pour leur interpellation. Au nom d'Ecolo/Groen, je souhaite préciser certains éléments. On veut vraiment insister sur le respect de la biodiversité mais c'est un équilibre qui n'est pas facile à trouver en ville. Nous sommes attentifs à la privatisation de l'espace public qui ne peut se faire qu'avec des balises. L'accessibilité de l'espace public doit se faire dans la convivialité. Il faut trouver des équilibres et faire des évaluations à tout moment.

Réponse de Mme El Hamidine.

Je vous remercie pour vos interventions et partage vos préoccupations que j'ai transmises aujourd'hui par courrier à Bruxelles-Environnement, organisme régional responsable de la gestion du parc. Le rôle de la commune est de faire respecter la tranquillité publique et de faire entendre les besoins, les craintes et les envies des citoyens auprès des autres niveaux de pouvoir. Tout d'abord la commune de Forest est très attentive à la gestion des espaces verts. Elle souhaite que ce lieu puisse continuer à offrir des lieux de rencontre, de respiration, en particulier pour les personnes ne bénéficiant pas d'un espace extérieur. Ensuite, de concert avec les riverains, nous souhaitons que cette installation puisse être cadrée et ne génère pas plus de nuisances que de bénéfices. En effet, malheureusement, force est de constater que les années précédentes, la gestion de la guinguette au square Lainé a engendré des tensions et des nuisances non négligeables pour le voisinage. Cette mauvaise gestion semble fortement liée au précédent exploitant et à sa propension à ne pas respecter le cadre mise en place par nos services et les arrêtés de la police locale. Suite à cela, Monsieur Roberti a agi par voie d'arrêtés pour faire respecter la tranquillité publique. Des dispositions semblables seront prises dans le présent cas si nécessaire afin de garantir la fermeture quotidienne de la guinguette, d'interdire l'utilisation des amplificateurs de son, de limiter les décibels et d'imposer à l'exploitant d'avoir un appareil mesurant le bruit, appareil visible permettant d'attester du respect des limites fixées. Il y a 2 demandes de permis en cours portant sur l'exploitation de la guinguette : la première concerne l'exploitation de la guinguette du 1er juillet au 30 septembre 2021, la 2^{ème} demande porte sur la période du 1er mai au 30 septembre 2022. Afin de permettre une exploitation harmonieuse avec la vie du parc et une évaluation qualitative, je demande à ce que la demande de permis portant sur les 4 mois soit suspendue en attente des résultats de l'évaluation de l'exploitation de la guinguette cet été à travers le permis à durée limitée. La commune souhaite à cet égard que l'exploitation de cette année soit conditionnée de la manière suivante : respecter l'avis de la CRMS du 21 avril, ne pas autoriser des concerts de musique et de son amplifié, limiter les jours

d'ouverture à 5 jours sur 7 et les horaires de 11h00 à 20h, interdire la vente de boissons alcoolisées les jours de match au stade Marien, limiter la disposition de mobilier afin de laisser de l'espace libre pour les autres utilisateurs du site, l'accès à l'escalier au nord de la guinguette doit rester libre en toute circonstance, prendre toutes les mesures de précaution afin de respecter le revêtement du sol, prendre toutes les mesures pour veiller à la propreté des abords, accorder une attention particulière aux abords techniques et aux sanitaires, réduire les éclairages de manière à impacter le moins possible le site, accordez une attention particulière au respect de la faune et de la flore. Je laisse la parole à Mr Mugabo.

Intervention de Mr Mugabo.

Un courrier est parti demandant la suspension du permis « long ». Comme il s'agit d'un nouvel exploitant, nous allons nous concentrer sur l'évaluation de sa capacité à faire respecter ces nouvelles mesures. Suite à une évaluation qualitative, nous estimerons ce qu'il en est, quitte à conclure que ce n'est pas l'endroit adéquat ou que des mesures complémentaires doivent être mises en œuvre. Cet après-midi, j'ai rencontré l'autorité régionale qui semble d'accord de juste autoriser le permis pour cette année-ci.

Réplique de Mr Pierre-De Permentier

L'évaluation est une bonne chose. Je suis néanmoins un peu déçu car ces mesures étaient déjà là. J'ai l'impression qu'on se fait un peu mousser.

Réplique de Mr Loewenstein.

Il y a deux choses dans ce débat : les nuisances que subiront les riverains cet été suite au permis qui a déjà été octroyé et l'objet de l'interpellation qui porte sur le futur permis pour 2022 et les années suivantes. Concernant ce point, j'entends que le permis serait suspendu dans l'attente de l'évaluation de 2021. J'espère juste que l'on fera cette évaluation de manière objective et que l'on tiendra bien compte de tous les éléments liés à la tranquillité et à la biodiversité, soit tous les éléments qui ont été émis lors de la commission de concertation.

Mr Mugabo précise qu'il n'y a encore aucun permis pour cette année-ci, que pour l'instant des travaux sont effectués par Bruxelles-Environnement pour l'égouttage dans le cas de l'installation de la guinguette.

Conclusions de Mme Van Ranst et de Mr Robyn, citoyens.

L'idée de l'évaluation est bonne. On demande cependant à être concerté, de faire l'évaluation avec les habitants. On a droit à la tranquillité : nous ne nous sommes pas installés là par hasard. On demande par exemple que le dimanche soit un jour de tranquillité. C'est un jour où l'on ne peut par exemple pas tondre les pelouses et on aimerait bien également être tranquilles. Je souhaiterais que des conditions très strictes soient appliquées si ce permis devait être octroyé : pas de musique ou de son amplifié, pas d'alcool, pas de boissons énergisantes, pas d'affichage publicitaire, pas de fêtes privées... et si possible une fermeture le dimanche qui est notre jour de repos.

Tussenkomst van de heer Hacken

Ik dank de burgers voor de kwaliteit van hun interpellatie. Het idee van de guinguette is aantrekkelijk en het werkt heel goed in het Brussels Gewest. Het probleem met deze plek is dat ze te dicht bij de huizen ligt, vooral als er excessen zijn ten opzichte van wat gepland is (te late sluiting, veel te luide muziek, afval, geen behandeling van het afvalwater, ...). De exploitatievoorwaarden van de toekomstige vergunning moeten zeer strikt en gecontroleerd zijn. Het soort aangeboden dranken moet beperkt worden. Het is ook aan de uitbaters om de maatregelen te doen naleven. De biodiversiteit moet worden gevrijwaard. Het is in de eerste plaats een park en de guinguette is bijkomstig. Ik zou ook graag de mening van het College over deze zaak horen.

Tussenkomst van mevrouw Plovie

Ik dank de burgers voor hun interpellatie. Namens Ecolo/Groen wil ik een aantal punten verduidelijken. Wij willen echt aandringen op respect voor de biodiversiteit, maar het is een evenwicht dat in de stad niet gemakkelijk te vinden is. Wij zijn alert voor de privatisering van de openbare ruimte, die alleen binnen bepaalde perken kan. De openbare ruimte moet vlot toegankelijk blijven. Er moeten te allen tijde evenwichten worden gevonden en evaluaties worden verricht.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

Ik dank u voor uw opmerkingen en deel uw bezorgdheid, die ik vandaag per brief heb overgebracht aan Leefmilieu Brussel, de gewestelijke instantie die verantwoordelijk is voor het beheer van het park. De rol van de gemeente is ervoor te zorgen dat de openbare rust wordt geëerbiedigd en de behoeften, angsten en verlangens van de burgers aan andere bestuursniveaus voor te leggen. De gemeente Vorst is zeer attent op het beheer van de groene ruimten. Zij wil dat deze plek ontmoetingsplaatsen en ademruimte blijft bieden, vooral voor mensen die zelf geen buitenruimte hebben. Ten tweede willen wij, samen met de omwonenden, dat deze installatie onder controle wordt gehouden en niet méér overlast dan voordeel oplevert. Helaas stellen we vast dat de guinguette op de Lainésquare de afgelopen jaren grote spanningen en overlast voor de buurt heeft teweeggebracht. Dit slechte beheer lijkt sterk verband te houden met de vorige exploitant en zijn neiging om het kader dat door onze diensten en de plaatselijke politiebepalingen werd vastgelegd, niet te respecteren. Daarop heeft de heer Roberti maatregelen genomen in de vorm van besluiten om de eerbiediging van de openbare rust te doen waarborgen. In dit geval zullen zo nodig soortgelijke maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat de guinguette dagelijks wordt gesloten, het gebruik van geluidsversterkers te verbieden, de decibels te beperken en een zichtbaar geluidsmeetinstrument op te leggen om te tonen dat de vastgestelde grenswaarden worden nageleefd. Er lopen twee vergunningsaanvragen voor de uitbating van de guinguette: de eerste voor de periode van 1 juli t/m 30 september 2021 en de tweede van 1 mei t/m 30 september 2022. Om een harmonieuze exploitatie met het leven in het park en een kwalitatieve evaluatie mogelijk te maken, verzoek ik de aanvraag voor de vergunning voor 4 maanden op te schorten in afwachting van de resultaten van de evaluatie van de exploitatie van de guinguette deze zomer via een vergunning van beperkte duur. In dit verband wenst de gemeente dat de uitbating van dit jaar als volgt verloopt: het advies van de KCML van 21 april respecteren, geen concerten met muziek en geluidsversterking, de openingsdagen te beperken tot 5 dagen op 7 en de uren van 11 tot 20 uur, de verkoop van alcoholische dranken op wedstrijddagen in het Marienstadion verbieden, de opstelling van meubilair beperken om vrije ruimte te laten voor andere gebruikers van de site, de toegang tot de trap ten noorden van de guinguette moet onder alle omstandigheden vrij blijven, alle voorzorgsmaatregelen nemen om de grondbedekking te vrijwaren, alle maatregelen nemen om de netheid van de omgeving te verzekeren, bijzondere aandacht besteden aan de technische en sanitaire voorzieningen, de verlichting beperken om zo weinig mogelijk impact te hebben op de site, bijzondere aandacht besteden aan fauna en flora. Ik geef het woord aan de heer Mugabo.

Tussenkomst van de heer Mugabo

Er is een brief gestuurd met het verzoek om de 'lange' vergunning te schorsen. Aangezien het gaat om een nieuwe uitbater, zullen wij ons concentreren op de beoordeling van zijn vermogen om deze nieuwe maatregelen te handhaven. Na een kwalitatieve beoordeling zullen wij de situatie evalueren, ook als wij tot de conclusie komen dat dit niet de juiste plaats is of dat er aanvullende maatregelen moeten worden genomen. Vanmiddag heb ik een ontmoeting gehad met het Gewest, dat akkoord lijkt te gaan om de vergunning voor dit jaar gewoon toe te staan.

Antwoord van de heer Pierre-De Permentier

De evaluatie is een goede zaak. Toch ben ik een beetje teleurgesteld omdat de maatregelen er al

waren. Ik heb de indruk dat er een beetje met onze voeten gespeeld wordt.

Repliek van de heer Loewenstein

In dit debat gaat het om twee zaken: de overlast die de omwonenden deze zomer zullen ondervinden van de reeds verleende vergunning, en het onderwerp van de interpellatie, die betrekking heeft op de toekomstige vergunning voor 2022 en volgende jaren. Wat dit punt betreft, hoor ik dat de vergunning zou worden opgeschort in afwachting van de evaluatie van 2021. Ik hoop alleen dat deze evaluatie objectief zal worden uitgevoerd en dat rekening zal worden gehouden met alle elementen die betrekking hebben op rust en biodiversiteit, d.w.z. alle elementen die op het overlegcomité naar voren zijn gebracht.

De heer Mugabo preciseert dat er voor dit jaar nog geen vergunning is, en dat Leefmilieu Brussel momenteel werken verricht om het water af te voeren voor de installatie van de guinguette.

Conclusies van mevrouw Van Ranst en de heer Robyn, burgers

Het idee van de evaluatie is goed. Wij vragen echter om te worden geraadpleegd, om de evaluatie met de inwoners te doen. Wij hebben recht op rust: wij zijn daar niet toevallig komen wonen. Wij vragen bv. dat zondag een dag van rust is. Het is een dag waarop je bv. geen gras maait en wij wensen graag wat stilte.

Ik zou willen dat aan deze vergunning zeer strikte voorwaarden worden verbonden: geen muziek of geluidsversterking, geen alcohol, geen energiedranken, geen reclame, geen privéfeestjes ... en indien mogelijk een sluiting op zondag, wat onze rustdag is.

1 annexe / 1 bijlage

4 Affaires générales - Congé parental d'une échevine - Remplacement - Désignation.

LE CONSEIL,

Considérant que par courrier du 21 avril 2021, Madame Esmeralda VAN DEN BOSCH fait savoir qu'elle souhaite prendre un congé parental et qu'elle demande d'être remplacée durant ce congé ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à son remplacement en qualité d'échevine ;

Vu les articles 11, 15, 16, 18 et 18 bis de la nouvelle loi communale ;

Vu l'acte de présentation portant la signature de 11 membres de la liste Ecole et de 10 membres de la liste PS, proposant Monsieur Kris VANSLAMBROUCK comme candidat au mandat d'échevin, en remplacement de Madame Esmeralda VAN DEN BOSCH, en congé parental ;

Considérant que lors du vote par scrutin secret, auquel 30 membres participent, Monsieur Kris VANSLAMBROUCK obtient 20 voix contre 9 et 1 nul ;

DECIDE:

Monsieur **Kris VANSLAMBROUCK** est élu échevin, avec effet au 15 juin 2021, en remplacement de Madame **Esmeralda VAN DEN BOSCH** pour la durée du congé parental de cette dernière.

Monsieur **Kris VANSLAMBROUCK** prête le serment constitutionnel en néerlandais.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Algemene zaken - Ouderschapsverlof van een schepen - Vervanging - Aanduiding.

DE RAAD,

Overwegende dat mevrouw Esmeralda VAN DEN BOSCH bij brief van 21 april 2021 te kennen heeft gegeven dat zij ouderschapsverlof wenst te nemen en dat zij verzoekt om gedurende dit verlof te worden vervangen;

Overwegend dat er moet worden overgegaan tot haar vervanging als schepen;

Gelet op artikel 11, 15, 16, 18 en 18bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de voordrachtsakte, ondertekend door 11 leden van de Ecolo*Groen-lijst en 10 leden van de PS*Vooruit-lijst, waarbij de heer Kris VANSLAMBROUCK wordt voorgedragen als kandidaat voor het mandaat van schepen, ter vervanging van mevrouw Esmeralda VAN DEN BOSCH, met ouderschapsverlof;

Overwegende dat bij de geheime stemming, waaraan 30 leden hebben deelgenomen, de heer Kris VANSLAMBROUCK 20 stemmen heeft verkregen tegen 9 en 1 nul;

BESLIST:

De heer **Kris VANSLAMBROUCK** wordt verkozen tot schepen, met ingang van 15 juni 2021, ter vervanging van mevrouw **Esmeralda VAN DEN BOSCH** voor de duur van haar ouderschapsverlof.

De heer **Kris VANSLAMBROUCK** legt de grondwettelijke eed af in het nederlands.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

5 Affaires générales - Conseil communal - Congé parental - Remplacement.

LE CONSEIL,

Considérant que par courrier du 21 avril 2021, Madame Esmeralda VAN DEN BOSCH fait savoir qu'elle souhaite prendre un congé parental et qu'elle demande d'être remplacée pendant ce congé ;

Considérant qu'il y a lieu à procéder à son remplacement en qualité de conseiller communal ;

Vu l'article 11 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que Monsieur David LECLERCQ, suppléant en ordre utile de la liste n° 2 des membres élus le 14 octobre 2018, appelé à remplacer Madame Esmeralda VAN DEN BOSCH, ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité, d'incapacité ou de parenté prévus par la loi et qu'il continue par conséquent à réunir les conditions d'éligibilité ;

ARRETE :

Les pouvoirs de Monsieur **David LECLERCQ** en qualité de conseiller communal sont validés ;

Il remplacera temporairement Madame **Esmeralda VAN DEN BOSCH**, en congé parental ;

Monsieur **David LECLERCQ** prête le serment constitutionnel en français.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Algemene zaken - Gemeenteraad - Ouderschapsverlof - Vervanging.

DE RAAD,

Overwegende dat mevrouw Esmeralda VAN DEN BOSCH bij brief van 21 april 2021 te kennen heeft gegeven dat zij ouderschapsverlof wenst te nemen en dat zij verzoekt om gedurende dit verlof te worden vervangen;

Overwegend dat er moet worden overgegaan tot haar vervanging als gemeenteraadslid;

Gelet op artikel 11 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de heer David LECLERCQ, eerste in aanmerking komende plaatsvervanger van lijst nr. 2 van de op 14 oktober 2018 verkozen leden, om mevrouw Esmeralda VAN DEN BOSCH te vervangen, zich niet in een bij de wet voorzien geval van onverenigbaarheid, onbekwaamheid of verwantschap bevindt en dat hij dus aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden blijft voldoen;

BESLIST:

De bevoegdheden van de heer **David LECLERCQ** als gemeenteraadslid worden bekrachtigd;

Hij zal mevrouw **Esmeralda VAN DEN BOSCH**, met ouderschapsverlof, tijdelijk vervangen;

De heer **David LECLERCQ** legt de grondwettelijke eed af in het Frans.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

6 Marchés - Information pour le conseil.

Administration communale de Forest
Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 mai 2021
information pour le conseil

Réf	Service	Objet	Estimation Dépense/ Recette (EUR)	Articles Budgétaires	Décision
#07/10.05.2021/B/0011/#	Logistique	Logistique - Marchés publics - Contrôles légaux des installations des bâtiments communaux par un SECT 2022-2023 (2022-S-004) - Approbation de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale - Procédure négociée sans publication préalable.	151.250,00 euros TVA comprise (taux de 21%)	125-06 "Prescriptions de tiers pour les bâtiments"	Approuvé
#07/10.05.2021/B/0035/#	Revalorisation	Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine n°4 Avenue du Roi et Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Masterplan Forest-sur-Senne – Marché de travaux – RQ_CRU4/CQDW_CSC_2021_01– Désignation d'une équipe pluridisciplinaire pour la mission de « Aménagements temporaires du site des Anciennes Brasseries Wielemans-Ceuppens : Conception et réalisation d'une structure temporaire d'entrée de parc » - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Procédure négociée sans publication préalable - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.	54.450,00 euros TVA comprise	9308/721-60/88 93010/721-60/90	Approuvé

Administration communale de Forest
Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 mai 2021
information pour le conseil

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense / Recette (EUR)	Articles Budgétaires	Décision

#007/20.05.20 21/B/0036#	Revitalisation des quartiers	Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier durable Deux Cités - Mission d'étude pour la réalisation du programme de base et le rapport des incidences sur l'environnement (RIE) - Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier Spécial des Charges – Consultation des bureaux d'étude – Application de l'article 234 al 3 de la Nouvelle Loi Communale.	4500 105785	93011/122 -48/92 93011/747 -60/92	Approuvé
-----------------------------	---------------------------------	---	----------------	--	----------

Administration communale de Forest
Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 mai 2021
information pour le conseil

Réf érence	Service	Objet	Esti mat ion Dép ens e/R ecet te (EU R)	Articles Budgétaires	D é ci sion
#0 07 /2 7. 05 .2 02 1/ B/ 00 36 #	Revitalisation des quartiers	Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Opération A.2 - Marché de services – RQ/CQDW/A.2./CSC/2021 – Désignation d'une équipe pluridisciplinaire pour la mission d'auteur de projet pour « Le réaménagement des abords de l'église Saint-Antoine à Forest (Rue de Gênes et rue des Moines) » - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Procédure négociée sans publication préalable - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.	58.6 97,1 0 euro s T.V .A. com pris e 250 0,00 euro s	9308/731-60 /88 «Travaux de voirie en cours d'exécution » 9308/122- 48/88 « Indemnité pour autres prestations »	Approuvé

#0 07 /2 7. 05 .2 02 1/ B/ 00 71 #	Pro prié tés com mu nale s et Log eme nt	Logement – Marché public – Travaux de rénovation d'une terrasse sur toiture plate, 80 Rue de Fierlant à 1190 Forest – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) – Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution – Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale	959 8,30	922/724- 60/39	A p p r o u v é
---	---	--	-------------	-------------------	--------------------------------------

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Opdrachten - Ter informatie van de raad.

Gemeentebestuur Vorst
College van Burgemeester en Schepenen van 10 mei 2021
Ter informatie van de raad

R e f e r e n t i e	D i e n s t	Onderwerp	Aan wen ding uit g ave / ontv angs t (EU R)	Begr otin gs- artik elen	B e s l i s i n g
#0 07 /1 0. 05 .2 02 1/ B/ 00 11 #	L o gi sti ek	Logistiek - Overheidsopdrachten - Wettelijke controles van de installaties van de gemeentebouwen door een EDTC 2022-2023 (2022-S-004) - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking	151. 250, 00 euro s TVA com prise (taux de 21 %)	125- 06 "Pre statio ns de tiers pour les bâti ment s"	G o e d g e k e u r d

#07/10.05.2021/B/0035#	Wijkcontract	Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract nr. 4 Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Masterplan Vorst aan de Zenne – Opdracht voor werken – RQ_CRU4/CQDW_CSC_2021_01– Aanstelling van een multidisciplinair team voor de opdracht “Tijdelijke voorzieningen van de site van de voormalige brouwerijen Wielemans Ceuppens: Ontwerp en bouw van een tijdelijke ingangsstructuur voor het park” - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de te raadplegen firma’s - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet	54.4 50,0 0 euro s TVA com prise	9308 /721- 60/8 8 9301 0/72 1- 60/9 0	G o e d g e k e u r d
------------------------	--------------	---	---	---	---

Gemeentebestuur Vorst
College van Burgemeester en Schepenen van 20 mei 2021
Ter informatie van de raad

Ref eren tie	Di en st	Onderwerp	Aanwe nding uitgave / ontvan gst (EUR)	Begro tings- artike len	B es lis si n g
#007/20.05.2021/B/0036#	Wijkcontract	Heropleving van de wijken - Duurzaam wijkcontract 2 cités - Studieopdracht voor de opmaak van het basisprogramma en het milieueffectenrapport (MER) - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht - Bijzonder bestek - Raadpleging van de studiebureaus - Toepassing van artikel 234 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet.	4500 105785	93011 /122- 48/92 93011 /747- 60/92	G o e d g e k e u r d

Gemeentebestuur Vorst
College van Burgemeester en Schepenen van 27 mei 2021
Ter informatie van de raad

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Begrotingsartikelen	Beslissing
#07/27.05.2021/B/0036#	Wijkcontract	Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie A2 – Opdracht voor diensten – HW/DWCW/A.2./BB/2021 – Aanstelling van een multidisciplinair team voor de opdracht van projectontwerper voor “de herinrichting van de omgeving van de Sint-Antoniuskerk te Vorst (Genua- en Monnikenstraat)” – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de te raadplegen firma’s – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.	58.697,10 euros T.V.A. comprise 2500,00 euros	9308/731-60/88 «Travaux de voirie en cours d'exécution» 9308/122-48/88 « Indemnité pour autres prestations »	Goedgekeurd
#07/27.05.2021/B/0071#	Gemeentelijk Eige domein en Huisvesting	Huisvesting – Overheidsopdracht – Renovatiewerken aan een terras op een plat dak, de Fierlantstraat 80 te 1190 Vorst – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma’s en van de gunning – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet	9598,30	922/724-60/39	Goedgekeurd

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Communication - Communicatie

7 **Communication - Participation citoyenne - Proposition du premier thème traité par le Conseil Citoyen Forestois.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, article 117 ;

Vu la Déclaration de politique générale qui promeut une approche participative « transversale à toutes les compétences » ;

Considérant l'article 22 § 3 du règlement du Conseil Citoyen Forestois (CCF), adopté en séance du Conseil Communal du 20 avril 2021 ;

Considérant que cet article prévoit que le premier thème traité par le CCF soit proposé à l'initiative du Conseil Communal ;

Considérant que les thèmes doivent impacter le quotidien des Forestois.es et nourrir le travail effectué par l'administration ;

Considérant que ce travail d'information et d'analyse nécessitent une collaboration renforcée avec les services concernés par le thème sélectionné ;

Considérant que la méthodologie inclusive prévoit que chaque thème fasse l'objet d'une séance informative sur les compétences et capacités locales et les points de vue contradictoires ;

Considérant que le CCF a vocation à faire entendre les avis et recommandations d'un panel de citoyens représentatif de la diversité forestoise ;

Vu la Déclaration de politique générale à travers laquelle la Commune s'engage à élaborer un « plan climat » afin de lutter contre le dérèglement climatique, améliorer la qualité de l'air et le cadre de vie des Forestois.es ;

Considérant que le dérèglement climatique a des impacts considérables, maintenant et à l'avenir, sur le quotidien des Forestois.es et que, pour le surplus, il renforce les inégalités sociales et affecte plus directement les personnes précarisées, qui ne sont pas toujours les mieux informées à ce sujet ;

Considérant le travail d'élaboration d'un Programme d'Actions Climat en cours ;

Considérant la demande émise par le service Développement Durable de l'Administration Communale que les habitant.e.s puissent nourrir ce travail et éclairer sur les pistes prioritaires à suivre afin de mettre sur pied des actions pour lutter contre le dérèglement climatique ;

DECIDE

De proposer au Conseil Citoyen Forestois le thème du « Plan Climat », comme premier thème à traiter durant ses débats.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 21 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Communicatie - Burgerparticipatie - Voorstel van het eerste thema behandeld door de Vorstste

Burgerraad.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117 ;

Gelet op de algemene beleidsverklaring, die een participatieve aanpak ‘transversaal voor alle bevoegdheden’ bevordert;

Overwegende artikel 22 §3 van het reglement van de Vorstse Burgerraad (VBR), aangenomen tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 20 april 2021;

Overwegende dat dit artikel stipuleert dat het eerste door de VBR behandelde thema wordt voorgesteld op initiatief van de Gemeenteraad;

Overwegende dat de thema’s een impact moeten hebben op het dagelijkse leven van de Vorstenaren en een bijdrage leveren aan het werk van de administratie;

Overwegende dat deze informatie en analyse een versterkte samenwerking vergen met de betrokken diensten per geselecteerd thema;

Overwegende dat de inclusieve methodologie voorziet in een infosessie over elk thema met betrekking tot de lokale capaciteiten en bevoegdheden en de tegenstrijdige standpunten;

Overwegende dat de VBR bedoeld is om de adviezen en aanbevelingen te laten horen van een panel van burgers die representatief zijn voor de diversiteit van de bevolking;

Gelet op de algemene beleidsverklaring waarin de gemeente zich ertoe verbindt een ‘klimaatplan’ op te stellen om de klimaatverandering te bestrijden en de luchtkwaliteit en het leefklimaat van de Vorstenaren te verbeteren;

Overwegende dat de klimaatontwrichting nu en in de toekomst een aanzienlijke impact heeft op het dagelijks leven van de Vorstenaren en dat het bovendien de sociale ongelijkheid versterkt en rechtstreeks de kansarmen treft, die niet altijd goed geïnformeerd zijn daaromtrent;

Overwegende dat er een programma met klimaatacties wordt opgesteld;

Overwegende de vraag van de dienst Duurzame Ontwikkeling van het gemeentebestuur dat de bewoners aan deze werkzaamheden kunnen bijdragen en hun licht kunnen laten schijnen over de prioritaire wegen die moeten worden bewandeld om acties op te zetten ter bestrijding van de klimaatverandering;

BESLIST:

Aan de Vorstse Burgerraad het thema ‘Klimaatplan’ voor te stellen als eerste thema dat tijdens de debatten aan bod moet komen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 21 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplłowicz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Intervention de Mme Koplowicz.

Le PTB va s'abstenir sur ce point, non parce que la participation citoyenne ne nous intéresserait pas mais bien parce qu'on a des questions sur ce conseil, sur sa représentativité, sur le tirage au sort mais également sur le thème choisi. Lorsque l'on rencontre les gens sur le terrain, les thèmes qui ressortent sont plutôt ceux du logement, de l'enseignement, la mobilité, la propreté, l'occupation de l'espace public... On s'interroge donc sur la pertinence d'avoir choisi le plan climat. On sait très bien que dans notre commune, on ne va pas pouvoir faire grand-chose. On aurait souhaité un thème plus proche de ce que vivent réellement les gens.

Intervention de Mr Loewenstein.

J'ai déjà eu l'occasion de le dire en commission la semaine dernière, la méthode n'est pas vraiment celle qui a été fixée dans le ROI et, en tous les cas, ne respecte pas la philosophie souhaitée par les membres du conseil, à savoir que ce n'est pas le Collège qui décide du thème mais le Conseil communal. Ici, on se retrouve avec une proposition à prendre ou à laisser venant du Collège et qui porte, on pouvait s'en douter de la part d'Ecolo, sur le « Plan Climat ».

Alors vous me direz : « le point est inscrit ici au conseil donc c'est bien le conseil qui décide ».

En effet, le conseil décide mais sans marge de manœuvre.

En Commission, l'échevin Mugabo a, à juste titre, pointé le fait que les réunions de participations citoyennes rassemblaient souvent les mêmes personnes et n'étaient pas suffisamment représentatives de toute la population. Ces réunions citoyennes portent aujourd'hui sur les discussions de plusieurs mailles du plan communal de mobilité, ce qui me laisse penser qu'organiser le premier conseil citoyen forestois sur le thème de la mobilité eut été une belle opportunité au regard de l'actualité. Ce n'est pas le cas et nous le regrettons.

Certes le « plan Climat » est un thème important mais nous restons sur notre faim par rapport au rôle qu'on laisse ici au conseil de simple valideur de choix du collège et de la majorité alors que le conseil devait avoir un rôle plus important.

Tussenkomst van mevrouw Koplowicz

De PTB-PVDA zal zich op dit punt van stemming onthouden, niet omdat wij niet geïnteresseerd zijn in burgerparticipatie, maar omdat wij vragen hebben over deze raad, over de representativiteit ervan, over de loting, maar ook over het gekozen thema. Als wij mensen op het terrein ontmoeten, zijn de thema's die aan de orde komen huisvesting, onderwijs, mobiliteit, netheid, bezetting van de openbare ruimte, ... Wij hebben dus vraagtekens bij de keuze van het klimaatplan als thema. We weten heel goed dat we in onze gemeente niet veel kunnen doen. We hadden graag een thema gezien dat dichter stond bij wat mensen werkelijk meemaken.

Tussenkomst van de heer Loewenstein

Ik heb dit vorige week al in de commissie kunnen zeggen: de methode is niet echt de methode die in het huishoudelijk reglement was vastgelegd en is niet in overeenstemming met de aanpak die de raadsleden wensen, nl. dat niet het College over het thema beslist, maar de Gemeenteraad. We hebben hier te maken met een 'te nemen of te laten' voorstel van het College, dat, zoals men van Ecolo kan verwachten, betrekking heeft op het Klimaatplan.

U gaat zeggen: "Het punt werd in de Raad gekozen, dus het is de Raad die beslist." De raad beslist misschien wel, maar zonder enige manoeuvreerruimte.

In de commissie heeft schepen Mugabo er terecht op gewezen dat de bijeenkomsten in het kader van de burgerparticipatie vaak dezelfde mensen bijeenbrachten en niet representatief genoeg waren voor de hele bevolking. Deze burgerbijeenkomsten zijn nu gericht op de bespreking van verschillende mazen van het gemeentelijk mobiliteitsplan, wat mij doet vermoeden dat het organiseren van de eerste Vorstse burgerraad rond mobiliteit een goede gelegenheid zou zijn, gezien de actualiteit. Dat is niet het geval en wij betreuren dit.

Het Klimaatplan is beslist een belangrijk thema, maar wij zijn nog steeds teleurgesteld over de rol die de raad hier wordt gelaten als een eenvoudige valideerder van de keuzes die door het College en de meerderheid zijn gemaakt, terwijl de raad een belangrijkere rol had moeten

hebben.

Subsides - Subsidies

8 Subsides – Investissements en matière d’infrastructures d’intérêt public – Triennat 2019-2021 - Revu.

LE CONSEIL,

Revu de sa décision du 17 décembre 2019 ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l’ordonnance du 16 juillet 1998 concernant l’octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public relatifs aux espaces publics, aux bâtiments et à l’assainissement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les arrêtés d’exécution de ladite ordonnance datés également du 16 juillet 1998, en particulier celui relatif aux modalités de présentation du programme triennal d’investissements ainsi que celui qui détermine les initiatives d’intérêt régional susceptibles d’émarger à la dotation triennale du développement et les projets d’investissements susceptibles d’être subsidiés à taux majorés ;

Attendu que la commune s’engage à assurer l’entretien et la gestion du bien subsidié ;

Attendu qu’elle s’engage à ne pas aliéner et ne pas modifier l’affectation du bien pour lequel elle bénéficie d’un subside dans les vingt ans de l’octroi de ce dernier ;

Attendu que la quote-part de la dotation triennale allouée à la commune pour les années 2019-2021 est de 915.250,00 € ;

Vu la nécessité d’établir un programme triennal d’investissements préalablement à toute demande de subside, conformément aux dispositions précitées et au modèle arrêté par le Gouvernement ;

Considérant que les dossiers complets de demande d’accord de principe d’octroi de subside doivent parvenir à la Région au plus tard le 31 décembre 2021 ;

Considérant la décision du Service Voirie d’affecter initialement la dotation triennale d’investissement issue du programme triennal d’investissement 2019-2021 au réaménagement de l’Avenue de la Verrerie et le la Rue J-B Baeck ;

Considérant que la Commune n’a pas encore reçu le PU pour le réaménagement de la Rue de la Verrerie et de l’Avenue J-B Baeck et qu’il existe un risque d’opposition au projet dû à des zones de recul litigieuses ;

Considérant que le PU fait partie du dossier de demande d’accord de principe d’octroi de subside ;

Considérant le risque de ne pas pouvoir déposer le dossier complet pour le 31 décembre 2021 et de ce fait de perdre le subside ;

Considérant qu'une demande PU pour les travaux de réaménagement de la Rue du Patinage, la Rue du Delta et l'Avenue des Tropiques a été déposé fin février 2021 ;

Considérant l'estimation de ce projet à 2.500.000,00 euros ;

DECIDE :

De modifier le programme triennal d'investissements pour les années 2019-2021 ;

De remplacer le projet « réaménagement de l'Avenue de la Verrerie et le la Rue J-B Baeck » par le projet de « réaménagement de la Rue du Patinage, la Rue du Delta et l'Avenue des Tropiques (tronçon entre la Rue du Delta et l'Avenue Van Volxem) ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 21 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Subsidies – Investerings in infrastructuur van openbaar nut – Driejarige periode 2019-2021 – Herziening.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 17 december 2019 herziend;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut betreffende de openbare ruimten, de gebouwen en de sanering op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te moedigen;

Gelet op de uitvoeringsbesluiten van voormelde ordonnantie, eveneens van 16 juli 1998, in het bijzonder het besluit tot bepaling van de wijze van voorstelling van het driejarig investeringsprogramma evenals het besluit houdende de bepaling van de initiatieven van gewestelijk belang die in aanmerking kunnen komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie en van de investeringsprojecten die in aanmerking kunnen komen voor verhoogde subsidiëringspercentages;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe verbindt het gesubsidieerde goed te onderhouden en te beheren;

Overwegende dat zij zich ertoe verbindt de bestemming van het goed, waarvoor zij een subsidie ontvangt, niet te vervreemden noch te wijzigen binnen de twintig jaar na de toekenning ervan;

Overwegende dat het aandeel van de driejarige dotatie toegekend aan de gemeente 915.250,00 euro bedraagt voor de jaren 2019-2021;

Gelet op de noodzaak om een driejarig investeringsprogramma op te stellen voorafgaand aan eender welke subsidieaanvraag, overeenkomstig de voormelde bepalingen en het door de Regering vastgestelde model;

Overwegende dat de volledige dossiers betreffende het verzoek om een principeakkoord voor de toekenning van subsidies uiterlijk op 31 december 2021 in het bezit van het Gewest moeten zijn;

Overwegende de beslissing van de dienst Wegen om de driejarige investeringsdotatie uit het driejarig investeringsprogramma 2019-2021 in eerste instantie toe te wijzen aan de heraanleg van de Glasblazerijlaan en de J-B Baeckstraat;

Overwegende dat de gemeente de stedenbouwkundige vergunning voor de heraanleg van de Glasblazerijlaan en de J-B Baeckstraat nog niet heeft ontvangen en dat het risico bestaat dat er verzet tegen het project wordt aangetekend wegens omstreden achteruitbouwstroken;

Overwegende dat de SV deel uitmaakt van het dossier betreffende het verzoek om een principeakkoord voor de toekenning van subsidies;

Overwegende het risico dat het dossier niet volledig kan worden ingediend tegen 31 december 2021 en de subsidie dus verloren gaat;

Overwegende dat eind februari 2021 een SV-aanvraag is ingediend voor de heraanleg van de Schaatsstraat, de Deltastraat en de Keerkringenlaan;

Overwegende de raming van dit project op 2.500.000,00 euro;

BESLIST:

Het driejarige investeringsprogramma voor de jaren 2019-2021 te wijzigen;

Het project “heraanleg van de Glasblazerijlaan en de J-B Baeckstraat” te vervangen door het project “heraanleg van de Schaatsstraat, de Deltastraat en de Keerkringenlaan (gedeelte tussen de Deltastraat en de Van Volxemlaan)”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 21 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Intervention de Mr Loewenstein.

Nous revoyons ici l'affectation de 2.500.000€ de subsides pour la réfection des voiries qui passent de Baeck-Verrerie à Patinage-Delta-Tropiques !

En gros donc, on reporte Baeck et la partie Verrerie non encore traitée, alors que le collègue s'était engagé et qu'il y a une attente importante de la population de voir ces voiries refaites. Il en est de même pour Delta-Tropiques-Patinage mais cela démontre un manque de suivi de ce dossier alors que le Collège s'était engagé à revenir vers les habitants avec une solution, qu'on a contribué à proposer des solutions, et qu'on semble être au point mort.

Dans le PV de la réunion avec la région annexé au point, il est précisé, je cite, « Monsieur [X (responsable du service voiries)] nous explique qu'ils n'ont pas encore reçu le PU pour le réaménagement de l'avenue de la Verrerie et de la rue J-B Baeck et qu'il existe un risque d'opposition au projet dû à des zones de recul litigieuses ». Nous en sommes sans doute là parce qu'on a finalement laissé un peu trainer ce dossier au bénéfice d'autres.

J'ai entendu hier en commission que c'était dû à un problème de personnel suite au départ de l'agent qui traitait le dossier de la commune. Cela n'empêche que de nombreux habitants, et de Baeck, et de Verrerie, attendent depuis longtemps que leur voirie soit traitée. Que c'était planifié, et que c'est aujourd'hui reporté.

Intervention de Mr Hacken.

Ce projet faisait partie d'un tout avec la rénovation des blocs jaunes. Les trottoirs sont dans un état catastrophique et une série de personnes ne savent plus circuler correctement sur cette rue. Je ne peux que regretter que ce qui avait été objectivé par les services comme prioritaire passe à la trappe à cause d'un manque de disponibilité dans les équipes.

Intervention de Mr Pierre-De Permentier.

Quand sera prévu ce réaménagement et est-ce encore une priorité ?

Une explication sera-t-elle donnée aux citoyens ?

Réponse de Mme Père.

Comme je l'ai expliqué en commission, ce dossier reste une priorité du Collège. Lorsque l'on avait rencontré les riverains, nous avons eu des réactions assez fortes. Ils sont d'accord pour le réaménagement mais pas tel que proposé par le Collège. On a réfléchi pour trouver des solutions quant aux zones de recul et à la perte de stationnement. Vous savez bien que ce sont des dossiers lourds et complexes et que derrière chaque dossier, il faut des moyens humains. Et vous savez bien que le recrutement de techniciens est compliqué. Nous reviendrons vers les riverains mais le dossier n'est pas terminé. Le dossier Delta-Patinage étant prêt, nous l'avons lancé de manière à ne pas perdre les subsides.

Tussenkoms van de heer Loewenstein

Wij zien hier de toestemming van 2.500.000 euro aan subsidies terug voor de herstelling van de wegen van Baeck-Glasblazerij tot Schaats-Delta-Keerkringenlaan!

Baeck en het nog niet behandelde deel van Glasblazerij worden uitgesteld, terwijl het College een toezegging had gedaan en de bevolking hoge verwachtingen heeft voor de herstelling van deze wegen.

Hetzelfde geldt voor Delta-Keerkringen-Schaats, maar het toont een gebrek aan follow-up van dit dossier, terwijl het College had toegezegd met een oplossing naar de bewoners terug te komen, en wij hebben bijgedragen aan het voorstellen van oplossingen, en we lijken in een impasse te verkeren.

In het verslag van de vergadering met het Gewest, bij het agendapunt gevoegd, staat: ik citeer: "De heer [X (hoofd van de dienst wegen)] legt ons uit dat zij de stedenbouwkundige vergunning voor de heraanleg van de Glasblazerijlaan en de Baeckstraat nog niet hebben ontvangen en dat het risico bestaat dat het project op verzet stuit vanwege omstreden achteruitbouwstroken. Het is waarschijnlijk zo ver gekomen omdat we dit dossier een beetje hebben laten rusten ten voordele van anderen.

Ik heb gisteren in de commissie gehoord dat het te wijten was aan een personeelsprobleem na het vertrek van de medewerker die het dossier voor de gemeente behandelde. Dat neemt niet weg dat veel inwoners van Baeck en Glasblazerij al lang wachten op de behandeling van hun straat. Het was gepland en nu is het uitgesteld.

Tussenkoms van de heer Hacken

Dit project maakte deel uit van een geheel met de renovatie van de gele blokken. De trottoirs verkeren in een rampzalige toestand en veel mensen kunnen niet meer behoorlijk door deze straat lopen. Ik kan alleen maar betreuren dat wat door de diensten als een prioriteit was aangemerkt, op een zijspoor wordt gezet door een gebrek aan beschikbaarheid in de teams.

Tussenkoms van de heer Pierre-De Permentier

Wanneer is deze heraanleg gepland en is het nog steeds een prioriteit?

Zal er uitleg worden gegeven aan de burgers?

Antwoord van mevrouw Père

Zoals ik in de commissie heb uitgelegd, blijft deze kwestie een prioriteit voor het College. Toen we de buurtbewoners ontmoetten, kregen we nogal heftige reacties. Zij stemden in met de

heraanleg, maar niet zoals voorgesteld door het College. We hebben nagedacht over oplossingen voor de achteruitbouwstroken en het verlies van parkeerruimte. U bent zich er terdege van bewust dat het om zware en complexe dossiers gaat en dat er voor elk dossier personeel nodig is. En u weet dat technici aanwerven ingewikkeld is. We komen terug bij de omwonenden, maar het dossier is nog niet af. Het ‘Delta-Schaats’ dossier is klaar en we hebben het opgestart om de subsidies niet te verliezen.

4 annexes / 4 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

9 Tutelle sur le CPAS - Comptes annuels du CPAS - Exercice 2020 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 89 §1 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Le conseil de l'action sociale arrête chaque année avant le 15 juin les comptes annuels de l'exercice précédent du centre public d'action sociale et de chacun des hôpitaux gérés par celui-ci* » ;

Vu la décision du 03 juin 2021 du Conseil de l'action sociale arrêtant provisoirement les comptes annuels 2020, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31.12.2020 ainsi que ses annexes ;

Vu l'article 112ter, §1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Dans les vingt jours de l'arrêt des comptes annuels par le conseil de l'action sociale et, en tout cas, avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice, ceux-ci sont transmis au conseil communal aux fins d'être arrêtés définitivement. Les comptes annuels sont transmis en même temps au Collège réuni* » ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS du 03 juin 2021 arrêtant provisoirement les comptes annuels 2020, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31.12.2020 ainsi que ses annexes est parvenue à l'administration communale de Forest le 04 juin 2021 ;

Vu l'article 112ter, §2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *le conseil communal dispose de quarante jours à dater de leur réception pour approuver ou improuver les comptes. Si la décision du conseil communal n'est pas notifiée dans ce délai au conseil de l'action sociale, les comptes sont réputés être approuvés* ;

Le centre public d'action sociale transmet au Collège réuni la décision du conseil communal approuvant ses comptes dans les quinze jours de sa réception.

Dans l'hypothèse de l'absence de décision du conseil communal, à l'expiration du délai de quarante jours, le centre public d'action sociale notifie sans délai au Collège réuni que les comptes ont été approuvés tacitement par expiration du délai ;

DECIDE,

- D'approuver les comptes annuels 2020 du CPAS et de ses annexes reprenant les résultats suivants ;
- De transmettre la présente délibération au CPAS ;
- D'inviter le CPAS à établir un rétro-planning annuel, validé par le Comité de Concertation relatif à l'arrêt provisoires des comptes annuels et du budget par le Conseil de l'action social et sa transmission aux instances communales afin que le Conseil Communal puisse exercer sa tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 21 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Toezicht op het OCMW - Jaarrekeningen van het OCMW - Dienstjaar 2020 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 89 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar vóór 15 juni de rekening vast van het voorgaande dienstjaar van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat”*;

Gelet op de beslissing van 3 juni 2021 van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2020, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans op 31.12.2020 alsook de bijlagen;

Gelet op artikel 112ter, §1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“Binnen twintig dagen na het vaststellen van de jaarrekeningen door de raad voor maatschappelijk welzijn en, in elk geval, vóór 30 juni volgend op het afsluiten van het dienstjaar, worden deze verzonden aan de gemeenteraad om definitief te worden vastgesteld. De jaarrekeningen worden tegelijkertijd verzonden aan het Verenigd College”*;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW van 3 juni 2021 tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2020, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans op 31.12.2020 alsook de bijlagen het gemeentebestuur van Vorst heeft bereikt op 04 juni 2021;

Gelet op artikel 112ter, §2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De gemeenteraad heeft veertig dagen vanaf de ontvangst om de rekeningen goed te keuren of niet goed te keuren. Indien de beslissing van de gemeenteraad niet binnen deze termijn aan de raad voor maatschappelijk welzijn wordt betekend, worden de rekeningen geacht te zijn goedgekeurd*;

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn maakt de beslissing van de gemeenteraad tot goedkeuring van de rekeningen binnen vijftien dagen na de ontvangst ervan over aan het Verenigd College.

In het geval van afwezigheid van een beslissing van de gemeenteraad, na het verstrijken van de termijn van veertig dagen, betekent het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zonder uitstel aan het Verenigd College dat de rekeningen stilzwijgend werden goedgekeurd door het verstrijken

van de termijn”;

BESLIST,

- Goedkeuring te verlenen aan de jaarrekeningen 2020 van het OCMW en hun bijlagen, waarin de volgende resultaten worden opgenomen;
- De huidige beraadslaging over te maken aan het OCMW;
- Het OCMW te verzoeken een jaarlijkse retroplanning op te stellen, goedgekeurd door het Overlegcomité, betreffende de voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen en van de begroting door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn en hun overmaking aan de gemeentelijke instanties opdat de Gemeenteraad zijn goedkeuringstoezicht zou kunnen uitoefenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 21 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Intervention de Mr Lonfils.

La présentation des comptes est prévue par la loi organique, c'est un moment important de contrôle démocratique sur ce qui a été fait des deniers publics. Les CPAS ont la particularité d'avoir un compte toujours en équilibre grâce au mécanisme de la dotation communale.

L'année 2020 a été inédite pour nous tous mais la vivre au travers du prisme d'un CPAS, côtoyer au plus près celles et ceux qui ont été le plus touchés a été pour nos équipes un moment très intense que ce soit émotionnellement ou en terme de charge de travail. Je tiens ainsi à les remercier pour leur engagement sans faille. Je tiens également à remercier les équipes du Val des Roses, notre maison de vie, qui se sont occupées de nos aînés. Que ce soit pour notre maison de vie ou notre service social, notre institution rayonne au-delà de la commune et est reconnue pour la qualité des aides apportées, pour son écoute et son humanité.

Pour en revenir aux comptes proprement-dits, je voudrais m'arrêter sur deux points principaux : d'une part l'évolution de la dotation communale (le ratio entre les recettes communales et les autres sources de revenus) et, d'autre part, sur la sous-fonction liée à la maison de repos (les recettes et dépenses liées à la politique de soutien de la personne âgée). Malgré cette année marquée par l'une des pires crises sanitaires que nous ayons connue, la dotation communale a diminué au compte 2020. S'il est vrai que les CPAS ont bénéficié de subsides importants du niveau régional et du niveau fédéral, il faut souligner le travail important réalisé par les équipes afin d'optimiser nos recettes tout en offrant un maximum d'aides spécifiques. Citons par exemple l'ouverture d'un hôtel pour personnes sans-abris, la création en septembre 2020 d'une prime spéciale « rentrée des classes » - aide qui sera renouvelée pour la rentrée à venir -, la création d'une aide pour les personnes sans titre de séjour, - c'est important de s'inscrire comme commune hospitalière dans les actes et pas seulement sur papier- , la réduction de la fracture numérique en apportant un soutien aux élèves et étudiants devant suivre des cours à distance, la prise en charge d'arriérés locatifs, de factures énergétiques, l'aide aux indépendants,... Malgré ces aides, nous avons pu diminuer la dotation communale de près de 4%. D'une manière générale, sur les 5 dernières années, la dotation communale a augmenté de 7% alors que le nombre de dossiers traités par nos assistants sociaux augmente de 2% par an hors période de COVID. Entre le dernier trimestre 2019 et le dernier trimestre 2020, le nombre de demandes a augmenté de 30%. J'espère que ces quelques exemples vous montreront combien les équipes du CPAS, soutenues par les membres du Conseil, ont donné le maximum pour celles et ceux qui ont le plus souffert.

Pour le Val des Roses, on note une augmentation du déficit qui est principalement liée à une

augmentation des frais de personnel de près de 930.000 €. Une bonne partie de cette augmentation tient en une revalorisation des salaires (75.000 € pour la prime « 500 », 27.000 € pour les chèques repas, 220.000 € pour une régularisation des passages de codes, 10.000 € pour la régularisation des fins de carrière, soit un montant d'environ 430.000 €). A cela, il faut rajouter des frais liés de près ou de loin au COVID (100.000 € liés aux articles 60 ou CDD car on n'a plus trouvé d'article 60, des assistants logistiques en plus pour la canicule que nous avons connue en 2020, une augmentation du temps de travail pour certains travailleurs ayant demandé de passer de 4/5^{ème} à temps plein, l'octroi d'heures supplémentaires, l'engagement de CDD pour palier à l'impossibilité de recruter des étudiants,... Une analyse plus fine des chiffres montre cependant une grande efficacité de notre directeur qui a pu, malgré la situation, diminuer le déficit et augmenter les subsides. Il est d'ailleurs à souligner que son travail a été salué par les membres du Conseil. Il n'en demeure pas moins que nous aurons une attention particulière dans les mois à venir pour nous assurer que cette situation est bien temporaire. Un mot sur le futur : un compte est une photo de l'année budgétaire, est factuel, mais montre cependant certaines tendances. Si beaucoup d'entre nous sont en train de planifier nos vacances, etc, pour d'autres la situation ne va pas s'améliorer dans les mois ou les années à venir. Je pense aux indépendants, aux travailleurs du secteur culturel, à celles et ceux qui n'ont pas eu la chance de conserver un boulot,... Pour celles et ceux-là, nous resterons disponibles en 2021 mais aussi au-delà. Il n'est pas concevable que certains restent sur le côté de la route. Nous continuerons nos efforts et apporterons toute l'aide que nous pourrons.

Intervention de Mr Loewenstein.

Je m'attendais à ce que Mr Lonfils parle de chiffres et je ne comprends pas l'intérêt de cette présentation si ce n'est pas pour avoir des explications sur les chiffres.

Intervention de Mr Hacken.

Ici, c'était juste un speech politique. Ce qui est prévu dans la loi organique, c'est de présenter les comptes, donc de donner des chiffres et pas de faire un speech qui aurait pu être fait hier en commission. Ici, c'est hors scope. A la limite c'est intéressant au moment de la présentation du budget mais pas à la présentation des comptes. J'espère que c'est la dernière fois qu'on aura cette sorte de discours politique plutôt qu'une présentation technique de compte. Ici, ce n'était pas le lieu.

Intervention de Mr Van Vlasselaer.

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Membres du Collège ;
Cher(e)s Collègues,
J'articulerai mon intervention en 2 parties :

- A. Une question préjudicielle concernant une divergence des montants enregistrés pour l'intervention communale pour le cpas dans le compte de celui-ci et dans la modification budgétaire n°98 du budget communal 2020
- B. L'examen du compte 2020 proprement dit du cpas

A) Le montant de la dotation communale pour le cpas : les différences entre les montants enregistrés dans le compte du cpas et dans la modification budgétaire n°98 du budget communal 2020

A.1 A la suite de la demande faite en commissions réunies, le PV du comité de concertation du 7 /10/2019 relatif à la fixation de la dotation communale pour le cpas a été communiqué ! Le chiffre enregistré est de 17.970.000,00€ , mais le PV prévoit éventuellement un comité de concertation complémentaire si nécessaire

A.2 le compte 2020 du cpas affiche en droits constatés, une dotation communale de 17.800.000€ (compte,art.0020/48600/01, p.80) et des droits constatés nets de 16.825.176,84€ , mais ces

chiffres :

- ne correspondent pas au crédit inscrit au budget communal initial 2020 (p.90, 17.141.200€) ;
- sont différents de ceux inscrits dans la modification budgétaire n°98 (classification fonctionnelle et économique, ss-fonction 939, art.831.435, p.26) ancien montant 17.521.334,39€, majoration 187.025,00€ et nouveau montant 17.708.259,39€ (plus élevé que celui affiché dans le compte cpas) ;

Il convient donc d'expliquer la différence

- a. entre le crédit du budget communal 2020 initial et l'ancien montant inscrit à la modification n°98
- b. entre le chiffre final de la dotation communale inscrit au compte du cpas et celui affiché par la modification n°98

A.3 Cette réconciliation doit impérativement être effectuée avant un vote sur le compte 2020 du cpas et la modification budgétaire n°98!!

Si des explications ne peuvent être fournies en séance, il serait opportun de reporter l'examen de ces 2 dossiers.

B/ L'examen du compte 2020 du cpas proprement dit :

1/Remarques préalables :

1. D'emblée, il convient de rappeler qu'en violation des art. 112bis de la loi organique des cpas et 116 de la loi communale, le budget 2020 du cpas n'a pas été inscrit à l'ordre du jour du conseil communal qui, de ce fait, a été volontairement empêché d'exercer ses compétences légales, à savoir d'approuver, improuver ou réformer ledit budget du cpas !
1. La présentation du compte 2020 ne tient pas compte du fait que la sous-fonction 8790 Covid 19 constitue un élément temporaire qui devrait donc être isolée afin de pouvoir comparer, toutes choses étant égales, les éléments du compte 2020 aux comptes des exercices précédents

2/ Le compte 2020 ;

2.1 les exercices clos :

74 pages sur les 300 qui constituent le compte 2020 (soit 25%) sont consacrées aux exercices clos !

48 de ces 74 pages sont consacrées à des droits constatés nets(recettes) pour un total de 13,5 millions €

Le 1er exercice clos inscrit date de 2002 !!

En recettes, Croit-on encore sérieusement récupérer des créances datant d'avant 2012 ?

En dépenses : on constate un certain nombre de remboursements de subventions au pouvoir central ...en souffrance !

S'agit-il d'une politique délibérée de retenue des paiements ? si, non, pour quel motif les restitutions de subventions tardent-elles à être liquidées ? Des problèmes de trésorerie ?

2.2 Le résultat reporté :

La « fonction 0010 » du compte 2020 du cpas (p.80)porte un résultat reporté de trésorerienégatif de -10.487.302,55 € ; si l'on tient compte du solde positif de trésorerie du service extraordinaire de 2020 de 3,3 millions, on constate que le solde de trésorerie reste négatif de 7,2 millions !!

Dès lors, on comprend l'importance que revêt, dans la situation globale du cpas, le résultat comptable des exercices clos positif de 10,9 millions ...dont une part nonnégligeable a un caractère aléatoire !!

2.3 Résultat d'exploitation des services ordinaire et extraordinaire:

Résultat comptable de l'exercice propre – boni 155.313
Résultat final compte budgétaire 2020 – boni 65.039

Donc un résultat à l'exercice propre 2020 en boni et quasi à l'équilibre !

Toutefois, il convient, comme signalé ci-dessus dans la remarque préalable, de tenir compte du caractère temporaire de la sous-fonction 8790 Covid 19e

Dès lors, le résultat d'exploitation se présente comme suit :

€	2020	2020 (hors Covid)
Droits constatés nets	56.913.699	53.866.742
Engagements de dépenses	55.704.293	53.872.373
Résultat	+ 1.209.406	- 5.631
Résultat service extraordinaire	-1.492.913	-1.492.913
Résultat total	- 283.507	- 1.498.544

Hors sous fonction Covid, le résultat de l'exercice devient déficitaire de 1,5 millions€ !!

2.4 Le montant de la dotation communale :

Compte 2019	17.498.234,72€
Budget initial 2020	17.800.000,00€ (17.141.200€ au budget communal initial)
Compte 2020	16.825.176,84€

On pourrait simplement constater une diminution de la dotation , mais il convient aussi de tenir compte des agents art.60§7 mis à charge de la commune à raison de 1.409.453€ !(rapport annuel, p.44) ...ce qui porte en réalité l'intervention communale à 18,2 millions !

Hors sous-fonction covid 19, elle représente en réalité 31,23% des recettes communales (33,85% avec la charge des agents art60§7 !) et non 29,56% comme noté en p.12 du rapport annuel !

Par ailleurs, le constat d'un déficit de l'ordre de 1,5 millions€ hors la sous-fonction 8790 Covid 19 (pt 2.3 in fine ci-dessus) annonce une demande d'augmentation du même ordre de l'intervention communale ...sans compter la gestion de l'impasse de trésorerie également relevée (cf pt 2.2 ci-dessus)

Les finances communales déjà bien obérées vont encore être fortement sollicitées ... plus que certainement au détriment des contribuables ...dont la situation socio-économique est très sérieusement affaiblie par les conséquences de l'épidémie Covid 19 !!

2.5 Le résultat d'exploitation des différents centres de frais

L'application de l'art.60, §1er de la loi organique met à charge de la commune l'insuffisance de recettes de CPAS ; la situation légale est donc celle de l'équilibre budgétaire et comptable ! Le boni ou le mali n'est pas la situation normale visée par la loi ! Il en résulte que, pour la commune, l'identification des sources de déficits est vitale pour apprécier l'impact des politiques mis en œuvre, l'efficacité de la gestion de différents secteurs concernés et leur soutenabilité financière

Les résultats des centres de frais suivants (service ordinaire) ressortent du compte 2020 (en €):

	Compte	frais répartis(*)	total déficits
Aide sociale (cpte p.164)	- 8.253.329 €	- 2.460.723	- 10.714.052
Val des Roses (cpte p.195)	- 2.804.779 €	- 1.001.594	- 3.806.374
Réinsertion profes.(cpte p.240)	- 2.221.099 €	- 662.219	- 2.883.319

(*) frais répartis à 100%, conformément aux normes comptables

Certes, ces chiffres sont résorbés par les recettes générales, mais ils appellent, à tout le moins, une analyse sérieuse de leur origine.

Et il ne s'agit ici que du service ordinaire !

L'indispensable analyse de gestion réclamée par de tels chiffres restera incomplète sans la nécessaire transparence des politiques menées notamment en matière de ressources humaines. L'opacité, le secret et l'autoritarisme qui entourent ces dernières sont non seulement un obstacle sciemment entretenu à une gestion objective mais également une violation répétée et constante du droit légal des membres du conseil communal à une information complète garantie par l'art.84 de la loi communale.

2.6 Le personnel :

Lors de la discussion des modifications budgétaires du budget 2020 du CPAS, il avait été relevé

qu'un certain nombre de documents annexes obligatoires n'avaient pas été communiqués, en particulier le tableau détaillé du personnel en ETP et en effectifs, annexe B1(circulaire du 1/8/2018, p.6, pt 9)...27 mois après, on les attendait encore !!

En outre, le conseil n'avait reçu aucune communication relative aux effectifs et aux nouveaux engagements depuis le début de la mandature communale !!

Était-ce cela la transparence si souvent évoquée par le Collège? un leurre de plus?

Ce n'est que le 15 décembre 2020, lors de l'examen du budget 2021 du CPAS, que pour la 1ère fois, soit 25 mois après le début de la mandature, les documents et annexes requis ont été fournis...encore faut-il relever que le cadre communiqué n'avait été ni soumis à la concertation syndicale, ni voté par le conseil d'action sociale ! donc sans force probante !

6 mois après, où se trouve le cadre du personnel basé sur un travail rationnel et professionnel d'évaluation des besoins réels sur le terrain ?

Quand seront communiqués l'organigramme et la répartition des effectifs dans les services au 31/12/2020 ?

Quid de la méthode d'évaluation de la charge de travail ?

Quelles sont les normes objectives par catégorie de personnel retenues pour justifier les affectations des personnels dans les différents services ?

Sans ces informations essentielles, l'évaluation de la gestion des services est gravement et volontairement compromise...en violation de l'art.84 de la loi communale !

En dépenses de personnel, le rapport annuel signale une forte augmentation de 9,87% par rapport au compte 2019 !

Soit un coût personnel hors covid 17.973.100,54 donc une hausse globale de 9,30% !! ... essentiellement due à la MRS (+937.517€, soit +14,10%) et à l'aide sociale (794.300€, soit +34,71%)

2.7 Le service de l'aide sociale :

On a vu le résultat 2020 de ce service, un déficit de l'ordre de 10.7 millions ; il justifie un examen de ses modes de fonctionnement

En effet, chaque dossier RI ou ERI traité au cours de l'exercice 2020 a généré un déficit de 392€ !

Il ne s'agit pas ici d'une mise en cause des politiques mises en œuvre, que le groupe DÉFI estime nécessaires compte tenu d'une redistribution déficiente dans notre organisation sociale, mais de la recherche des modes de gestion plus efficiente dont tant les usagers que les agents du CPAS seraient les bénéficiaires ... au même titre que les finances communales !

Ainsi, en ayant connaissance de la norme de travail retenue pour le traitement des dossiers RI et ERI , soit 100 dossiers/1 AS, et le nombre mensuel moyen de dossiers traités, on peut évaluer le nombre d'AS nécessaire : $2277/100 = 22,77$ AS

Pourquoi le nombre de dossiers traités par chaque service et temps moyen de traitement de chaque type de dossiers sont-ils pas communiqués ? rendant ainsi plus aisée une évaluation objective des activités ?

2.8. La MRS « Le Val des roses » :

La situation budgétaire et financière de la MRS se caractérise :

- a. En recettes, par une diminution des recettes d'hébergement (-192.119,95€, soit 8,52%) et de transferts (intervention INAMI -116.619,26€, soit 3,70%)
- b. En dépenses d'exploitation, par une augmentation de 13,5% (+971.999€) pour atteindre 8,18 millions€ due à une hausse des frais de personnel de 937.524€(+16,43%), en particulier pour le personnel soignant et aidant et des frais de fonctionnement (+30.151,5€, soit +2,18%)

Au total,

	2019	2020
Aggravation du déficit du service ordinaire	-1.524.040,73	-2.804.779,04
Diminution du déficit de service extraordinaire	-1.573.549,37	-1.200.375,97

Au total		
déficit	-3.097.590,10	-4.005.155,01
Coût des frais répartis à 100%	-612.222,71	-1.001.594,90
au total , un déficit estimé à	-3.709.812,81	-5.006.749,91
enregistrement du subside Covid 19		444.954,98
	-3.709.812,81	-4.561.794,93

Donc une hausse de déficit de 851.982,12€, soit 22,96% !

En dépit de cette hausse, l'analyse détaillée des chiffres du compte de la MRS permet de terminer par une petite note positive puisqu'ils révèlent des efforts considérables de gestion pour pallier aux conditions particulièrement difficiles imposées par les conséquences de l'épidémie de coronavirus au cours de cet exercice 2020 !

Il convient donc de remercier la direction de la MRS pour sa gestion de la crise et l'ensemble du personnel pour les efforts consentis pour en assurer le fonctionnement et les soins aux résidents... ce qui n'empêche pas d'attendre des efforts de rationalisation pour les années suivantes !!

En conclusion :

Compte tenu des remarques qui précédent et l'absence de présentation et de discussion du budget 2020, le groupe DéFI s'abstient lors du vote sur le compte 2020 du CPAS.

Réponse de Mr Lonfils.

Le compte est un élément factuel qui a été validé par différentes instances dont CIVADIS qui est la société qui gère notre système comptable. Le compte est a fortiori correct sinon il aurait été bloqué avant. Le CPAS avait en début d'année une dotation communale prévue de 17.800.000 €. La dotation de la commune était de 17.141.200 €, car il y a eu des croisements entre ce qui avait été décidé en comité 26bis et ce que la commune avait mis. Cela faisait donc une différence de 658.800. Il y a eu un boni CPAS de 316.023,16 € qui a été déduit de la dotation CPAS. Le CPAS a donc une dotation de qui est identique dans le compte 2020 que dans la MB 98. La différence entre les 17.800.000 et les 16.825.000, c'est 974.800 € qui correspondent aux irrécouvrables au niveau du CPAS, au lieu des 316.023 €, soit une différence de 658.800 €.

Réplique de Mr Van Vlasselaer.

Si je comprends bien vos explications, il y a bien des différences de chiffres, mais elles s'expliquent par des évolutions en cours d'exercice ; côté CPAS les inscriptions seraient justifiées et c'est du côté communal que l'on constate une différence dans les méthodes d'imputation du montant de la dotation communale.

Dans ce cas, ne serait-il pas opportun que les 2 institutions se mettent d'accord sur une même méthode d'inscription comptable ?

Par ailleurs, qu'en est-il du passage obligatoire en comité de concertation pour fixer ces augmentations de la dotation ?

Enfin, il reste malgré tout une différence entre la dotation inscrite au compte du CPAS puisque le BI inscrit côté communal est de 696.057,55€ et celui inscrit au compte du cpas (DC art.0020/48500/01) est de 672.703,17€ et que cette différence se répercute dans la modification budgétaire n°98.

Intervention de Mr Lonfils.

C'est parce qu'il y a eu une prime unique de la Région que l'on devait estimer. Et les montants estimés par la Commune et ceux estimés par le CPAS n'étaient pas basés sur les mêmes calculs. Le temps que l'on se voie en concertation, les chiffres avaient déjà été inscrits dans deux modifications. Il y avait en effet une différence de 23.354 €, ce qui a été corrigé par la suite.

Réplique de Mr Van Vlasselaer.

Je constate donc qu'il subsiste une différence entre les chiffres commune et cpas !

En outre, votre explication montre que certaines modifications du montant de la dotation communale ont pour origine des subventions fédérales ou régionales qui ont été ajoutées au montant initial concerté de la dite dotation

Ces opérations comptables ne sont pas régulières puisque les subventions concernées ont été octroyées pour une destination précise, ...obligatoire et exclusive ...contrairement à la dotation communale laquelle est une recette générale. Ces opérations ne sont donc pas conformes au prescrit de la loi du 16/5/2003 relative notamment au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et à l'ordonnance du 23/2/2006 ayant le même objet !

Réponse de Mr Lonfils

Effectivement, le CPAS coûte de l'argent au contribuable. C'est le principe même de la solidarité. Certains, parmi les citoyens forestois et d'autres - car nous recevons beaucoup de subsides de la part d'autres niveaux de pouvoir- y contribuent. A titre personnel, je me réjouis qu'en effet un CPAS sert à faire un transfert d'argent des plus nantis aux plus démunis.

Tussenkoms van de heer Lonfils

De presentatie van de rekeningen is in de organieke wet geregeld en is een belangrijk moment van democratische controle op wat er met het overheidsgeld is gedaan. De OCMW's hebben de bijzonderheid dat zij altijd een rekening in evenwicht hebben dankzij het mechanisme van de gemeentedotatie. 2020 was voor iedereen bijzonder, maar om het mee te maken door het prisma van een OCMW en dicht bij de zwaarst getroffen te zijn, was zeer intens voor onze teams, zowel emotioneel als qua werklust. Ik wil hen bedanken voor hun niet aflatende inzet. Ik wil ook de teams van ons rustoord Val des Roses bedanken die voor onze bejaarden hebben gezorgd. Of het nu gaat om ons rusthuis of onze sociale dienst, onze instelling schittert buiten de gemeente en wordt erkend voor de kwaliteit van de verleende hulp, haar luisterbereidheid en menselijkheid.

Om terug te komen op de rekeningen, wil ik de aandacht vestigen op twee belangrijke punten : enerzijds de evolutie van de gemeentedotatie (de verhouding tussen gemeenteontvangsten en andere bronnen van inkomsten) en anderzijds de subfunctie die verband houdt met het rusthuis (ontvangsten en uitgaven i.v.m. het beleid ter ondersteuning van de bejaarden).

Ondanks het feit dat dit jaar een van de ergste gezondheids crisissen is die we ooit hebben meegemaakt, is de gemeentedotatie in de rekening 2020 gedaald. Hoewel de OCMW's aanzienlijke gewestelijke en federale subsidies hebben ontvangen, moeten wij de nadruk leggen op het belangrijke werk dat de teams hebben verricht om onze inkomsten te optimaliseren en tegelijk zo veel mogelijk specifieke hulp te bieden. Voorbeelden hiervan zijn de opening van een hotel voor daklozen, de invoering in september 2020 van een speciale "terug naar school" premie - steun die het komende schooljaar wordt verlengd - en bijstand voor mensen zonder verblijfsvergunning - het is belangrijk dat een gastvrije gemeente dat niet alleen op papier is maar ook in daden -, het verkleinen van de digitale kloof via steun aan leerlingen en studenten in afstandsonderwijs, het betalen van achterstallige huur, energierekeningen, steun voor zelfstandigen, ... Ondanks deze steun zijn wij erin geslaagd de gemeentedotatie met bijna 4% te verminderen. In het algemeen is de gemeentedotatie de afgelopen 5 jaar met 7% gestegen, terwijl het aantal door onze maatschappelijk werkers behandelde dossiers met 2% per jaar is toegenomen, de covid-periode niet meegerekend. Tussen het laatste kwartaal van 2019 en het laatste kwartaal van 2020 is het aantal aanvragen met 30% gestegen. Ik hoop dat deze voorbeelden aantonen hoeveel de OCMW-teams, gesteund door de Raad, hebben gedaan voor degenen die het zwaar te verduren hebben gehad.

Voor Val des Roses stellen wij een stijging van het tekort vast die hoofdzakelijk verband houdt met een stijging van de personeelskosten met bijna 930.000 euro. Een groot deel van deze stijging is toe te schrijven aan een herwaardering van de lonen (75.000 € voor premie "500", 27.000 € voor maaltijdcheques, 220.000 € voor de regularisatie van codewijzigingen, 10.000 € voor de regularisatie van eindloopbaan, d.w.z. ongeveer 430.000 €). Hierbij komen nog de kosten die op de een of andere manier met Covid verband houden (100.000 € i.v.m. art. 60 of

contracten voor bepaalde duur omdat er geen art. 60 meer werden gevonden, extra logistieke medewerkers wegens de hittegolf in 2020, een verlenging van de arbeidsduur voor bepaalde werknemers die vroegen om van 4/5 naar voltijds te gaan, de toekenning van overuren, de aanwervingen voor bepaalde duur om de onmogelijkheid om studenten aan te werven te compenseren, ... Bij een nadere analyse van de cijfers blijkt echter dat onze directeur zeer efficiënt te werk is gegaan en ondanks de moeilijke situatie het tekort kon terugdringen en de subsidies kon verhogen. Hij kreeg overigens reeds felicitaties van de Raad. Niettemin zullen wij er in de komende maanden nauwlettend op toezien dat deze situatie effectief tijdelijk is. Een woordje over de toekomst: een rekening is een momentopname van het begrotingsjaar, het is feitelijk, maar toont wel bepaalde tendensen. Terwijl velen van ons hun vakantie aan het plannen zijn en zo, zal de situatie er voor anderen de komende maanden of jaren niet op verbeteren. Ik denk aan zelfstandigen, de culturele sector, degenen die niet het geluk hebben gehad hun werk te behouden, ... Voor deze mensen zullen wij in 2021 en daarna beschikbaar blijven. Het is ondenkbaar dat sommige mensen aan de kant zullen blijven staan. Wij zullen onze inspanningen voortzetten en alle hulp bieden die wij kunnen.

Tussenkomsst van de heer Loewenstein

Ik had verwacht dat de heer Lonfils cijfers zou voorleggen en ik begrijp het nut van deze presentatie niet als het niet de bedoeling is de cijfers toe te lichten.

Tussenkomsst van de heer Hacken

Dit was gewoon een politieke toespraak. De organieke wet voorziet in het presenteren van de rekeningen, dus in het geven van cijfers en niet in het houden van een toespraak die gisteren in de commissie had kunnen worden gehouden. Dit is hier buiten kwestie. Het is misschien wel interessant bij de voorlegging van de begroting, maar niet bij de rekeningen. Ik hoop dat dit de laatste keer is dat wij dit soort politieke toespraken te horen krijgen in plaats van een technische presentatie van de rekeningen. Dit was niet de plaats daarvoor.

Tussenkomsst van de heer Van Vlasselaer

Mevrouw de Voorzitster,
Dames en heren van het College;
Beste collega's,
Mijn uiteenzetting valt uiteen in 2 delen:

1. Een prejudiciële vraag over een verschil tussen de bedragen die zijn opgenomen voor de gemeentelijke bijdrage aan het OCMW in de rekening en in begrotingswijziging nr. 98 van de gemeentebegroting 2020.
2. De analyse van de OCMW-rekening 2020.

A/ Het bedrag van de gemeentedotatie aan het OCMW: verschillen tussen de bedragen in de OCMW-rekening en in begrotingswijziging nr. 98 van de gemeentebegroting 2020

A.1 Naar aanleiding van de vraag in de verenigde commissie werd het verslag van het overlegcomité van 7/10/2019 betreffende de vaststelling van de gemeentedotatie aan het OCMW meegedeeld. Het bedrag is vastgesteld op 17.970.000,00 euro, maar het verslag voorziet in een nieuw overlegcomité indien nodig.

A.2 De OCMW-rekening 2020 vermeldt in vastgestelde rechten een gemeentedotatie van 17.800.000 euro (rekening, art. 0020/48600/01, blz. 80) en netto vastgestelde rechten van 16.825.176,84 euro, maar deze cijfers:

- stemmen niet overeen met het bedrag dat in de oorspronkelijke gemeentebegroting 2020 is opgenomen (blz. 90, 17.141.200 euro);
- verschillen van die welke zijn opgenomen in de begrotingswijziging nr. 98 (functionele en economische classificatie, ss-functie 939, art.831.435, blz. 26), oud bedrag 17.521.334,39 €, verhoging 187.025,00 € en nieuw bedrag 17.708.259,39 € (hoger dan het bedrag in de OCMW-

rekening);

Het is daarom noodzakelijk het verschil uit te leggen:

- a. tussen het oorspronkelijke krediet van de gemeentebegroting 2020 en het oude bedrag in wijziging nr. 98;
- b. tussen het definitieve cijfer van de gemeentedotatie in de OCMW-rekening en het cijfer vermeld in wijziging nr. 98.

A.3 Deze afstemming moet worden uitgevoerd vóór de stemming over de OCMW-rekening 2020 en begrotingswijziging nr. 98!

Als er op de vergadering geen uitleg kan worden verschaft, zou het opportuun zijn de bespreking van deze 2 dossiers uit te stellen.

B/ Analyse van de OCMW-rekening 2020 zelf:

1/ Voorafgaande opmerkingen:

1. In strijd met art. 112bis van de organieke OCMW-wet en art. 116 van de gemeentewet werd de OCMW-begroting 2020 niet op de agenda gezet van de gemeenteraad, die dus met opzet werd verhinderd zijn wettelijke bevoegdheden uit te oefenen, d.w.z. de genoemde begroting goed te keuren, af te keuren of te hervormen!
2. Bij de presentatie van de rekening 2020 wordt geen rekening gehouden met het feit dat subfunctie 8790 'Covid-19' een tijdelijk element is, dat dus moet worden afgezonderd om *ceteris paribus* de elementen van de rekening 2020 te kunnen vergelijken met de rekeningen van de voorgaande jaren.

2/ De rekening 2020;

2.1 Agesloten dienstjaren:

74 pagina's van de 300 die rekening 2020 vormen (d.w.z. 25%), zijn gewijd aan afgesloten dienstjaren!

48 van deze 74 bladzijden zijn gewijd aan netto vastgestelde rechten (ontvangsten) voor een totaal van 13,5 miljoen euro.

Het eerste geregistreerde afgesloten dienstjaar dateert van 2002!

Wat de ontvangsten betreft: Denken we echt nog schulden van vóór 2012 te kunnen innen?

Aan de uitgavenzijde zien we een aantal terugbetalingen van subsidies aan de centrale overheid openstaan ...

Is dit een doelbewust beleid van achterhouding van betalingen? Zo niet, wat is dan de reden voor de vertraging bij de terugbetaling van subsidies? Thesaurieproblemen?

2.2. Overgedragen resultaat:

De "functie 0010" van de OCMW-rekening 2020 (blz. 80) toont een negatieve overgedragen kasstroom van -10.487.302,55 €; als we rekening houden met het positieve kassaldo van de buitengewone dienst 2020 van 3,3 miljoen, zien we dat het kassaldo negatief blijft met 7,2 miljoen!

We begrijpen dus hoe belangrijk het positieve resultaat van de afgesloten jaren van 10,9 miljoen euro is in de algemene situatie van het OCMW ...

2.3. Exploitatieresultaat van de gewone en buitengewone dienst

Boekhoudkundig resultaat van het eigen boekjaar - overschot 155.313

Eindresultaat begrotingsrekening 2020 - overschot 65.039

Het resultaat voor het eigen boekjaar 2020 is dus positief en bijna in evenwicht.

Zoals hierboven in de inleidende opmerking vermeld, moet er echter rekening worden gehouden met het tijdelijke karakter van de subfunctie 8790 'Covid 19'.

Bijgevolg ziet het exploitatieresultaat er als volgt uit:

€	2020	2020 (buiten Covid)
---	------	---------------------

Netto vastgestelde rechten	56.913.699	53.866.742
Uitgaven vastleggingen	55.704.293	53.872.373
Resultaat	+ 1.209.406	- 5.631
Resultaat buitengewone dienst	-1.492.913	-1.492.913
Totaal resultaat	- 283.507	- 1.498.544

De subfunctie 'Covid 19' buiten beschouwing gelaten, wordt het resultaat voor het jaar een tekort van 1,5 miljoen euro!

2.4. Het bedrag van de gemeentedotatie:

Rekening 2019	17.498.234,72 €
Oorspronkelijke begroting 2020	17.800.000,00 € (17.141.200 € in de oorspronkelijke gemeentebegroting)
Rekening 2020	16.825.176,84 €

Men zou gewoon een verlaging van de dotatie kunnen vaststellen, maar er moet ook rekening worden gehouden met de het personeel art. 60 §7, ten laste van de gemeente voor 1.409.453 € (jaarverslag, blz. 44) wat de gemeentelijke interventie op 18,2 miljoen brengt.

De subfunctie 'covid 19' buiten beschouwing gelaten, vertegenwoordigt deze in feite 31,23% van de gemeentelijke inkomsten (33,85% met de art. 60 §7!) en niet 29,56% zoals vermeld op blz. 12 van het jaarverslag!

Bovendien kondigt de vaststelling van een tekort van ongeveer 1,5 miljoen euro, exclusief subfunctie 8790 'Covid 19' (zie 2.3 in fine hierboven), een vraag om een verhoging van dezelfde orde van gemeentelijke tussenkomst aan ... om nog maar te zwijgen van het beheer van de thesaurie-impasse, die eveneens werd vastgesteld (zie 2.2 hierboven).

De gemeentefinanciën, die al onder druk staan, zullen nog sterker onder druk komen ... ten nadele van de belastingbetaler ... wiens sociaal-economische situatie ernstig is verzwakt door de gevolgen van de coronapandemie.

2.5. Exploitatieresultaat van de verschillende kostencentra

De toepassing van art. 60 §1 van de organieke wet legt de tekorten in de OCMW-ontvangsten ten laste van de gemeente; de wettelijke situatie is dus een van budgettair en boekhoudkundig evenwicht! Het overschot of tekort is niet de normale wettelijk beoogde situatie. Voor de gemeente is het dan ook essentieel dat de oorzaken van de tekorten worden geïdentificeerd, om de impact van het gevoerde beleid, de doeltreffendheid van het beheer van de verschillende sectoren en de financiële duurzaamheid te kunnen beoordelen.

De resultaten van de volgende kostencentra (gewone dienst) blijken uit de rekening 2020 (in €):

Rekening	verdeelde kosten	(*) totaal tekorten
Sociale bijstand (rek. blz. 164)	- 8.253.329 €	- 2.460.723 - 10.714.052
Val des Roses (rek. blz.195)	- 2.804.779 €	- 1.001.594 - 3.806.374
Beroepsinschakeling (rek. pg. 240)	- 2.221.099 €	- 662.219 - 2.883.319

(*) kosten verdeeld aan 100%, overeenkomstig de boekhoudkundige normen

Hoewel deze cijfers opgaan in de algemene inkomsten, vergen ze op zijn minst een ernstige analyse van hun oorsprong.

En dit is slechts de gewone dienst!

De noodzakelijke analyse van het beheer die dergelijke cijfers vergen, zal onvolledig blijven zonder de noodzakelijke transparantie van het personeelsbeleid.

De ondoorzichtigheid, de geheimhouding en het autoritarisme daarvan vormen niet alleen een bewuste belemmering van objectief beheer, maar ook een herhaalde en voortdurende schending van het wettelijke recht van de gemeenteraadsleden op volledige informatie, gewaarborgd door art. 84 van de Gemeentewet..

2.6. Personeel:

Tijdens de bespreking van de wijzigingen van de OCMW-begroting werd vastgesteld dat een aantal verplichte bijlagen niet werden meegedeeld, met name de gedetailleerde tabel van het personeel in VTE en in aantal personen, bijlage B1 (omz. 1/8/2018, pg. 6, punt 9) ... 27 maanden later wachten we nog steeds op die documenten!

Bovendien had de raad sinds het begin van de zittingsperiode geen enkele mededeling ontvangen over de personeelsbezetting en de nieuwe aanwervingen!

Is dit de transparantie die het College zo vaak aanhaalt? Alweer een rad voor de ogen!
Pas op 15 december 2020, bij de bespreking van de begroting 2021 van het OCMW, werden voor het eerst, d.w.z. 25 maanden na het begin van de bestuursperiode, de vereiste documenten en bijlagen voorgelegd ... maar het meegedeelde kader was niet besproken met de vakbonden en evenmin goedgekeurd door de OCMW-raad, dus zonder bewijskracht!

Hoe zit het - 6 maanden later - met het personeelskader gebaseerd op een rationele en professionele evaluatie van de werkelijke behoeften op het terrein?

Wanneer worden het organigram en de verdeling van het personeel in de diensten op 31/12/2020 meegedeeld?

Hoe zit het met de methode voor de beoordeling van de werklust?

Wat zijn de objectieve normen per categorie die worden gehanteerd om de verdeling van het personeel over de verschillende diensten te verantwoorden?

Zonder deze essentiële informatie wordt de evaluatie van het beheer van de diensten ernstig en moedwillig gecompromitteerd, wat in strijd is met art. 84 van de Gemeentewet!

Bij de personeelskosten vermeldt het jaarverslag een sterke stijging met 9,87% ten opzichte van de rekening 2019!

D.w.z. personeelskosten buiten covid 17.973.100,54 dus een totale stijging met 9,30%! ... voornamelijk RVT (+937.517€, d.w.z. +14,10%) en sociale bijstand (794.300€, d.w.z. +34,71%).

2.7. Dienst maatschappelijk welzijn

Wij hebben het resultaat van deze dienst voor 2020 gezien, een tekort van ongeveer 10,7 miljoen; dit rechtvaardigt een onderzoek van de werking.

Elk leefloondossier dat in 2020 werd behandeld, heeft namelijk een tekort van 392 euro opgeleverd!

Dit is geen kwestie van in vraag stellen van het gevoerde beleid, dat de DéFI-fractie noodzakelijk acht rekening houdend met een gebrekkige herverdeling in onze sociale organisatie, maar veeleer een zoektocht naar efficiëntere werkmethodes die zowel de gebruikers als het personeel van het OCMW ten goede zou komen ... en ook de gemeentefinanciën!

Rekening houdend met de werknorm die wordt gebruikt voor de behandeling van leefloondossiers, nl. 100 dossiers per sociaal assistent, en het gemiddelde aantal verwerkte dossiers per maand, komen we dus op het volgende aantal benodigde sociaal assistenten: $2.277 / 100 = 22,77$ SA

Waarom worden het aantal dossiers dat door elke dienst wordt behandeld en de gemiddelde verwerkingstijd voor elk type dossier niet bekendgemaakt, waardoor het gemakkelijker wordt om de activiteiten objectief te beoordelen?

2.8. RVT 'Val des Roses':

De financiële situatie van het RVT:

- a. Qua ontvangsten: een daling van de ontvangsten uit verblijven (-192.119,95 euro, d.w.z. 8,52%) en overdrachten (RIZIV-tussenkost -116.619,26 euro, d.w.z. 3,70%);
- b. Exploitatiekosten: een stijging van 13,5% (+971.999€) tot 8,18 miljoen € als gevolg van een stijging van de personeelskosten met 937.524€ (+16,43%), in het bijzonder voor zorg- en ondersteunend personeel, en de werkingskosten (+30.151,5€, d.w.z. +2,18%)

In totaal,

	2019	2020
Verzwaring vh tekort vd gewone dienst	-1.524.040,73	-2.804.779,04
Daling vh tekort vd buitengewone dienst	-1.573.549,37	-1.200.375,97
Totaal tekort	-3.097.590,10	-4.005.155,01
Kost van de kosten verdeeld aan 100%	-612.222,71	-1.001.594,90
In totaal een tekort geraamd op	-3.709.812,81	-5.006.749,91
Registratie van de COVID-19-subsidie		444.954,98
	-3.709.812,81	-4.561.794,93

Dit komt neer op een toename van het tekort met 851.982,12 euro, ofwel 22,96%!

Ondanks deze stijging laat een gedetailleerde analyse van de cijfers van de RVT-rekening ons toe om met een positieve noot af te sluiten, aangezien zij blijk geven van aanzienlijke inspanningen om de bijzonder moeilijke omstandigheden, door de gevolgen van de corona-epidemie in 2020, het hoofd te bieden.

Het is dan ook gepast om de directie van het RVT te danken voor de aanpak van de crisis en al het personeel voor de geleverde inspanningen om de werking en de zorg voor de bewoners te verzekeren ... wat niet wegneemt dat er de komende jaren rationaliseringsinspanningen worden verwacht.

Conclusie:

Gezien de voorgaande opmerkingen en het ontbreken van een voorstelling en een bespreking van de begroting 2020, zal de DéFI-fractie zich onthouden bij de stemming over de OCMW-rekening 2020.

Antwoord van de heer Lonfils

De rekening is een feitelijk element dat door verschillende instanties is gevalideerd, onder meer door CIVADIS, de onderneming die ons boekhoudsysteem beheert. De rekening is a fortiori correct, anders zou het eerder al geblokkeerd zijn. Bij het begin van het jaar beschikte het OCMW over een geplande gemeentedotatie van 17.800.000 euro. De gemeentedotatie bedroeg 17.141.200 euro, omdat er kruisingen waren tussen wat in comité 26bis beslist werd en wat de gemeente had ingebracht. Er was dus een verschil van 658.800 euro. Er was een OCMW-overschot van 316.023,16 euro, dat in mindering werd gebracht op de OCMW-dotatie. Het OCMW heeft dus een dotatie die identiek is in rekening 2020 als in BW 98. Het verschil tussen de 17.800.000 en de 16.825.000 euro bedraagt 974.800 euro, wat overeenkomt met de oninvorderbare bedragen op het niveau van het OCMW, in plaats van de 316.023 euro, d.w.z. een verschil van 658.800 euro.

Antwoord van de heer Van Vlasselaer

Als ik uw uitleg goed begrijp, zijn er verschillen in de cijfers, maar die zijn te verklaren door evoluties in de loop van het jaar; aan OCMW-kant zouden de boekingen gestaafd zijn en het is aan de gemeentekant dat er een verschil is in de methodes voor de toewijzing van het bedrag van de gemeentedotatie.

Zou het in dit geval niet opportuun zijn dat de twee instellingen dezelfde boekhoudkundige methode overeenkomen?

En hoe zit het met de verplichte passage bij het overlegcomité om deze verhogingen van de dotatie vast te leggen?

Ten slotte is er nog een verschil tussen de dotatie op de rekening van het OCMW, aangezien het BI op de gemeenterekening 696.057,55 euro bedraagt en op de OCMW-rekening (DC art. 0020/48500/01) 672.703,17 euro, en dit verschil komt tot uiting in begrotingswijziging nr. 98.

Tussenkoms van de heer Lonfils

Dit komt omdat er een eenmalige gewestelijke premie was die moest worden geraamd. En de door de gemeente geraamde bedragen en de door het OCMW geraamde bedragen waren niet op dezelfde berekeningen gebaseerd. Tegen de tijd dat wij overleg pleegden, waren de cijfers al in twee wijzigingen opgenomen. Er was inderdaad een verschil van 23.354 euro, dat vervolgens werd gecorrigeerd.

Antwoord van de heer Van Vlasselaer

Ik zie dus dat er nog steeds een verschil is tussen de cijfers voor gemeente en OCMW!

Voorts blijkt uit uw uitleg dat sommige wijzigingen in het bedrag van de gemeentedotatie het gevolg zijn van federale of gewestelijke subsidies die werden toegevoegd aan het oorspronkelijk overeengekomen bedrag van de dotatie.

Deze boekhoudkundige verrichtingen zijn niet regelmatig aangezien de betrokken subsidies werden toegekend met een specifieke, verplichte en exclusieve bestemming ... in tegenstelling tot de gemeentelijke subsidie die een algemene ontvangst is. Deze verrichtingen zijn dus niet in

overeenstemming met de wet van 16/5/2003 betreffende met name de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies en de ordonnantie van 23/2/2006 ter zake!

Antwoord van de heer Lonfils

Inderdaad, het OCMW kost de belastingbetaler geld. Dat is het zogenaamde solidariteitssysteem. Een deel van de Vorstenaren en andere - want we ontvangen veel subsidies van andere bestuursniveaus - dragen daaraan bij. Persoonlijk ben ik blij dat een OCMW dient om geld van de meest welgestelden naar de meest behoeftigen te verschuiven.

20 annexes / 20 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 10 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – CENTR’AL – Redevances pour l’occupation d’espaces au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels – Mise à jour du règlement – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 07 juillet 2020 d’approuver le Règlement Redevance pour l’occupation d’espaces au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL ;

Considérant la reprise progressive des activités sportives pour tous les publics dans le complexe CENTR’AL ;

Considérant qu’il y a lieu de préciser et clarifier différents points du Règlement Redevance en vigueur, ainsi que de compléter ce dernier, en prévoyant notamment le cas spécifique des occupations pour activités extrascolaires privées ;

Considérant la proposition de Règlement Redevance ci-annexée ;

Vu les dispositions de l’article 117 et 119 de la Nouvelle loi communale ;

DÉCIDE :

D’approuver avec effet au 1^{er} juillet 2021 le règlement « Redevances pour l’occupation d’espaces au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL » qui s’établira comme repris en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – CENTR’AL – Retributies voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen – Update van het reglement – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 7 juli 2020 om goedkeuring te verlenen aan het Retributiereglement voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR'AL;

Overwegende de geleidelijke hervatting van de sportactiviteiten voor alle doelgroepen in het complex CENTR'AL;

Overwegende dat verschillende punten van het geldende Retributiereglement moeten worden gepreciseerd en verduidelijkt, en dit moet worden aangevuld, met name door te voorzien in het specifieke geval van gebruik voor particuliere buitenschoolse activiteiten;

Overwegende het voorstel van Retributiereglement opgenomen in bijlage;

Gelet op de bepalingen van artikel 117 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Met ingang van 1 juli 2021 goedkeuring te verlenen aan het reglement "Retributies voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR'AL" dat opgesteld is zoals opgenomen in bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

VIE URBAINE - STADSLEVEN

Evènements, festivités - Evenementen, feestelijkheden

- 11 **Evénements - Réalisation d'une fresque artistique murale en hommage au travail du personnel des crèches pendant la crise sanitaire - Convention pour l'utilisation d'un mur pignon de la maison sise avenue Dumonceau, 109 à 1190 Forest - Approbation - Report du 18/05/2021.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 17 décembre 2020 approuvant le financement d'une fresque artistique murale de l'artiste forestois Samuel Idmtal agissant pour le compte de l'asbl Les Pousseurs, avenue Huart Hamoir 83 à 1030 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 7.100,00 € non assujettis à la TVA, inscrit à l'article 7622/123-16/52 « Frais de réception et de représentation » du service ordinaire du budget 2020 du Service de la Culture Néerlandophone (Bon de Commande n°1693 du 23/12/2020) ;

Considérant que le visuel de la fresque a pour objectif de rendre hommage à toutes les puéricultrices qui, depuis le 13 mars 2020, ont permis à bon nombre de parents de continuer à travailler malgré la crise sanitaire et de les remercier pour leur travail essentiel au bon fonctionnement de notre société et à l'épanouissement des plus petits ;

Considérant que le mur pignon sélectionné donne sur le jardin de la crèche Le Bercail Forestois et qu'un travail participatif sera entrepris par l'artiste avec le personnel de la crèche et les riverains des alentours ;

Considérant que le mur pignon situé avenue Dumonceau 109 à 1190 Forest relève de la propriété de Monsieur Bruno Mendiaux, domicilié rue des Aduatiques, 52 à 1040 Etterbeek, et qu'il y a dès lors lieu d'établir une convention entre la commune d'une part et le propriétaire d'autre part ;

Considérant la convention rédigée par la cellule Evénements ;

Considérant que les termes et dispositions de cette convention ont été convenus avec le service des Propriétés communales et le Département des Travaux ;

DECIDE :

(sous réserve de l'obtention du permis d'urbanisme régional - demande en cours de traitement)

D'approuver la convention (en annexe) entre la commune d'une part et le propriétaire d'autre part pour l'utilisation d'un mur pignon de la maison sise avenue Dumonceau, 109 à 1190 Forest en vue de la réalisation d'une fresque artistique murale en hommage au travail du personnel des crèches pendant la crise sanitaire ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ladite convention avec le propriétaire du mur pignon visé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Evenementen - Realisatie van een artistiek muurfresco als eerbetoon aan het werk van het personeel van de kinderdagverblijven tijdens de coronacrisis - Overeenkomst voor het gebruik van een zijgevel van de woning gelegen Dumonceaulaan 109 te 1190 Vorst - Goedkeuring - Uitstel van 18/05/2021.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 17 december 2020 tot goedkeuring van de financiering van een artistiek muurfresco van de Vorstse kunstenaar Samuel Idmtal, handelend voor rekening van de vzw Les Pousseurs, Huart Hamoiriaan 83 te 1030 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 7.100,00 €, niet onderworpen aan de btw, ingeschreven op artikel 7622/123-16/52, "Receptie- en representatiekosten", van de gewone dienst van de begroting 2020 van de Dienst Nederlandstalige Cultuur (Bestelbon nr. 1693 van 23/12/2020);

Overwegende dat de visual van het fresco als doel heeft een eerbetoon te brengen aan alle kinderverzorgsters dankzij wie heel wat ouders sinds 13 maart 2020 ondanks de coronacrisis konden doorwerken, en hen te bedanken voor hun essentiële werk voor de goede werking van onze samenleving en de ontwikkeling van de allerkleinsten;

Overwegende dat de geselecteerde zijgevel uitgaat op de tuin van het kinderdagverblijf Le Bercail Forestois en dat de kunstenaar samen met het personeel van het kinderdagverblijf en de buurtbewoners een participatief werk zal uitvoeren;

Overwegende dat de zijgevel gelegen Dumonceaulaan 109 te 1190 Vorst eigendom is van de heer Bruno Mendiaux, gedomicilieerd Aduatukersstraat 52 te 1040 Etterbeek, en dat er bijgevolg een overeenkomst moet worden opgesteld tussen de gemeente enerzijds en de eigenaar anderzijds;

Overwegende de overeenkomst die door de cel Evenementen is opgesteld;

Overwegende dat de voorwaarden en bepalingen van deze overeenkomst werden overeengekomen met de Dienst Gemeentelijke Eigendommen en het Departement Werken;

BESLIST :

(onder voorbehoud van het verkrijgen van de gewestelijke stedenbouwkundige vergunning - aanvraag in behandeling)

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst (als bijlage) tussen de gemeente enerzijds en de eigenaar anderzijds voor het gebruik van een zijgevel van de woning gelegen Dumonceaulaan 109 te 1190 Vorst, met het oog op de realisatie van een artistiek muurfresco als eerbetoon aan het werk van het personeel van de kinderdagverblijven tijdens de coronacrisis;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voornoemde overeenkomst met de eigenaar van de betrokken zijgevel te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Intergénérationnel - Intergenerationeel

12 Intergénérationnel – Seniors : Fourniture de repas pour les personnes pensionnées forestoises – Prolongation de la convention d'adhésion à la centrale de marchés du Centre Public d'Aide Sociale de Forest du 18/04/2020 au 01/07/2021.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du Centre Public d'Action Sociale de Forest du 4 février 2016 d'attribuer le marché public de service de restauration des résidents du Val Des Roses, des travailleurs du CPAS, de la crèche, des repas à domicile, des centres récréatifs des personnes âgées de la Commune de Forest et des visiteurs du Val Des Roses à Sodexo Belgium NV/SA, Boulevard de la Plaine 15, 1050 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 427.475,50 € HTVA ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du Centre Public d'Action Sociale de Forest du 08 juin 2017 d'approuver la convention d'adhésion à la centrale de marché public entre la commune de Forest et le CPAS de Forest;

Vu la décision du Conseil Communal du 4 juillet 2017 d'adhérer à la centrale de marchés définie pour le CPAS de Forest ayant pour objet « la fourniture de repas et d'autres denrées alimentaires, entre autres, pour les personnes pensionnées de Forest » ;

Vu ladite convention signée le 25 septembre 2017 ;

Considérant que cette convention porte sur une durée maximale ne pouvant excéder celle du marché, soit quatre ans, ce qui fixe son terme au 18/04/2020 ;

Vu la décision du Bureau Permanent du Centre Public d'Action Sociale de Forest du 21 février 2020 de prolonger le marché public de service de restauration des résidents du Val Des Roses, des travailleurs du CPAS, de la crèche, des repas à domicile, des centres récréatifs des personnes âgées de la Commune de Forest et des visiteurs du Val Des Roses du 18 avril 2020 au 01 août 2020 pour un montant estimé à 142.000,00 € HTVA et de prolonger pour la même durée les conventions d'adhésion à la centrale de marché avec les différents pouvoirs adjudicateurs;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du Centre Public d'Action Sociale de Forest du 25 juin 2020 de prolonger le marché public de service de restauration des résidents du Val Des Roses, des travailleurs du CPAS, de la crèche, des repas à domicile, des centres récréatifs des personnes âgées de la Commune de Forest et des visiteurs du Val Des Roses du 01 août 2020 au 01 octobre 2020 pour un montant estimé à 82.000,00 € HTVA et de prolonger pour la même durée les conventions d'adhésion à la centrale de marché avec les différents pouvoirs adjudicateurs;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du Centre Public d'Action Sociale de Forest du 20 août 2020 de prolonger le marché public de service de restauration des résidents du Val Des Roses, des travailleurs du CPAS, de la crèche, des repas à domicile, des centres récréatifs des personnes âgées de la Commune de Forest et des visiteurs du Val Des Roses du 01 octobre 2020 au 01 avril 2021 pour un montant estimé à 245.000,00 € HTVA et de prolonger pour la même durée les conventions d'adhésion à la centrale de marché avec les différents pouvoirs adjudicateurs;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du Centre Public d'Action Sociale de Forest du 26 mars 2021 de prolonger le marché public de service de restauration des résidents du Val Des Roses, des travailleurs du CPAS, de la crèche, des repas à domicile, des centres récréatifs des personnes âgées de la Commune de Forest et des visiteurs du Val Des Roses du 01 avril 2021 au 01 juillet 2021 pour un montant estimé à 125.000,00 € HTVA et de prolonger pour la même durée les conventions d'adhésion à la centrale de marché avec les différents pouvoirs adjudicateurs;

DECIDE :

D'approuver la prolongation de la convention d'adhésion à la centrale de marché public entre la commune de Forest et le CPAS de Forest signée en date du 25 septembre 2017 pour une durée du 18 avril 2020 au 01 juillet 2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 29 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Stéphanie Koplwicz, Nabil Boukili.

Intergenerationeel – Senioren: Levering van maaltijden voor de Vorstse gepensioneerden – Verlenging van de toetredingsovereenkomst tot de opdrachtcentrale van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Vorst van 18/04/2020 tot 01/07/2021.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Vorst van 4 februari 2016 om de overheidsopdracht voor restauratiediensten van de bewoners van Val des Roses, van de werknemers van het OCMW, van het kinderdagverblijf, van de maaltijden aan huis, van de recreatiecentra voor de ouderen van de Gemeente Vorst en van de bezoekers van Val des Roses te gunnen aan Sodexo Belgium NV/SA,

Pleinlaan 15, 1050 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 427.475,50 € excl. btw;

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Vorst van 8 juni 2017 om de toetredingsovereenkomst tot de overheidsopdrachtcentrale tussen de gemeente Vorst en het OCMW van Vorst goed te keuren;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 juli 2017 om toe te treden tot de opdrachtcentrale vastgesteld voor het OCMW van Vorst met als voorwerp “de levering van maaltijden en van andere voedingsmiddelen, onder meer voor de gepensioneerden van Vorst”;

Gelet op voornoemde overeenkomst ondertekend op 25 september 2017;

Overwegende dat deze overeenkomst een maximumduur heeft die deze van de opdracht niet mag overschrijden, namelijk vier jaar, waardoor de overeenkomst afloopt op 18/04/2020;

Gelet op de beslissing van het Vast Bureau van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Vorst van 21 februari 2020 om de overheidsopdracht voor restauratiediensten van de bewoners van Val des Roses, van de werknemers van het OCMW, van het kinderdagverblijf, van de maaltijden aan huis, van de recreatiecentra voor de ouderen van de Gemeente Vorst en van de bezoekers van Val des Roses te verlengen van 18 april 2020 tot 1 augustus 2020 voor een geraamd bedrag van 142.000,00 € excl. btw en de toetredingsovereenkomsten tot de opdrachtcentrale met de verschillende aanbestedende overheden voor dezelfde periode te verlengen;

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Vorst van 25 juni 2020 om de overheidsopdracht voor restauratiediensten van de bewoners van Val des Roses, van de werknemers van het OCMW, van het kinderdagverblijf, van de maaltijden aan huis, van de recreatiecentra voor de ouderen van de Gemeente Vorst en van de bezoekers van Val des Roses te verlengen van 1 augustus 2020 tot 1 oktober 2020 voor een geraamd bedrag van 82.000,00 € excl. btw en de toetredingsovereenkomsten tot de opdrachtcentrale met de verschillende aanbestedende overheden voor dezelfde periode te verlengen;

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Vorst van 20 augustus 2020 om de overheidsopdracht voor restauratiediensten van de bewoners van Val des Roses, van de werknemers van het OCMW, van het kinderdagverblijf, van de maaltijden aan huis, van de recreatiecentra voor de ouderen van de Gemeente Vorst en van de bezoekers van Val des Roses te verlengen van 1 oktober 2020 tot 1 april 2021 voor een geraamd bedrag van 245.000,00 € excl. btw en de toetredingsovereenkomsten tot de opdrachtcentrale met de verschillende aanbestedende overheden voor dezelfde periode te verlengen;

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Vorst van 26 maart 2021 om de overheidsopdracht voor restauratiediensten van de bewoners van Val des Roses, van de werknemers van het OCMW, van het kinderdagverblijf, van de maaltijden aan huis, van de recreatiecentra voor de ouderen van de Gemeente Vorst en van de bezoekers van Val des Roses te verlengen van 1 april 2021 tot 1 juli 2021 voor een geraamd bedrag van 125.000,00 € excl. btw en de toetredingsovereenkomsten tot de opdrachtcentrale met de verschillende aanbestedende overheden voor dezelfde periode te verlengen;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de toetredingsovereenkomst tot de overheidsopdrachtcentrale tussen de gemeente Vorst en het OCMW van Vorst ondertekend op 25 september 2017 voor een periode van

18 april 2020 tot 1 juli 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.
Nee : *Stéphanie Koplowicz, Nabil Boukili.*

Intervention de Mr Hacken.

Ce point rattrape un vide juridique depuis l'année dernière. Ici, on se met en règle. Il faudra toutefois que la Commune signe une nouvelle convention lorsque le CPAS renouvèlera son contrat.

Intervention de Mme Koplowicz.

Nous insistons sur l'internalisation de la fourniture des repas. Nous avons eu des messages contradictoires sur la volonté de la majorité sur ce sujet. Pouvons-nous avoir une réponse claire ? Allons-nous faire la réintégration d'un service interne de confection de repas ?

Réponse de Mr Lonfils.

Le processus a été en effet relativement long, surtout que ce sont des marchés publics européens. Lors de la relance du second marché public, nous n'avons reçu qu'une offre, donc nous n'avons pas eu le choix quant au soumissionnaire sélectionné. Pour répondre à Mme Koplowicz, il y a la volonté d'étudier la possibilité d'internaliser tout ou partie de la cuisine. C'est dans ce sens-là qu'elle a été conçue, ainsi que de servir de cuisine centrale. De même, il y a l'idée d'y faire travailler des personnes en réinsertion. Nous aurions voulu lancer l'analyse il y a un an, un an et demi, mais il y a eu d'autres priorités au Val des Roses.

Mme El Hamidine précise qu'il y a une volonté au niveau du service des Séniors de travailler autrement sur la nutrition des personnes âgées. Elle dit qu'elle proposera une commission qui portera sur cette problématique-là et sur la manière de travailler avec les aînés lorsque l'ouverture des centres sera effective dans les mois à venir.

Tussenkost van de heer Hacken

Dit punt maakt een einde aan een juridische leemte sinds vorig jaar. Hier schikken we ons naar de wet. De gemeente zal echter een nieuwe overeenkomst moeten ondertekenen wanneer het OCMW zijn contract verlengt.

Tussenkost van mevrouw Koplowicz

Wij dringen aan op de internalisering van de levering van maaltijden. Wij hebben tegenstrijdige berichten gekregen over de wens van de meerderheid daaromtrent. Kunnen we een duidelijk antwoord krijgen? Gaan we het bereiden van maaltijden opnieuw via een interne dienst doen?

Antwoord van de heer Lonfils

Het proces heeft inderdaad vrij lang geduurd, vooral omdat het om Europese overheidsopdrachten gaat. Toen de tweede aanbesteding opnieuw werd uitgeschreven, ontvingen wij slechts één offerte, zodat wij niet konden kiezen welke inschrijver te selecteren. Als antwoord aan mevrouw Koplowicz: de mogelijkheid om de keuken geheel of gedeeltelijk in huis te halen zal worden bestudeerd. Zo is het ontworpen, en ook om te dienen als centrale keuken. Er is ook het idee om er mensen in herinschakeling te laten werken. We hadden de analyse graag zowat een jaar of anderhalf jaar geleden gelanceerd, maar er waren andere prioriteiten voor Val des Roses.

Mevrouw El Hamidine préciseert dat de Seniorendienst zou willen werken rond de voeding van ouderen. Zij meldt dat zij een commissie zal voorstellen die zich met deze kwestie en de manier van werken met ouderen zal bezighouden wanneer de centra de komende maanden heropenen.

3 annexes / 3 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

13 Finances – Receveur - Procès-verbal de vérification de caisse – 4e trimestre 2020.

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi **31 Décembre 2020** ;

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit :

Compte courant (Belfius)	+	36.792,11
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	+	1.173.438,34
Carnet de compte (Belfius)	+	4.005.999,00
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	+	0,00
Compte à vue (BNP Paribas Fortis)	+	765,01
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	+	4.998.660,00
Compte 32D + Account (BNP Paribas Fortis)	+	10.000.000,00
Emprunts ING	+	0,00
Compte à vue (ING)	-	58.734,97
Compte d'épargne (ING)	+	1.000.000,00
Compte postchèque	-	87,44
Caisse centrale communale	+	33.210,27

		22.190.042,32

L'avoir positif de 22.190.042,32 € a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Financiën – Ontvanger - Proces-verbaal van nazicht van de kas – 4e kwartaal 2020.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van nazicht van de gemeentekas opgesteld op **31 december 2020**;

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit:

Rekening-courant (Belfius)	+	36.792,11
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	+	1.173.438,34
Rekeningboekje (Belfius)	+	4.005.999,00
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	+	0,00
Zichtrekening (BNP Paribas Fortis)	+	765,01
Spaarrekening plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	+	4.998.660,00
Rekening 32D + Account (BNP Paribas Fortis)	+	10.000.000,00
Leningen ING	+	0,00
Zichtrekening (ING)	-	58.734,97
Spaarrekening (ING)	+	1.000.000,00
Postchequerekening	-	87,44
Centrale gemeentekassa	+	33.210,27

		22.190.042,32

Het positief vermogen van 22.190.042,32 € werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

14 Finances – Budget 2020 - Modifications numéros 98 et 99.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux ;

Vu les articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget 2020 ;

DECIDE,

De modifier le budget 2020 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires 98 et 99.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 19 votes positifs, 12 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowitz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Financiën – Begroting 2020 - Wijzigingen nummers 98 en 99.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de begroting 2020 gewijzigd dient te worden;

BESLIST,

De begroting 2020 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbij gevoegde tabellen betreffende de begrotingswijzigingen 98 en 99.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 19 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowitz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Intervention de Mr Hacken.

J'espère que pour les prochaines années, les MB seront moins conséquentes. En cohérence avec la position concernant le compte, nous voterons contre.

Intervention de Mr Van Vlasselaer.

A/ La modification budgétaire n°98 (service ordinaire)

1/Remarques préalables :

1.1 Aucune motivation formelle , au sens de la jurisprudence du Conseil d'Etat, ne figure dans le projet de délibération !!

1.2 Rappel : le budget communal initial 2020 affichait un déficit à l'exercice propre de 881.560€, lequel après la modification budgétaire n°6 était passé à -2,1 million€ ! et à 1,6million€ après la modification budgétaire n°8 !!

Avec raison, ce budget 2020 avait été critiqué pour des prévisions de recettes peu raisonnables, des dépenses exagérées (en particulier en ce qui concerne le personnel) peu ou pas justifiées et des conséquences défavorables dues à l'envolée de la dette sur la situation financière de la commune

1.3 Avec de tels résultats, l'absence de cahier explicatif pour les modifications 98 et 99 est particulièrement regrettable, de même que la disparition du traditionnel tableau récapitulatif et comparatif des modifications budgétaires successives !

S'agirait-il d'une entrave à l'information complète dues aux membres du conseil ?

1.4 Quelle est la nature exacte de la modification budgétaire n°98 ?

- elle ne peut pas être une modification ordinaire compte tenu du fait que la date limite autorisée des dernières modifications budgétaires était fixée au 1er novembre 2020, soit il y a 7mois ! (circ du 6/9/2019, pt.1.1, p.4)

- elle n'est pas non plus présentée avec le compte 2020 ce qui entraîne l'impossibilité de comparaison en raison de l'absence de connaissance des glissements internes opérés entre articles budgétaires d'une même fonction et d'un même groupe économique !

- s'agit-il alors de modifications budgétaires après l'établissement du formulaire T qui a fait constater des insuffisances de crédits après arrêt des chiffres de l'exercice 2020 ?

Mais ces modifications budgétaires dites « de clôture » ne peuvent exclusivement portées que sur des dépenses du service ordinaire et ne peuvent en aucun cas concerner des engagements nouveaux ! En outre, ces modifications de clôture ne peuvent servir à rien d'autre qu'à des ajustements de faible importance ! « En aucun cas, il ne peut s'agir d'utiliser la modification de clôture comme une modification budgétaire classique, en modifiant de façon importantes les crédits inscrits parce que cela limite fortement la visibilité du conseil communal et de la tutelle sur la gestion financière de la commune » ! (circ 9/2/2021,pt A, 2, p.4)

2/ le contenu de la modification budgétaire n°98 :

2.1 en violation des dispositions réglementaires, elle contient des recettes et quelques engagements nouveaux en charges financières

...toutefois pour des montants peu élevés !

2.2 absence de concordance des chiffres relatifs à la dotation communale au CPAS dans le compte du CPAS et dans la modification budgétaire n°98 ! (cf compte 2020 du CPAS, pt 6 de l'OJ du présent conseil)

2.3 La balance de la modification montre une augmentation de dépenses de 3,255 millions ! le différentiel entre la situation avant et après la modification est de l'ordre de 6,47 millions !... et se solde par un déficit !... ce n'est pas une faible différence !

2.4 La modification acte à la fonction « Impôts et taxes » une majoration de 912.636€ portant le total des non-valeurs de la sous-fonction à 1.377.636€ !... l'ensemble de la modification porte un supplément de 1.149.133€ qui amène le total des non -valeurs à 1.614.113€ ! ...on peut certes apprécier « l'effort de nettoyage » des créances non recouvrées, mais aussi regretter la forte majoration par rapport à l'estimation portée au budget initial (270.500€) !...ce n'est pas un petit montant !

2.5 La majoration des dépenses de personnel inscrites dans la modification atteint 1.382.300€, les transferts 1.394.902€ et les charges de la dette 478.007€ !!

Certaines de ces dépenses de personnel auraient dû normalement être inscrites dans une modification budgétaire ordinaire et non dans une modification de clôture ...une violation donc des dispositions réglementaires !!

En outre, ces montants ne sont pas « des ajustements de faible importance », mais bien au contraire posent problème quant à l'information du conseil sur la gestion budgétaire et financière de la commune !

2.6 Au total, la modification budgétaire n°98 affiche des dépenses supplémentaires pour 3.255.484€ ...et un résultat de l'exercice ordinaire en déficit ! Non, ce n'est pas de faible importance ! et ...les critiques portées contre le budget 2020 étaient hélas bel et bien fondées !

B/ la modification budgétaire n°99 (service extraordinaire)

- 1. Dans le cadre des modifications budgétaires après l'établissement du formulaire T, les adaptations budgétaires apportées au service extraordinaire doivent toujours être l'exception et doivent être dûment justifiées par un rapport détaillé établi par la commission créée par l'art. 12 du RGCC !**

Où l'exception est-elle justifiée ? Où se trouve le rapport détaillé établi par la commission créée par l'art.12 du RGCC ?

- 1. La modification n°99 n'est pas à l'équilibre et ,en outre, crée un déficit de 4.105.319,62€ ! ...violant ainsi le prescrit de l'art.252 de la loi communale qui impose l'équilibre à l'exercice du service extraordinaire !**
- 1. La grande majorité des dépenses supplémentaires de la modification (9.867.780,27€ sur le total de 10.363.872,79€) concerne des prélèvements pour le fonds de subsides**

Je remercie Mr le Receveur pour la réponse détaillée qu'il m'a fait parvenir et qui permet d'identifier clairement les divers prélèvements sur les fonds de réserve extraordinaire dédiés aux contrats de quartier

1.4 Au total, la modification n°99 confirme le danger des conséquences défavorables dues à l'envolée de la dette sur la situation financière de la Commune.

C/ Conclusions :

- c.1 Les modifications budgétaires de clôture ne peuvent pas être des »fourre-tout «**
- c.2 La modification n°98 crée un déficit et dépasse très largement les normes réglementaires fixées pour les modifications budgétaires de clôture**
- c.3 La modification n°99 porte uniquement une augmentation de dépenses de 10,36 millions**
- c.4 Pour tous les motifs énoncés dans l'analyse ci-dessus, DéFI vote contre les modifications budgétaires n°98 et 99.**

Tussenkoms van de heer Hacken

Ik hoop dat er de volgende jaren minder ingrijpende begrotingswijzigingen komen. Aansluitend bij de logica i.v.m. de rekening stemmen wij tegen.

Tussenkoms van de heer Van Vlasselaer

A/ Begrotingswijziging 8 (gewone dienst)

1/ Voorafgaande opmerkingen:

1.1 Het ontwerp van beraadslaging bevat geen enkele formele motivering in de zin van de jurisprudentie van de Raad van State!

1.2 Ter herinnering: De oorspronkelijke gemeentebegroting 2020 vertoonde voor het eigen dienstjaar een tekort van 881.560 euro, dat na begrotingswijziging nr. 6 was opgelopen tot -2,1 miljoen euro en na begrotingswijziging nr. 8 tot 1,6 miljoen euro!

Terecht werd de begroting 2020 bekritiseerd omwille van onredelijke inkomstenramingen, overdreven uitgaven (vooral voor personeel) die weinig of niet verantwoord waren en de ongunstige gevolgen van de torenhoge schuldenlast voor de financiële situatie van de gemeente.

1.3 Bij dergelijke resultaten is het ontbreken van toelichting bij BW 98 en 99 betreurenswaardig, evenals het verdwijnen van de traditionele samenvatting en vergelijkende tabel van de opeenvolgende begrotingswijzigingen!

Gaat het om een schending van de informatieplicht aan de raadsleden?

1.4 Wat is de precieze aard van begrotingswijziging nr. 98?

- Het kan geen gewone wijziging zijn, aangezien de toegestane termijn voor de laatste begrotingswijzigingen 1 november 2020 was, d.w.z. 7 maanden geleden! (omz. 6/9/2019, pt.1.1, blz. 4)

- Ze wordt evenmin gepresenteerd met de rekening 2020, waardoor een vergelijking onmogelijk is bij gebrek aan kennis over de interne verschuivingen tussen begrotingsartikelen van eenzelfde functie en economische groep!

- Gaat het om begrotingswijzigingen na de opstelling van formulier T, waardoor tekorten aan kredieten zijn ontdekt nadat de cijfers voor 2020 waren vastgesteld?

Maar deze zogenaamde ‘afsluitende’ begrotingswijzigingen mogen enkel betrekking hebben op uitgaven in de gewone dienst en mogen in geen geval betrekking hebben op nieuwe vastleggingen! Bovendien mogen deze wijzigingen niet voor niets anders dan kleine aanpassingen worden gebruikt! “In geen geval mag het slotamendement worden gebruikt als een klassieke begrotingswijziging, door de ingeschreven kredieten aanzienlijk te wijzigen, omdat dit de zichtbaarheid van de gemeenteraad en het toezicht op het financieel beheer van de gemeente sterk beperkt” (omz. 9/2/2021, pt A, 2, blz. 4)

2/ Inhoud van begrotingswijziging nr 98:

2.1 In strijd met de regelgeving bevat deze ontvangsten en enkele nieuwe vastleggingen in financiële lasten

... maar voor kleine bedragen!

2.2 De cijfers met betrekking tot de gemeentedotatie aan het OCMW in de OCMW-rekening en in begrotingswijziging nr. 98 stemmen niet overeen. (zie OCMW-rekening 2020, pt 6 van de agenda van deze raad)

2.3 De balans van de wijziging toont een stijging van de uitgaven met 3,255 miljoen! Het verschil tussen de situatie voor en na de wijziging is ongeveer 6,47 miljoen ... en resulteert in een tekort! Dat is geen klein verschil!

2.4 De wijziging voegt 912.636 euro toe aan de subfunctie “Belastingen en heffingen”, waardoor het totaal aan nulwaarden er op 1.377.636 euro komt! De hele wijziging voegt 1.149.133 euro toe, waardoor het totaal aan nulwaarden op 1.614.113 euro komt! De “opruiming” van de niet-geïnde schulden is goed, maar er is ook de sterke stijging ten opzichte van de raming in de oorspronkelijke begroting (270.500€)! Dat is geen gering bedrag!

2.5 De in de wijziging opgenomen verhoging van de personeelskosten bedraagt 1.382.300 euro, de overdrachten 1.394.902 euro en de schuldenlast 478.007 euro!

Sommige van deze personeelskosten hadden normaliter moeten worden opgenomen in een gewone begrotingswijziging en niet in een afsluitende wijziging: een schending van de regelgeving!

Bovendien gaat het bij deze bedragen niet om “kleine aanpassingen”, maar integendeel om een probleem qua informatie aan de raad over het budgettaire en financieel beheer van de gemeente!

2.6 In totaal geeft de begrotingswijziging nr. 98 extra uitgaven van 3.255.484 euro te zien ... en een tekort voor het gewone dienstjaar! Nee, dat is geen klein bedrag ... En de kritiek tegen de begroting 2020 was helaas gegrond!

B/ Begrotingswijziging nr. 99 (buitengewone dienst)

1. In het kader van de begrotingswijzigingen na de invoering van het formulier T moeten de begrotingsaanpassingen aan de buitengewone dienst altijd de uitzondering vormen

en naar behoren worden gemotiveerd door een gedetailleerd verslag dat wordt opgesteld door de bij art. 12 van het ARGC ingestelde commissie!

Waar is de uitzondering gerechtvaardigd? Waar is het gedetailleerde verslag dat is opgesteld door die commissie?

1. **Wijziging nr. 99 is niet in evenwicht en creëert bovendien een tekort van 4.105.319,62 euro! ... en overtreedt daarmee de voorschriften van art. 252 van de Gemeentewet, dat een evenwicht oplegt voor de buitengewone dienst!**
2. **Het overgrote deel van de extra uitgaven van de wijziging (9.867.780,27 euro op een totaal van 10.363.872,79 euro) betreft heffingen voor het subsidiefonds.**

Ik dank de Ontvanger voor het gedetailleerde antwoord dat hij mij heeft gezonden en waarin de verschillende heffingen op de buitengewone reservefondsen voor de wijkcontracten duidelijk zijn aangegeven.

1.4 In totaal bevestigt amendement nr. 99 het gevaar van de negatieve gevolgen van de torenhoge schuldenlast voor de financiële situatie van de gemeente.

C/ Conclusie:

c.1 De afsluitende begrotingswijzigingen mogen geen ‘vuilnisbak’ zijn.

c.2 Wijziging nr. 98 creëert een tekort en overschrijdt ruimschoots de voorgeschreven normen voor de afsluitende begrotingswijzigingen.

c.3 Wijziging nr. 99 verhoogt de uitgaven met 10,36 miljoen.

c.4 Om alle in bovenstaande analyse uiteengezette redenen stemt DéFI tegen de begrotingswijzigingen nr. 98 en 99.

5 annexes / 5 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Sports - Sport

- 15 **Sports – Proposition d’appel à candidature pour la mise à disposition de l’espace « Club House du Bempt » et proposition de convention relative à la gestion et à l’exploitation de cet espace.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 07 septembre 2010 portant adoption du cahier spécial des charges relatif à la gestion et l’exploitation du clubhouse et des vestiaires du Centre sportif du Bempt, sis à Forest, boulevard de la Deuxième Armée Britannique, 600 ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 19 avril 2011, décidant d’attribuer le contrat de concession domaniale et de service public pour la gestion et l’exploitation du clubhouse et des vestiaires du Centre sportif du Bempt, sis à Forest, boulevard de la Deuxième Armée Britannique, 600, conformément au cahier spécial des charges précité, à l’asbl Football Club Forest, suivant son offre du 17 novembre 2010 ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Considérant que l'exploitation des lieux avait débuté le 1er avril 2011 pour une durée de 9 ans, soit jusqu'au 31 mars 2020 ;

Considérant que cette fin de concession intervenait pendant la saison sportive ;

Considérant, dès lors, la décision du Collège du 30 janvier 2020 de prolonger l'exploitation des lieux jusqu'au 30 juin 2020 ;

Considérant que la réception des travaux de fin de concession a eu lieu le 15 septembre 2020 et que depuis cette fin d'activité le Clubhouse du Bempt est resté un site inexploité ;

Considérant les demandes des clubs et associations sportives fréquentant le complexe sportif du Bempt de disposer d'un lieu proposant un service « Bar et restauration » ;

Considérant qu'une bonne gestion du Clubhouse du Bempt serait une plus-value pour le site sportif en lui-même ;

Considérant qu'il serait intéressant d'associer à la gestion de cet espace la gestion d'événements permettant d'améliorer tant la visibilité communale que l'attractivité du public vers des pratiques sportives ;

DECIDE :

D'approuver

- La proposition d'appel à candidature dans le cadre d'une mise à disposition d'un espace « bar et restauration » - Club House du Bempt ;
- l'attestation de visite qui sera remise lors des visites programmées du Club House du Bempt ;
- la proposition de « Convention de gestion et d'exploitation temporaire d'un espace « bar et restauration » au sein d'une infrastructure sportive communale ».

Le point est reporté.

31 votants : 31 votes positifs.

Sport - Voorstel van oproep tot kandidaatstelling voor de terbeschikkingstelling van de ruimte "Clubhouse Bempt" en voorstel van overeenkomst betreffende het beheer en de exploitatie van de ruimte.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 7 september 2010 tot vaststelling van het bijzonder bestek betreffende het beheer en de exploitatie van het clubhuis en de kleedkamers van het sportcentrum van de Bempt, gelegen in Vorst, Brits Tweedelegerlaan 600;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 april 2011 om de overeenkomst betreffende domeinconcessie en concessie van openbare dienst voor het beheer en de exploitatie van het clubhuis en de kleedkamers van het sportcentrum van de Bempt, gelegen te Vorst, Brits Tweedelegerlaan 600, overeenkomstig het voornoemde bijzonder bestek te gunnen aan de vzw Football Club Forest, overeenkomstig haar kandidatuur van 17 november 2010;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de exploitatie van de ruimte aanving op 1 april 2011 voor een duur van 9 jaar, d.w.z. tot 31 maart 2020;

Overwegende dat dit einde van de concessie tijdens het sportseizoen viel;

Overwegende derhalve de beslissing van het College van 30 januari 2020 om de exploitatie van de gebouwen te verlengen tot 30 juni 2020;

Overwegende dat de oplevering van de werkzaamheden aan het einde van de concessie plaatsvond op 15 september 2020 en dat het ‘Clubhouse Bempt’ sindsdien ongebruikt is gebleven;

Overwegende de verzoeken van de clubs en sportverenigingen die gebruik maken van het sportcomplex van de Bempt, om te beschikken over een ruimte met bar en restauratieservice;

Overwegende dat een goed beheer van het ‘Clubhouse Bempt’ een meerwaarde zou betekenen voor de sportsite;

Overwegende dat het interessant zou zijn om aan het beheer van deze ruimte ook het beheer van evenementen te koppelen, waardoor zowel de zichtbaarheid van de gemeente als de aantrekkingskracht van het publiek naar sportbeoefening kunnen worden verbeterd;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan:

- Het voorstel van oproep tot kandidaatstelling in het kader van een terbeschikkingstelling van een ruimte ‘bar en restauratie’ - Clubhouse Bempt;
- Het attest van plaatsbezoek dat afgeleverd wordt bij de geplande bezoeken van het Clubhouse van de Bempt;
- Het voorstel van “tijdelijke beheers- en exploitatieovereenkomst van een ruimte ‘bar en restauratie’ in een gemeentelijke sportinfrastructuur”.

Het punt wordt verdaagd.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Logistique - Logistiek

16 Logistique - Location et entretien d'extincteurs et dévidoirs - Marchés publics divers - Conditions et procédure de passation de marchés - Application de l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale – Information.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 139.000 € et précisant que dans ce cas, le Conseil

communal est informé de la décision du Collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de procéder à la location et l'entretien d'extincteurs et dévidoirs de divers bâtiments communaux ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 avril 2021 de passer un marché de fournitures ayant pour objet «**Location et entretien d'extincteurs et dévidoirs**» (2022-F-002), par la procédure négociée sans publication préalable au montant estimé pour un an de € 6.306,00 hors TVA ou € 7.630,26, 21% TVA comprise, tacitement reconductible 3 fois, soit pour 4 ans, de € 25.224,00 hors TVA ou € 30.521,04, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il sera proposé d'inscrire les crédits permettant cette dépense à différents articles du code économique 125-06 du service ordinaire du budget des exercices 2022 à 2025 ;

Considérant qu'il était nécessaire de désigner une société d'autocar pour transporter en autocar des seniors pour des excursions ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 avril 2021 de passer un marché de services ayant pour objet «**Transport en autocar des seniors pour des excursions**» (2022-S-002) par la procédure négociée sans publication préalable au montant estimé pour un an de € 11.938,46 hors TVA ou € 12.654,77, 6% TVA comprise, tacitement reconductible 3 fois, soit pour 4 ans de € 47.753,84 hors TVA ou € 50.619,08, 6% TVA comprise ;

Considérant qu'il sera proposé d'inscrire les crédits permettant cette dépense à l'article budgétaire 7623/124-06/28 du service ordinaire des exercices 2022 à 2025 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestre et échevins :

- Décision du 15 avril 2021 d'approuver le marché public de fournitures ayant pour objet «**Location et entretien d'extincteurs et dévidoirs**» (2022-F-002), par la procédure négociée sans publication préalable au montant estimé pour un an de € 6.306,00 hors TVA ou € 7.630,26, 21% TVA comprise, tacitement reconductible 3 fois, soit pour 4 ans de € 25.224,00 hors TVA ou € 30.521,04, 21% TVA comprise ;

- Décision du 15 avril 2021 d'approuver le marché public de fournitures ayant pour objet " «**Transport en autocar des seniors pour des excursions** » (2022-S-002) par la procédure négociée sans publication préalable au montant estimé pour un an de € 11.938,46 hors TVA ou € 12.654,77, 6% TVA comprise, tacitement reconductible 3 fois, soit pour 4 ans de € 47.753,84 hors TVA ou € 50.619,08, 6% TVA comprise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Logistiek – Huur en onderhoud van brandblusapparaten en haspels – Diverse overheidsopdrachten – Lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdrachten – Toepassing van artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 139.000 € en dat verduidelijkt dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat het noodzakelijk was om over te gaan tot de huur en het onderhoud van brandblusapparaten en haspels voor verschillende gemeentegebouwen ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 april 2021 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Huur en onderhoud van brandblusapparaten en haspels**” (2022-F-002), via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag, voor een jaar, van 6.306,00 € excl. btw of 7.630,26 €, 21% btw inbegrepen, 3 keer stilzwijgend verlengbaar, hetzij voor 4 jaar, van 25.224,00 € excl. btw of 30.521,04 €, 21% btw inbegrepen ;

Overwegende dat zal worden voorgesteld om de kredieten voor deze uitgave in te schrijven op verschillende artikelen met economische code 125-06 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022 tot 2025 ;

Overwegende dat het noodzakelijk was om een autocarbedrijf aan te duiden om senioren in autocars te vervoeren voor excursies ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 april 2021 om een opdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “**Vervoer in autocars van senioren voor excursies**” (2022-S-002), via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag, voor een jaar, van € 11.938,46 excl. btw of € 12.654,77, 6% btw inbegrepen, 3 keer stilzwijgend verlengbaar, hetzij voor 4 jaar, van € 47.753,84 excl. btw of € 50.619,08, 6% btw inbegrepen ;

Overwegende dat zal worden voorgesteld om de kredieten voor deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 7623/124-06/28 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022 tot 2025 ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

BESLIST :

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen :

- Beslissing van 15 april 2021 om de overheidsopdracht voor leveringen goed te keuren met als voorwerp **“Huur en onderhoud van brandblusapparaten en haspels” (2022-F-002)**, via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag, voor een jaar, van € 6.306,00 excl. btw of € 7.630,26, 21% btw inbegrepen, 3 keer stilzwijgend verlengbaar, hetzij voor 4 jaar, van € 25.224,00 excl. btw of € 30.521,04, 21% btw inbegrepen ;

- Beslissing van 15 april 2021 om de overheidsopdracht voor diensten goed te keuren met als voorwerp **“Vervoer in autocars van senioren voor excursies” (2022-S-002)**, via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag, voor een jaar, van € 11.938,46 excl. btw of € 12.654,77, 6% btw inbegrepen, 3 keer stilzwijgend verlengbaar, hetzij voor 4 jaar, van € 47.753,84 excl. btw of 50.619,08 €, 6% btw inbegrepen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Instruction publique - Openbaar onderwijs

17 **Académie de musique - Marchés publics - Acquisition d'instruments de musique et accessoires - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2019-F-072 - Revu - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, particulièrement l'art. 236 :

Le Collège des Bourgmestres et Échevins engage la procédure et attribue le marché. Il peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10%. Si la modification entraîne une dépense supplémentaire de 10%, le Collège communique sa décision au Conseil communal pour information lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 11 février 2021 relative l'achat d'instruments de musique et d'accessoires pour l'Académie de musique de Forest, pour un montant global estimé à 11.081,74 € hors TVA ou 13.408,90 €, 21% TVA comprise auprès de plusieurs soumissionnaires ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (voir le rapport d'examen des offres rédigé par le service de l'Instruction publique en date du 26/11/20) à l'article 734/744-98/-/16 du service extraordinaire du budget 2020 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 11 février 2021 ;

D'approuver le montant estimé à 13.408,90 €, 21% TVA du marché « Achat Instruments de musique et accessoires » établi par le service de l'Instruction publique ;

D'informer le Conseil communal de sa décision lors de sa prochaine séance ;

DECIDE,

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 11 février 2021 décidant d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 734/744-98/-/16 du service extraordinaire du budget 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Muziekacademie - Overheidsopdrachten - Aankoop van muziekinstrumenten en toebehoren - Goedkeuring van de gunning en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 2019-F-072 - Herzien - Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 236:

Het College van Burgemeester en Schepenen stelt de procedure in en gunt de opdracht. Het kan aan de overeenkomst iedere wijziging aanbrengen die het bij de uitvoering nodig acht, voor zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10% voortvloeien. Indien de wijziging een bijkomende uitgave van 10% veroorzaakt, deelt het College zijn beslissing ter kennisgeving mee aan de Gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 februari 2021 betreffende de aankoop van muziekinstrumenten en toebehoren voor de Muziekacademie van Vorst,

voor een globale raming van 11.081,74 € excl. btw of 13.408,90 €, 21% btw inbegrepen bij meerdere inschrijvers die de economisch meest voordelige regelmatige offerte hebben ingediend (zie het door de dienst Openbaar onderwijs opgestelde onderzoeksverslag over de offertes van 26/11/20) op artikel 734/744-98/-/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 februari 2021;

Het bedrag dat geraamd wordt op 13.408,90 €, 21% btw inbegrepen, van de opdracht “Aankoop muziekinstrumenten en toebehoren”, opgesteld door de dienst Openbaar onderwijs, goed te keuren;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing tijdens diens eerstvolgende vergadering;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 februari 2021 waarin beslist werd om de betaling door het krediet ingeschreven op artikel 734/744-98/-/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 18 **Marchés Publics - 2020-T-059 - Bempt : intervention sur les trampolines et le petit terrain multisports - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'état actuel des trampolines ne permet pas leur utilisation (suite à un acte de

vandalisme), qu'il est nécessaire de les rendre exploitables, vu leur instabilité et leur dangerosité actuelles ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder aux travaux de remplacement de la main courante du terrain multisports afin d'éviter tous risques d'accident et d'assurer la sécurité des utilisateurs ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 octobre 2020 faisant choix de la procédure par procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-059- Bempt : intervention sur les trampolines et le petit terrain multisports», pour un montant estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00€, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 octobre 2020 faisant choix de la procédure par procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-059- Bempt : intervention sur les trampolines et le petit terrain multisports», pour un montant estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00€, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2020-T-059 – Bempt: interventie aan de trampolines en het kleine multisportterrein - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, uit te nodigen firma's en gunning - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat de trampolines gezien hun staat niet kunnen worden gebruikt (als gevolg van vandalisme), dat het noodzakelijk is ze opnieuw bruikbaar te maken gezien de huidige instabiliteit en het gevaar dat dit oplevert;

Overwegende dat de leuning van het multisportterrein moet worden vervangen om ongevallen te voorkomen en de veiligheid van de gebruikers te waarborgen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-T-059 - Bempt: interventie aan de trampolines en het kleine multisportterrein", voor een geraamd

bedrag van 8.264,46 € excl. btw of 10.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-T-059 - Bempt: interventie aan de trampolines en het kleine multisportterrein”, voor een geraamd bedrag van 8.264,46 € excl. btw of 10.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

19 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'entretien des espaces verts dans la commune en ce compris le cimetière ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

** Lot 1 : Entretien des espaces verts sur la commune, estimé à 40.515,00 € hors TVA ou 49.023,15 €, 21% TVA comprise, soit 50.000,00 € TVA et révision des prix comprises ;*

** Lot 2 : Entretien des espaces verts dans le cimetière, estimé à 36.700,00 € hors TVA ou 44.407,00 €, 21% TVA comprise, soit 45.000,00 € TVA et révision des prix comprises ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 avril 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-011 - Entretien des espaces verts dans la commune en ce compris le cimetière (2 lots)», pour un montant total estimé à 77.215,00 € hors TVA ou 93.430,15 €, 21% TVA comprise, soit 95.000,00 € TVA et

révision des prix comprises et aux articles 766/124-06/38 (lot 1) et 878/124-06/11 (lot 2) du service ordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

Considérant que dans le cadre du marché "336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA" l'évaluation initiale du coût du projet a été établie sur base d'un coût général et que le budget a été demandé sur cette base ;

Considérant que des travaux préparatoires (démolitions partielles, démontages et autres) ont démontrés que pour la bonne réalisation du projet des aménagement plus conséquents étaient nécessaires ;

Considérant que la commune n'a disposé des clés du bâtiments qu'après avoir pu estimer globalement le coût des travaux ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

** Tranche ferme : Tranche de marché 1 (Estimé à : 75.131,50 € HTVA, 90.910,00 € TVAC, 100.000,00 € TVA et révision comprises) ;*

** Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 (Estimé à : 58.868,50 € HTVA, 71.230,90 € TVAC, 78.354,00 € TVA et révision comprises) ;*

Considérant que le montant estimé total de ce marché s'élève à € 134.000,00 HTVA € 162.140,00 TVAC, 178.354,00 € TVA et révision comprises ;

Considérant que le montant de la tranche ferme estimé à 100.000,00 € TVA et révision comprises est 100% subventionné et doit être réalisé dans un délai très court sous peine de perte du subside ;

Considérant que le montant pour la tranche conditionnelle estimé à 78.354,00 € TVA et révision comprises doit faire l'objet d'une modification budgétaire ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10 mai 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-013 - 336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA», pour un montant total estimé à 134.000,00 € HTVA , 162.140,00 € TVAC, 178.354,00 € TVA et révision comprises et inscrit aux articles pour la tranche ferme (100.000,00 € TVA et révision des prix comprises), 300/723-60/10 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé à 100% par un subside de BPS à l'article de recette 300/663-51/10 (100.000,00 € TVA et révision des prix comprises) et pour la tranche conditionnelle (estimée à 78.354,00 € TVA et révision des prix comprises) au crédit demandé lors de la prochaine modification budgétaire à l'article 300/723-60/10 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 avril 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-011 - Entretien des espaces verts dans la commune en ce compris le cimetière (2 lots)», pour un montant total estimé à 77.215,00 € hors TVA ou 93.430,15 €, 21% TVA comprise, soit 95.000,00 € TVA et révision des prix comprises et inscrit aux articles 766/124-06/38 (lot 1 - 40.515,00 € hors TVA ou 49.023,15 €, 21% TVA comprise, soit 50.000,00 € TVA et révision des prix comprises) et 878/124-06/11 (lot 2 - 36.700,00 € hors TVA ou 44.407,00 €, 21% TVA comprise, soit 45.000,00 € TVA et révision des prix comprises) du service ordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10 mai 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-013 - 336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA», pour un montant total estimé à 134.000,00 € HTVA , 162.140,00 € TVAC, 178.354,00 € TVA et révision comprises et inscrit aux articles pour la tranche ferme (100.000,00 € TVA et révision des prix comprises), 300/723-60/10 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé à 100% par un subside de BPS à l'article de recette 300/663-51/10 (100.000,00 € TVA et révision des prix comprises) et pour la tranche conditionnelle (estimée à 78.354,00 € TVA et révision des prix comprises) au crédit demandé lors de la prochaine modification budgétaire à l'article 300/723-60/10 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Diverse overheidsopdrachten - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht moet worden toegewezen voor het onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats;

Overwegende dat de opdracht in percelen is opgedeeld:

** Perceel 1: Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, geraamd op 40.515,00 € excl. btw of 49.023,15 € incl. 21% btw, zijnde 50.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen;*

** Perceel 2: Onderhoud van de groene ruimten in de begraafplaats, geraamd op 36.700,00 € excl. btw of 44.407,00 € incl. 21% btw, zijnde 45.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 april 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-S-011 - Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen)”, voor een geraamd totaalbedrag van 77.215,00 € excl. btw of 93.430,15 €, incl. 21% btw, zijnde 95.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 766/124-06/38 (perceel 1) en 878/124-06/11 (perceel 2) van de gewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Alseberg 336 - inrichting Antenne Lisa” de initiële raming van de kosten van het project werd vastgesteld op basis van een algemene kostprijs en dat de begroting op die basis is aangevraagd;

Overwegende dat de voorbereidende werkzaamheden (gedeeltelijke afbraak, demontage e.a.) aantoonde dat voor de goede uitvoering van het project aanzienlijkere werkzaamheden noodzakelijk blijken;

Overwegende dat de gemeente pas over de sleutels van de gebouwen beschikte na een globale raming van de kosten van de werkzaamheden;

Overwegende dat deze opdracht in schijven opgesplitst is:

** Vaste schijf: Deelopdracht 1 (Geraamd op 75.131,50 € excl. btw, 90.910,00 € incl. btw, 100.000,00 € btw en herziening inbegrepen);*

** Voorwaardelijke schijf: Deelopdracht 2 (Geraamd op 58.868,50 € excl. btw, 71.230,90 € incl. btw, 78.354,00 € btw en herziening inbegrepen);*

Overwegende dat het totaalbedrag van deze opdracht geraamd wordt op 134.000,00 € excl. btw of 162.140,00 € btw inbegrepen, 178.354,00 € btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het bedrag van de vaste schijf, geraamd op 100.000,00 € btw en herziening inbegrepen, voor 100% wordt gesubsidieerd en binnen een zeer korte termijn moet worden uitgevoerd, op straffe van verlies van de subsidie;

Overwegende dat het bedrag voor de voorwaardelijke schijf, geraamd op 78.354,00 € btw en herziening inbegrepen, het voorwerp moet uitmaken van een begrotingswijziging;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 mei 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-013 - Alseberg 336 - inrichting Antenne Lisa”, voor een geraamd totaalbedrag van 134.000,00 € excl. btw of 162.140,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde 178.354,00 € btw en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven op de artikelen voor de vaste schijf (100.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen), 300/723-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en voor 100 % gefinancierd door een subsidie van BPB op artikel van ontvangst 300/663-51/10 (100.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen) en voor de voorwaardelijke schijf (geraamd op 78.354,00 € btw en prijsherziening inbegrepen) op het krediet gevraagd bij de volgende begrotingswijziging op artikel 300/723-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 april 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-S-011 - Onderhoud van de groene ruimten in de gemeente, met inbegrip van de begraafplaats (2 percelen)“, voor een geraamd totaalbedrag van 77.215,00 € excl. btw of 93.430,15 €, 21% btw inbegrepen, zijnde 95.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 766/124-06/38 (perceel 1 - 40.515,00 € excl. btw of 49.023,15 €, 21% btw inbegrepen, zijnde 50.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen) en 878/124-06/11 (perceel 2 - 36.700,00 € excl. btw of 44.407,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde 45.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen) van de gewone dienst van de begroting van

dienstjaar 2021;

2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 mei 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-013 - Alseberg 336 - inrichting Antenne Lisa”, voor een geraamd totaalbedrag van 134.000,00 € excl. btw of 162.140,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde 178.354,00 € btw en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven op de artikelen voor de vaste schijf (100.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen), 300/723-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en voor 100 % gefinancierd door een subsidie van BPB op artikel van ontvangst 300/663-51/10 (100.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen) en voor de voorwaardelijke schijf (geraamd op 78.354,00 € btw en prijsherziening inbegrepen) op het krediet gevraagd bij de volgende begrotingswijziging op artikel 300/723-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Instruction publique - Openbaar onderwijs

- 20 **Instruction publique – Approbation de la convention de partenariat unique dans le cadre de l’appel à projet « La Culture a de la classe » et plus spécifiquement « Le petit laboratoire des émotions » entre l’école Kaléidoscope maternelle et le promoteur Mus-e Belgium représenté par Tom Goris.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre et la promotion et au renforcement des collaborations entre la Culture et l’Enseignement ;

Considérant que le projet d’établissement de l’école Kaléidoscope maternelle s’articule autour des prescriptions/recommandations du Pacte pour un Enseignement d’Excellence ;

Considérant que celui-ci met en avant la stratégie « favoriser l’accès à la culture » ;

Considérant que l’école Kaléidoscope maternelle, située 53-55 Rue Timmermans – 1190 Forest a choisi l’opérateur culturel suivant : La Culture a de la classe et le promoteur Mus-e Belgium représenté par Tom Goris situé 28, rue du Chevreuil à 1000 Bruxelles ;

Considérant l’intitulé du projet proposé par La Culture a de la classe : « Le petit laboratoire des émotions » ;

Considérant que l’école Kaléidoscope maternelle sont revenus à plusieurs reprises vers le promoteur Mus-e Belgium pour des ateliers ;

Considérant que le promoteur Mus-e Belgium offre une activité expressive et créative réellement

adaptée à de jeunes élèves ;

Considérant l'impact positif sur les enfants de l'école qui éprouve des difficultés à s'épanouir dans la langue française ;

Considérant que le projet représente un intérêt pour les classes de 1^{ère} maternelles ;

Considérant que les conventions sont conclues sous la conditions suspensive de l'octroi de la subvention financière par la COCOF ;

Considérant qu'une convention de partenariat est conclue entre l'école Kaléidoscope maternelle, située 53-55 Rue Timmermans à 1190 Forest et le promoteur Mus-e, située 28 rue du Chevreuil à 1000 Bruxelles ;

DECIDE,

Décide d'approuver la convention de partenariat pour les 3 classes participantes entre l'école l'école Kaléidoscope maternelle, située 53-55 Rue Timmermans à 1190 Forest et le promoteur Mus-e, située 28 rue du Chevreuil à 1000 Bruxelles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Openbaar onderwijs – Goedkeuring van de unieke partnerschapsovereenkomst in het kader van de projectoproep “La Culture a de la classe” en meer bepaald “Le petit laboratoire des émotions” tussen de kleuterschool Kaléidoscope en promotor Mus-e Belgium, vertegenwoordigd door Tom Goris.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs;

Overwegende dat het inrichtingsproject van de kleuterschool Kaléidoscope draait rond de voorschriften/aanbevelingen van het Pact voor Excellentieonderwijs;

Overwegende dat de strategie van de bevordering van toegang tot cultuur er vooropstaat;

Overwegende dat de kleuterschool Kaléidoscope, gelegen Timmermansstraat 53+55 te 1190 Vorst, gekozen heeft voor de volgende culturele operator: La Culture a de la classe en de promotor Mus-e Belgium vertegenwoordigd door Tom Goris, gelegen Reebokstraat 28 te 1000 Brussel;

Overwegende de titel van het project voorgesteld door La Culture a de la classe: “Le petit laboratoire des émotions”;

Overwegende dat de kleuterschool Kaléidoscope al verschillende keren is teruggegaan naar de promotor Mus-E Belgium voor workshops;

Overwegende dat de promotor Mus-e Belgium een expressieve en creatieve activiteit aanbiedt die echt aangepast is aan jonge scholieren;

Overwegende het positieve effect op de kinderen van de school die moeilijkheden hebben om zich in de Franse taal te ontwikkelen;

Overwegende dat het project interessant is voor de eerste kleuterklassen;

Overwegende dat de overeenkomsten worden afgesloten onder de opschortende voorwaarde van toekenning van de financiële subsidie door de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat er een partnerschapsovereenkomst wordt afgesloten tussen de kleuterschool Kaléidoscope, gelegen Timmermansstraat 53-55 te 1190 Vorst, en de promotor Mus-e, gelegen Reebokstraat 28 te 1000 Brussel;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de partnerschapsovereenkomst voor de 3 deelnemende klassen tussen de kleuterschool Kaléidoscope, gelegen Timmermansstraat 53-55 te 1190 Vorst, en de promotor Mus-e, gelegen Reebokstraat 28 te 1000 Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

21 **Instruction publique - Marchés publics - Achat de poubelles avec couvercle basculant - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'art.234§4 de la NLC - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, particulièrement l'art. 236 :

Le Collège des Bourgmestre et Échevins engage la procédure et attribue le marché. Il peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10%. Si la modification entraîne une dépense supplémentaire de 10%, le Collège communique sa décision au Conseil communal pour information lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est important pour des raisons sanitaires d'acquérir des poubelles avec couvercle afin d'équiper les classes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID 19 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 30 décembre 2020 relative l'achat de poubelles en plastique avec couvercle basculant pour les écoles communales francophones forestoises,

pour un montant global estimé à 6611.25 € HTVA ou 7999.61 € (21% TVA comprise) auprès du soumissionnaire suivant ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse, **DUMORTIER SA**, Oostkaai 23A. 2170 Merksem (voir le rapport d'examen des offres rédigé par le service de l'Instruction publique en date du 21/12/20) à l'article 140/744-98/16 du service extraordinaire du budget 2020 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 30 décembre 2020 ;

D'approuver le montant estimé à 7999.61 € TVA comprise (21% TVA) du marché « Achat poubelles pour les écoles » établi par le service de l'Instruction publique ;

D'informer le Conseil communal de sa décision lors de sa prochaine séance ;

DECIDE,

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 30 décembre 2020 décidant d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 140/744-98/16 du service extraordinaire du budget 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Openbaar onderwijs - Overheidsopdrachten - Aankoop van vuilnisbakken met tuimeldeksel - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's - Toepassing van art. 234 §4 van de NGW - Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 236:

Het College van Burgemeester en Schepenen stelt de procedure in en gunt de opdracht. Het kan aan de overeenkomst iedere wijziging aanbrengen die het bij de uitvoering nodig acht, voor zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10% voortvloeien. Indien de wijziging een bijkomende uitgave van 10% veroorzaakt, deelt het College zijn beslissing ter kennisgeving mee aan de Gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het vanwege gezondheidsredenen belangrijk is om vuilnisbakken met deksel aan te kopen teneinde de klaslokalen uit te rusten in het kader van de strijd tegen de COVID-19-pandemie;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2020 betreffende de aankoop van plastic vuilnisbakken met tuimeldeksel voor de Vorstse Franstalige gemeentescholen, voor een globale raming van 6.611,25 € excl. btw of 7.999,61 € (21% btw

inbegrepen) bij de volgende inschrijver die de economisch meest voordelige regelmatige offerte heeft ingediend, **DUMORTIER NV**, Oostkaai 23A, 2170 Merksem (zie het door de dienst Openbaar onderwijs opgestelde onderzoeksverslag over de offertes van 21/12/20), op artikel 140/744-98/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2020;

Het bedrag dat geraamd wordt op 7.999,61 €, 21% btw inbegrepen, van de opdracht “Aankoop vuilnisbakken voor de scholen”, opgesteld door de dienst Openbaar onderwijs, goed te keuren;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing tijdens diens eerstvolgende vergadering;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2020 waarin beslist werd om de betaling door het krediet ingeschreven op artikel 140/744-98/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Accueil extrascolaire - Buitenschoolse opvang

22 Accueil extrascolaire – Plaine de vacances – Projet pédagogique - Modifications.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 15 décembre 2020 par laquelle le projet pédagogique et le règlement d'ordre intérieur des plaines de vacances étaient adoptés ;

Attendu qu'il est indispensable de revoir le projet pédagogique afin d'y apporter certaines précisions demandées par l'ONE qui subsidie partiellement les plaines de vacances ;

DECIDE :

D'adopter le projet pédagogique modifié qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2021, date à laquelle l'ancien texte sera abrogé ;

D'apporter les modifications suivantes :

Ancien texte :

Article 7 : Méthode

Afin d'assurer la meilleure cohésion possible, les enfants sont répartis en groupes en fonction de leur classe d'âge à l'école ou, en été, de la classe qu'ils viennent de terminer.

En cas de nécessité, ces groupes peuvent être modifiés (jumelés, dédoublés). De même, le coordinateur peut décider de changer un enfant de groupe si c'est dans l'intérêt de l'enfant ou du groupe.

Toutefois, à certains moments de la journée, comme les pauses de midi, les petits se retrouvent tous ensemble, les grands aussi.

Lors de certaines activités, les plus grands sont amenés à prendre « en charge » des plus petits (lors de sorties pour faciliter les déplacements).

D'autre part, le service accueil extrascolaire se réserve le droit de contacter l'école que fréquentent les enfants dans le but de mieux connaître leurs besoins et/ou problèmes spécifiques.

Nouveau texte :

Article 7 : Méthode

Afin d'assurer la meilleure cohésion possible, les enfants sont répartis en groupes en fonction de leur classe d'âge à l'école ou, en été, de la classe qu'ils viennent de terminer.

En cas de nécessité, ces groupes peuvent être modifiés (jumelés, dédoublés). De même, le coordinateur peut décider de changer un enfant de groupe si c'est dans l'intérêt de l'enfant ou du groupe.

Toutefois, à certains moments de la journée, comme les pauses de midi, les petits se retrouvent tous ensemble, les grands aussi.

Lors de certaines activités, les plus grands sont amenés à prendre « en charge » des plus petits (lors de sorties pour faciliter les déplacements).

En partenariat avec les parents et après concertation avec ces derniers, le service accueil extrascolaire contact ponctuellement l'école que fréquente les enfants à besoins spécifiques. Cette étape n'est pas toujours nécessaire et ne se fait que dans l'intérêt de l'enfant et en partenariat avec les parents dans le but de mieux connaître leurs besoins en collectivité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Buitenschoolse opvang – Vakantiespeelplein – Pedagogisch project - Wijzigingen.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 15 december 2020 herziend waarin het pedagogische project en het interne reglement van de vakantiespeelpleinen aangenomen werden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het pedagogische project te herzien om bepaalde verduidelijkingen aan te brengen op verzoek van de ONE die de vakantiespeelpleinen deels subsidieert;

BESLIST:

Het gewijzigde pedagogische project aan te nemen dat van kracht wordt op 1 juli 2021, datum waarop de oude tekst wordt opgeheven;

De volgende wijzigingen aan te brengen:

Oude tekst:

Artikel 7: Methode

Om de best mogelijke cohesie te verzekeren, worden de kinderen verdeeld in groepen naargelang hun leeftijdscategorie op school of, in de zomer, de klas die ze net hebben afgerond.

Indien nodig kunnen deze groepen worden gewijzigd (gekoppeld, gesplitst). Ook kan de coördinator beslissen de groep van een kind te wijzigen als dit in het belang van het kind of de groep is.

Op bepaalde momenten van de dag, zoals de lunchpauzes, zijn de jongere kinderen echter allemaal samen, evenals de oudere kinderen.

Tijdens bepaalde activiteiten wordt aan de oudere kinderen gevraagd om de jongere kinderen “onder hun hoede te nemen” (bij uitstapjes om de verplaatsingen te vergemakkelijken).

Anderzijds behoudt de dienst buitenschoolse opvang zich het recht voor contact op te nemen met de school waar de kinderen naartoe gaan, om een beter inzicht te krijgen in hun specifieke behoeften en/of problemen.

Nieuwe tekst:

Artikel 7: Methode

Om de best mogelijke cohesie te verzekeren, worden de kinderen verdeeld in groepen naargelang hun leeftijdscategorie op school of, in de zomer, de klas die ze net hebben afgerond.

Indien nodig kunnen deze groepen worden gewijzigd (gekoppeld, gesplitst). Ook kan de coördinator beslissen de groep van een kind te wijzigen als dit in het belang van het kind of de groep is.

Op bepaalde momenten van de dag, zoals de lunchpauzes, zijn de jongere kinderen echter allemaal samen, evenals de oudere kinderen.

Tijdens bepaalde activiteiten wordt aan de oudere kinderen gevraagd om de jongere kinderen “onder hun hoede te nemen” (bij uitstapjes om de verplaatsingen te vergemakkelijken).

In samenwerking met de ouders en na overleg met hen neemt de dienst buitenschoolse opvang in specifieke gevallen contact op met de school waar de kinderen met speciale behoeften naartoe gaan. Deze stap is niet altijd noodzakelijk en gebeurt alleen in het belang van het kind en in samenwerking met de ouders om hun behoeften in de groep beter te begrijpen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Intervention de Mme Koplowitz.

Qu'est-ce qui est fait exactement pour les enfants à besoins spécifiques dans les plaines, en terme de formation d'animateurs, d'infrastructures, etc ?

Réponse de Mme De Ridder.

Actuellement, un moniteur prend en charge les enfants à besoins spécifiques. Il s'agit d'un encadrant de l'école La Cordée qui connaît bien ces enfants. Il est vrai qu'en matière de formation, beaucoup reste à faire. Cela va se faire via les pôles territoriaux, réforme qui rentre en application en septembre prochain. Une réforme de l'ATL prendra cours également en septembre 2022. La problématique de la formation devra bien être prise en compte et j'aurai à cœur d'interpeller, lors des groupes de réflexions de cette réforme, et de faire prendre conscience au niveau régional de la nécessité de formations pour les accueillants.

Réplique de Mme Koplowitz.

**La réforme des pôles territoriaux suscite beaucoup de débats et je ne pense pas quelle soit adéquate pour les enfants à besoins spécifiques.
Je suis heureuse de la réforme de l'ATL.**

Tussenkomst van mevrouw Koplowicz

Wat wordt er precies gedaan voor kinderen met speciale behoeften op de speelpleinen, qua opleiding van begeleiders, infrastructuur, ...

Antwoord van mevrouw De Ridder

Op dit moment zorgt een monitor voor kinderen met speciale behoeften. Het is een begeleider van de school La Cordée, die deze kinderen goed kent. Het is waar dat er nog veel moet worden gedaan op het vlak van vorming. Dit zal gebeuren via de territoriale polen, een hervorming die volgend jaar september in werking treedt. In september 2022 zal ook de buitenschoolse opvang hervormd worden. Er moet worden nagedacht over de vorming en ik zal erop toezien dat op gewestelijk niveau in de denkgroepen over deze hervorming meer aandacht wordt besteed aan de nood aan opleiding voor de begeleiders.

Repliek van mevrouw Koplowicz

**De hervorming van de territoriale polen zorgt voor verhitte debatten en ik denk niet dat de hervorming volstaat voor kinderen met bijzondere behoeften.
Ik ben verheugd over de hervorming van de buitenschoolse opvang.**

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

23 Logement - Régie Foncière de Forest – Approbation des budgets et du bilan d’ouverture de la régie foncière – Prise d’information.- report du 18/05/2021

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment les article 84 § 1er, 117 et 149;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l’arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l’arrêté susvisé;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Considérant que la régie foncière ne pourra pas fonctionner aussi longtemps que son budget n’aura pas été approuvé par le Conseil communal et par l’autorité de tutelle ;

Considérant que le bureau d’études mandaté pour la création de la Régie foncière de Forest a transmis le 18 décembre 2020 à l’administration communale des projets de bilan d’ouverture et de budgets 2021, basés sur les données comptables de la Commune au 31-12-2019 ;

Considérant que l'administration a revu le budget et la liste des investissements transférés et communiqué au bureau d'études ses remarques le 25 février 2021 ;

Considérant que l'administration n'a pu terminer l'actualisation des données comptables au 31-12-2020 que le 31 mars 2021 du fait de la clôture comptable 2020 en cours;

Considérant que l'intégration des valeurs des comptes communaux au 31-12-2020 au bilan d'ouverture de la régie foncière s'est terminée le 19 avril 2021 ;

Vu le projet de budget de la régie foncière proposé par le bureau d'études joint en annexe ;

Vu le projet de bilan d'ouverture de la régie foncière proposé par le bureau d'études et revu suite aux remarques du receveur communal joint en annexe ;

Vu l'avis de la Commission d'avis sur le projet de budget de la Régie foncière ;

Considérant que conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales, la commission d'avis a émis, en date du 6 mai 2021, un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2021 de la Régie Communale Ordinaire ;

DECIDE:

D'approuver le budget d'exploitation et le budget patrimonial de la régie foncière, joints en annexe;

D'approuver le bilan d'ouverture de la régie foncière joint en annexe ;

De prendre pour information le plan financier de la Régie foncière joint en annexe.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

31 votants : 31 votes positifs.

Huisvesting - Grondregie van Vorst – Goedkeuring van de begrotingen en van de openingsbalans van de grondregie – Kennisname.- uitstel van 18/05/2021

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

Overwegende dat de Grondregie niet zal kunnen functioneren zolang haar begroting niet is goedgekeurd door de Gemeenteraad en de toezichhoudende overheid;

Overwegende dat het studiebureau dat gemandateerd werd voor de oprichting van de Grondregie in Vorst, op 18 december 2020 ontwerpen van openingsbalans en van begrotingen 2021 heeft overgemaakt aan het gemeentebestuur, op basis van de boekhoudkundige gegevens van de Gemeente

per 31-12-2019;

Overwegende dat het bestuur de begroting en de lijst met overgedragen investeringen herzien heeft en zijn opmerkingen aan het studiebureau heeft meegedeeld op 25 februari 2021;

Overwegende dat het bestuur de bijwerking van de boekhoudkundige gegevens per 31-12-2020 pas op 31 maart 2021 kon voltooien als gevolg van de lopende boekhoudkundige afsluiting 2020;

Overwegende dat de opname van de waarden van de gemeenterekeningen per 31-12-2020 in de openingsbalans van de Grondregie voltooid is op 19 april 2021;

Gelet op het ontwerp van begroting van de Grondregie voorgesteld door het studiebureau, opgenomen in bijlage;

Gelet op het ontwerp van openingsbalans van de Grondregie voorgesteld door het studiebureau en herzien naar aanleiding van de opmerkingen van de gemeenteontvanger, opgenomen in bijlage;

Gelet op het advies van de Adviescommissie inzake het ontwerp van begroting van de Grondregie;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven, de adviescommissie op 6 mei 2021 een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de voorzienbare financiële gevolgen van de begroting 2021 van het Gewoon Gemeentebedrijf;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de exploitatie- en de patrimoniale begroting van de Grondregie, opgenomen in bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de openingsbalans van de Grondregie, opgenomen in bijlage;

Kennis te nemen van het financieel plan van de Grondregie, opgenomen in bijlage.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Intervention de Mr Van Vlasselaer.

1/ remarque préalable : je tiens d'emblée à remercier Madame la Secrétaire communale et son personnel pour les efforts consentis dans ce dossier particulièrement difficile.

Nous savons combien la pression de la charge de travail est lourde, en particulier en cette période d'épidémie et nous comprenons vos problèmes Merci à vous pour votre dévouement au service de la commune !

2/ rappel : à la suite des questions posées en commission du 1er juin 2021, des réponses orales ont été données à certaines d'entre-elles ; les documents écrits sont arrivés très tard en fin d'après-midi de ce 15 juin ce qui n'a laissé qu'un délai trop limité pour un examen convenable des modifications apportées à chacun des documents concernés, dont le bilan d'ouverture de la régie !

Par ailleurs, il convient de retenir que le délai légal et normal de 5 à 7 jours de transmission des documents n'a pas été respecté ce qui ouvre la voie à un recours auprès de l'autorité de tutelle !

3/ les autres questions que l'on peut qualifier « d'informations n'ont à ce jour pas reçus de réponse, en particulier la date certaine à laquelle la scission sera effective, étant entendu que légalement celle-ci ne peut être rétroactive !

4/ après prise de connaissance, les documents fournis n'apportent pas d'éléments suffisants

pour garantir que le bilan d'ouverture donne une « image sincère et fidèle » de la situation de la régie

5/ il ressort des nouveaux documents que la compréhension des certaines directives de l'arrêté du 6 novembre 2003 ne sont pas maîtrisées, notamment quant à la présentation des « fiches projets »

6/En se dotant d'un nouvel outil de gestion de son patrimoine privé, la commune doit garantir que les comptes de la régie seront présentés dans le même délai que les comptes communaux afin que le conseil puisse suivre et contrôler l'évolution des chantiers délégués à la régie ,...ce qui n'est pas assuré !

7/De sérieux doutes planent encore sur la fiabilité des données et documents fournis compte tenu des corrections, erreurs ou modifications rencontrées jusqu'à ce jour.

Intervention de Mme Koplowicz.

Je voulais également souligner le fait que j'ai vu ces documents arriver aujourd'hui et que l'on a pas su travailler correctement sur ces documents en si peu de temps. Ce n'est pas simple de travailler comme cela ! Nous nous abstiendrons le temps de voir ce qui va être réellement être fait (logements sociaux, etc.).

Réponse de Mme De Ridder.

J'entends bien vos réserves quant à la transmission tardive des documents. Dès le lendemain de la commission logement de juin, tout le monde s'est penché sur la liste des questions transmises. Ils ont travaillé avec ardeur et rigueur. Je rappelle que c'est un projet qui a débuté lors de la précédente mandature et que le bureau d'étude a travaillé pendant de nombreuses années pour ce projet, pour les différents scénarii, pour la création des statuts. Pour ma part, je suis heureuse que ce projet qui date d'il y a 6 ans, aboutisse aujourd'hui.

Réplique de Mr Van Vlasselaer.

Il ne faut pas confondre les réponses aux questions et les documents officiels comptables, chiffrés. Ce sont deux choses différentes. Dans mon intervention, ce sont à ces documents-là que je me réfère. Ils sont essentiels en ce qui concerne le bilan de départ et sa fiabilité. Si nous sommes bien favorables à la mise en place d'un tel outil pour mieux gérer le patrimoine communal, nous regrettons la manière dont il a été créé et le manque de fiabilité de certains documents qui fondent la décision. DÉFI s'abstiendra lors du vote sur ce dossier.

Tussenkomsst van de heer Van Vlasselaer

1/ Voorafgaande opmerking: Ik zou wil de gemeentesecretaris en haar medewerkers te bedanken voor hun inspanningen in dit bijzonder moeilijk dossier.

Wij weten hoe zwaar de werkdruk is, vooral in deze pandemie, en wij begrijpen uw problemen. Dank voor uw toewijding ten dienste van de gemeente!

2/ Ter herinnering: naar aanleiding van de vragen die in het comité van 1 juni 2021 werden gesteld, werden sommige daarvan mondeling beantwoord; de documenten kwamen zeer laat aan in de namiddag van 15 juni, waardoor er te weinig tijd overbleef voor een behoorlijk onderzoek van de wijzigingen die in elk van de documenten werden aangebracht, met inbegrip van de openingsbalans van de regie!

Bovendien moet worden opgemerkt dat de normale wettelijke termijn van 5 tot 7 dagen voor de toezending van documenten niet in acht is genomen, wat de weg vrijmaakt voor een beroep bij de toezichthoudende overheid!

3/ De overige vragen die als "informatie" kunnen worden aangemerkt, zijn nog niet beantwoord, met name de datum waarop de splitsing van kracht wordt, aangezien dat wettelijk niet met terugwerkende kracht kan!

4/ Na kennis te hebben genomen van de stukken blijkt dat deze niet voldoende elementen bevatten om te waarborgen dat de openingsbalans een "getrouw beeld" geeft van de situatie van de regie.

5/ Uit de nieuwe documenten blijkt dat men bepaalde richtlijnen van het besluit van 6 november 2003 niet goed begrijpt, met name wat betreft de presentatie van ‘projectfiches’.

6/ Bij gebruik van een nieuw beheersinstrument voor haar privévermogen moet de gemeente garanderen dat de rekeningen van de regie binnen dezelfde termijn worden gepresenteerd als de gemeenterekeningen, zodat de gemeenteraad de evolutie van de aan de regie gedelegeerde werkzaamheden kan volgen en controleren, wat niet verzekerd is.

7/ Er bestaat nog steeds ernstige twijfel over de betrouwbaarheid van de verstrekte gegevens en documenten, rekening houdend met de aangebrachte correcties, fouten en doorgevoerde wijzigingen.

Tussenkomst van mevrouw Koplowicz

Ik wilde er ook op wijzen dat ik deze documenten vandaag heb ontvangen en dat we er in zo'n korte tijd niet behoorlijk aan konden werken. Het is niet gemakkelijk om zo te werken! Wij zullen ons van stemming onthouden totdat we zien wat er werkelijk gebeurt (sociale huisvesting, ...).

Antwoord van mevrouw De Ridder

Ik begrijp uw bedenkingen over de late toezending van documenten. De dag na de huisvestingscommissie van juni was iedereen bezig met de lijst van de vragen. Ze werkten hard en rigoureuus. Ik herinner u eraan dat dit een project is dat in de vorige bestuursperiode is begonnen en dat het studiebureau vele jaren aan dit project, de verschillende scenario's en de opstelling van de statuten heeft gewerkt. Ikzelf ben blij dat dit project, dat al zes jaar loopt, nu tot een eindpunt komt.

Antwoord van de heer Van Vlasselaer

U moet de antwoorden op de vragen niet mengen met de officiële boekhoudkundige stukken, met cijfers. Dat zijn twee verschillende zaken. In mijn tussenkomst verwijs ik naar deze documenten. Zij zijn van essentieel belang voor de beginbalans en de betrouwbaarheid ervan. Hoewel wij voorstander zijn van de invoering van een dergelijk instrument om het gemeentepatrimonium beter te beheren, betreuren wij de wijze waarop het tot stand is gekomen en het gebrek aan betrouwbaarheid van bepaalde documenten waarop de beslissing gebaseerd is. DéFI zal zich onthouden van stemming over dit dossier.

6 annexes / 6 bijlagen

24 **Logements - Régie Foncière de Forest – Approbation des budgets et du bilan d’ouverture de la régie foncière – Prise d’information de la projection - Approbation du budget et du budget patrimonial - Revu. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment les article 84 § 1er, 117 et 149;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu l’arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l’arrêté susvisé;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Revu le projet de décision reporté du Conseil du 18 mai et à l'ordre du jour sous le n° 20 ;

Considérant que les documents soumis à l'approbation par la décision revue ont été présentés en Commission du Conseil communal le 1^{er} juin 2021;

Considérant que suite à cette Commission, des incohérences sont apparues au niveau du bilan d'ouverture et du budget :

Considérant que les montants repris à l'actif et au passif du bilan d'ouverture ne correspondaient pas aux montants d'investissements et emprunts transférés repris en annexe;

Considérant qu'un montant d'investissements de 30 000 € à financer par emprunt était repris par erreur au bilan d'ouverture de la régie foncière et doit être supprimé ;

Considérant que cette suppression diminue les charges financières et le montant à transférer du budget d'exploitation pour les annuités d'emprunt ;

Considérant que les financements prévus des projets de logements Huileries et Neerstalle 110-114 étaient incomplètement repris aux annexes 3 et 4 du budget;

Considérant que conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales, la commission d'avis a émis, en date du 14 juin 2021, un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2021 de la Régie Communale Ordinaire ;

Considérant que ces modifications au bilan d'ouverture et aux budgets de la régie foncière ont des implications sur les projections financières 2021-2025;

DECIDE

D'approuver le bilan d'ouverture de la régie foncière joint en annexe;

D'approuver le budget d'exploitation et patrimonial de la régie foncière joint en annexe;

De prendre pour information les projections financières jointes en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 21 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Huisvesting - Grondregie van Vorst – Goedkeuring van de begrotingen en van de openingsbalans van de grondregie – Kennisname – Kennisneming van de prognose - Goedkeuring van de begroting en de patrimoniale begroting - Herzien. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

Revu le projet de décision reporté du Conseil du 18 mai et à l'ordre du jour sous le n° 20 ;

Overwegende dat de openingsbalans en de begrotingen van de Grondregie soumis à l'approbation par la décision revue ont été présentés en Commission du Conseil communal le 1^{er} juin 2021;

Considérant que suite à cette Commission, des incohérences sont apparues au niveau du bilan d'ouverture et du budget :

Considérant que les montants repris à l'actif et au passif du bilan d'ouverture ne correspondaient pas aux montants d'investissements et emprunts transférés repris en annexe;

Considérant qu'un montant d'investissements de 30 000 € à financer par emprunt était repris par erreur au bilan d'ouverture de la régie foncière et doit être supprimé;

Considérant que cette suppression diminue les charges financières et le montant à transférer du budget d'exploitation pour les annuités d'emprunt ;

Considérant que les financements prévus des projets de logements Huileries, et Neerstalle 110-114 étaient incomplètement repris aux annexes 3 et 4 du budget;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven, de adviescommissie op 14 juni 2021 een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de voorzienbare financiële gevolgen van de begroting 2021 van het Gewoon Gemeentebedrijf;

Considérant que ces modifications au bilan d'ouverture et aux budgets de la régie foncière ont des implications sur les projections financières 2021-2025;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de openingsbalans van de Grondregie, opgenomen in bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de exploitatie en de patrimoniale begroting van de Grondregie, opgenomen in bijlage;

Kennis te nemen van de financiële prognose van de Grondregie, opgenomen in bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 21 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowitz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

9 annexes / 9 bijlagen

25 **Logement – Marché public – Travaux de rénovation d’une terrasse sur toiture plate, 80 Rue de Fierlant à 1190 Forest – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) – Approbation des conditions, du mode de passation , des firmes à consulter et de l’attribution – Application de l’article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 relatifs aux compétences du collège du bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 144.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l’article 90 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu’il y a lieu de conclure un marché pour des travaux de rénovation d’une terrasse sur toiture plate du logement du premier étage, Rue de Fierlant 80 à 1190 Forest en vue de éliminer les infiltrations dans le logement Communal du rez-de-chaussée.

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 décembre 2020 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «Travaux de rénovation d’une terrasse sur toiture plate, 80 Rue de Fierlant à 1190 Forest», le montant estimé s’élevant à 9.055,00€ HTVA, soit 9.598,30 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2020;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 décembre 2020 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «Travaux de rénovation d’une terrasse sur toiture plate, 80 Rue de Fierlant à 1190 Forest» , le montant estimé s’élevant à 9.055,00 € HTVA, soit 9.598,30 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Huisvesting – Overheidsopdracht – Renovatiewerken aan een terras op een plat dak, de Fierlantstraat 80 te 1190 Vorst – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma’s en van de gunning – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 144.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor renovatiewerken aan een terras op een plat dak van de woning op de eerste verdieping, de Fierlantstraat 80 te 1190 Vorst, om komaf te maken met infiltraties in de gemeentelijke woning op het gelijkvloers;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “Renovatiewerken aan een terras op een plat dak, de Fierlantstraat 80 te 1190 Vorst”, waarbij de raming 9.055,00 € excl. btw of 9.598,30 € incl. btw bedraagt en waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “Renovatiewerken aan een terras op een plat dak, de Fierlantstraat 80 te 1190 Vorst”, waarbij de raming 9.055,00 € excl. btw of 9.598,30 € incl. btw bedraagt en waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

- 26 **Prévention – Coördination générale – Convention de subventionnement concernant l’engagement de personnel chargé de l’encadrement de mesures judiciaires pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 – Approbation.**

LE CONSEIL ,

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l’article 69, modifiée par les lois du 21 décembre 1994, 25 mai 1999, 22 décembre 2003, 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et du 20 décembre 2016 ;

Vu l’arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d’une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l’accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l’ « AR » ;

Vu l’arrêté ministériel du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes

peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' « AM » ;

Vu le courriel du 03 mai 2021 émanant du service général Justice et Justiciable de la Fédération Wallonie-Bruxelles Maisons de justice nous transmettant la convention 2020 relative au subventionnement du/des projet(s) d'accompagnement des mesures judiciaires alternatives soutenu(s) par la commune de Forest ;

Vu la convention de subventionnement des mesures judiciaires alternatives ;

Attendu que nous joignons en annexe la copie de la convention à signer entre la Commune de Forest et le Service Public Fédéral Justice ;

DECIDE ,

D'approuver les termes de la convention ci-jointe conclue pour l'année 2020 entre la Commune de Forest et le Service Public Fédéral Justice.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Preventie – Algemene coördinatie – Subsidieovereenkomst betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode van 01/01/2020 tot 31/12/2020 – Goedkeuring.

DE RAAD ,

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid artikel 69, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 25 mei 1999, 22 december 2003, 27 december 2006, 12 mei 2014 en 20 december 2016 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna "het KB" genoemd ;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna "het MB" genoemd ;

Gelet op de e-mail van 3 mei 2021 van de Service général Justice et Justiciable de la Fédération Wallonie-Bruxelles - Maisons de justice waarin ons de overeenkomst 2020 werd overgemaakt betreffende de subsidiëring van het (de) project(en) inzake begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen ondersteund door de gemeente Vorst ;

Gelet op de subsidieovereenkomst voor alternatieve gerechtelijke maatregelen ;

Overwegende dat wij als bijlage de kopie van de overeenkomst die moet worden ondertekend tussen de gemeente Vorst en de Federale Overheidsdienst Justitie, toevoegen ;

BESLIST :

De bepalingen van de bijgevoegde overeenkomst afgesloten voor het jaar 2020 tussen de gemeente Vorst en de Federale Overheidsdienst Justitie goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Intervention de Mme Koplowicz.

Pourquoi arrive-t-on si tard avec cette convention de 2020 ? Quid de 2021 ?

Réponse de Mme El Omari.

Le Ministre vient seulement de signer la convention de 2020. Nous avons déjà demandé la convention de 2021. Le service de prévention est attentif au suivi.

Tussenkomst van mevrouw Koplowicz

Waarom zijn we zo laat met deze overeenkomst voor 2020? En quid voor 2021?

Antwoord van mevrouw El Omari

De minister heeft de overeenkomst voor 2020 pas ondertekend. We hebben al gevraagd naar de overeenkomst voor 2021. De preventiedienst zorgt voor de follow-up.

4 annexes / 4 bijlagen

Cohésion sociale - Sociale cohesie

27 Cohésion sociale – Approbation et signature des conventions particulières FIPI 2021 avec les promoteurs.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets du Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (FIPI) 2021 lancé par la Commission Communautaire Française en date du 16 novembre 2020 ;

Considérant qu'un montant de **143.600 €** (cent-quarante-trois mille six cent euros) a été attribué à la commune de Forest dans le cadre du FIPI communal 2021 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11 février 2021 arrêtant la répartition FIPI 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 20 avril 2021 approuvant la répartition FIPI 2021 ;

Vu l'arrêté 2021/596 du Collège de la COCOF octroyant une subvention aux projets présentés par les Communes pour couvrir des frais de fonctionnement et/ou de personnel approuvés pour 2021 dans le cadre du FIPI – AB 22 002 00 12 en date du 15 mars 2021 ;

Considérant que la Commune de Forest a présenté un projet pour couvrir des frais de fonctionnement et/ou de personnel approuvé pour 2021 dans le cadre du FIPI ;

Considérant l'article 2 de l'arrêté 2021/596 du Collège de la COCOF, le montant de 143.600 € (cent-

quarante-trois mille six cents euros) est octroyé à la Commune de Forest comme financement de son projet dans le cadre du FIPI portant sur la période située entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021. Les frais couverts sont des frais de fonctionnement et/ou de personnel ;

Vu La Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE,

D'approuver les **conventions particulières FIPI 2021** ci-annexées entre la Commune et les promoteurs ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins le pouvoir de signer les **conventions particulières** avec les associations Al Malak, APOMSA, Atoll, Bras dessus Bras dessous, Entraide & Culture, EVEIL, Forest Quartiers Santé, Habitat et Rénovation, Le Cairn, Maison des Jeunes de Forest, Maison de Quartier Saint-Antoine, Medina, Partenariat Marconi et Une Maison en Plus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Sociale cohesie – Goedkeuring en ondertekening van de bijzondere IFMB 2021-overeenkomsten met de promotoren.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep van het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (IFMB) 2021, uitgeschreven door de Franse Gemeenschapscommissie op 16 november 2020 ;

Overwegende dat er in het kader van het gemeentelijke IFMB 2021 een bedrag van **143.600 €** (honderddrieënveertigduizend zeshonderd euro) toegekend werd aan de gemeente Vorst ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 februari 2021 tot vaststelling van de verdeling van het IFMB 2021 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 april 2021 tot goedkeuring van de verdeling van het IFMB 2021 ;

Gelet op het besluit 2021/596 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot toekenning van een subsidie voor projecten voorgelegd door de Gemeenten, met het oog op de dekking van werkings- en/of personeelskosten, goedgekeurd voor 2021 in het kader van het IFMB - BA 22 002 00 12 op 15 maart 2021 ;

Overwegende dat de gemeente Vorst een project heeft ingediend om werkings- en/of personeelskosten te dekken, goedgekeurd voor 2021 in het kader van het IFMB ;

Overwegende artikel 2 van het besluit 2021/596 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt het bedrag van 143.600 € (honderddrieënveertigduizend zeshonderd euro) toegekend aan de gemeente Vorst als financiering van haar project in het kader van het IFMB voor de periode tussen 1 januari 2021 en 31 december 2021. De gedekte kosten zijn werkings- en/of personeelsuitgaven ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de **bijzondere IFMB 2021-overeenkomsten** tussen de Gemeente en de promotoren, opgenomen in bijlage ;

Het College van Burgemeester en Schepenen machtiging te verlenen om de **bijzondere overeenkomsten** met de verenigingen Al Malak, APOMSA, Atoll, Bras dessus Bras dessous, Entraide & Culture, EVEIL, Forest Quartiers Santé, Habitat et Rénovation, Le Cairn, Jeugdhuis van Vorst, Buurthuis Sint-Antonius, Medina, Partenariat Marconi en Une Maison en Plus te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

15 annexes / 15 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Ecoles - Scholen

- 28 **Affaires communautaires – Enseignement néerlandophone – Personnel enseignant subventionné du GBS De Wereldbrug & GBS De Puzzel – Déclaration des places vacantes pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à partir du 1er juillet 2021.**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions légales et plus particulièrement le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, section 3 – art 33, concernant la position légale de certains employés de l'enseignement subventionné et des centres d'accompagnement d'élèves subventionnés ;

Vu les heures de cours disponibles dans les écoles et la composition du personnel d'enseignants subventionnés en date du 15 mai 2021 dans les écoles communales GBS De Wereldbrug et GBS De Puzzel ;

Considérant que si, en date du 1^{er} juillet 2021, les heures de cours reprises ci-dessous sont vacantes, et qu'il est dès lors possible de faire des nominations permanentes pour ces heures ;

Vu la décision du Conseil du 24 juin 2003 de faire adhérer les écoles communales GBS De Wereldbrug et GBS De Puzzel à un nouveau groupe d'écoles portant le nom Spectrum ;

Vu la notification du 11 mai 2020 auprès de l'Agence des services de l'enseignement de la Communauté flamande, sur la poursuite de la Scholengemeenschap Spectrum pour la période 2020-2026 ;

Considérant la procédure proposée et approuvée par les 7 écoles au sein de Spectrum, concernant la déclaration des places vacantes pour une nomination permanente, au sein du groupe ;

DECIDE :

Article 1:

De prendre acte de la déclaration de places vacantes, à partir du 1^{er} juillet 2021, pour une nomination

permanente dans une fonction de recrutement, à charge de la Communauté flamande :

GBS De Wereldbrug:

Enseignant.e primaire	pour 8 HC par semaine (TP = 24 HC);
Enseignant.e maternelle	pour 40 HC par semaine (TP = 24 HC);
Puériculteur/trice	Pour 1 HM par semaine (TP= 32 HM)
Enseignant de religion protestante	pour 10 HC par semaine (TP = 24 HC);
Assistant.e administratif/ve	pour 12 HM par semaine (TP = 36 HM);
ICT-coordonateur/trice	pour 4 HM par semaine (TP = 36 HM);

(**HC** = heures de cours, **HM** = heures sur une montre, **TP** = temps plein)

GBS De Puzzel :

Enseignant.e primaire	pour 2 HC par semaine (TP = 24 HC);
Enseignant.e maternelle	pour 24 HC par semaine (TP = 24 HC);
Puériculteur/trice	Pour 1 HM par semaine (TP= 32 HM)
Enseignant de religion protestante	pour 4 HC par semaine (TP = 24 HC);
Assistant.e administratif/ve	pour 27 HM par semaine (TP = 36 HM);
Coordinateur/trice de l'encadrement renforcé	pour 19 HM par semaine (TP = 36 HM);
ICT-coordonateur/trice	pour 4 HM par semaine (TP = 36 HM);

(**HC** = heures de cours, **HM** = heures sur une montre, **TP** = temps plein)

Article 2:

De prendre acte que le directeur coordinateur de Spectrum et les directions du groupe d'écoles informera avant le 25 mai 2021 l'ensemble du personnel enseignant des différentes écoles de ces dispositions;

De prendre acte que le personnel enseignant subventionné du groupe d'écoles Spectrum, qui souhaiterait postuler pour une place vacante avec nomination permanente, doit adresser sa candidature par lettre recommandée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, rue du Curé 2, 1190 Bruxelles et ce uniquement par le formulaire établi par Spectrum **au plus tard le 15 juin 2021** ;

Les candidatures incomplètes, tardives (après le 15 juin 2021) ou non conformes aux prescriptions établies par Spectrum, ne seront pas prises en considération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Gemeenschapszaken – Nederlandstalig onderwijs – Gesubsidieerd onderwijzend personeel van GBS De Wereldbrug & GBS De Puzzel – Vacantverklaringen voor een vaste benoeming in een wervingsambt, met ingang van 1 juli 2021.

DE RAAD,

Gelet op de wettelijke bepalingen en meer bepaald het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap d.d. 27 maart 1991, afd. 3 – art. 33, betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Overwegende de beschikbare lessen in de scholen en de samenstelling van het gesubsidieerde personeel op 15 mei 2021 in de gemeentescholen GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel;

Overwegende dat op 1 juli 2021 onderstaande lessen vacant zijn en vaste benoemingen kunnen gebeuren voor die lestijden/-uren;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 juni 2003 om de gemeentescholen GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel deel te laten uitmaken van een nieuwe scholengemeenschap met de naam Spectrum;

Gelet op de melding van de bestending van scholengemeenschap Spectrum voor de periode 2020-2026 aan het Agentschap voor Onderwijsdiensten van de Vlaamse Gemeenschap op 11 mei 2020;

Overwegende de voorgestelde en goedgekeurde procedure van de 7 betrokken scholen binnen scholengemeenschap Spectrum met betrekking tot de vacantverklaringen voor vaste benoemingen binnen de scholengemeenschap;

BESLIST :

Artikel 1:

Akte te nemen van de vacantverklaring, met ingang van 1 juli 2021, voor een vaste benoeming in een wervingsambt, ten laste van de Vlaamse Gemeenschap:

GBS De Wereldbrug:

Onderwijzer(es) lagere school	voor 8 LT per week (VT = 24 LT);
Kleuteronderwijzer(es)	voor 40 LT per week (VT = 24 LT);
Kinderverzorger/-ster	voor 1 KU per week (VT= 32 KU);
Leermeester protestantse godsdienst	voor 10 LT per week (VT = 24 LT);
Administratief medewerker/-ster	voor 12 KU per week (VT = 36 KU);
ICT-coördinator/-trice	voor 4 KU per week (VT = 36 KU);

(LT = lestijden, KU = klokuren, VT = voltijds)

GBS De Puzzel:

Onderwijzer(es) lagere school	voor 2 LT per week (VT = 24 LT);	
Kleuteronderwijzer(es)	voor 24 LT per week (VT = 24 LT);	
Kinderverzorger/-ster	voor 1 KU per week (VT= 32 KU);	
Leermeester protestantse godsdienst	voor 4 LT per week (VT = 24 LT);	
Administratief medewerker/-ster	voor 27 KU per week (VT = 36 KU);	
Zorgcoördinator/-trice	voor 19 KU per week (VT = 36 KU);	
ICT-coördinator/-trice	voor 4 KU per week (VT = 36 KU);	

(LT = lestijden, KU = klokuren, VT = voltijds)

Artikel 2:

Akte te nemen dat deze vacante betrekkingen vóór 25 mei 2021 door de coördinerende directeur van scholengemeenschap Spectrum en alle schooldirecties van de scholengemeenschap worden

gecommuniceerd aan alle personeelsleden van de verschillende scholen;

Akte te nemen dat het gesubsidieerde personeel van de scholengemeenschap Spectrum dat in aanmerking wenst te komen voor benoeming in de vacante uren, zich **uiterlijk op 15 juni 2021** per aangetekende brief dient te melden bij het College van Burgemeester en Schepenen, Pastoorstraat 2, 1190 Vorst, via het hiertoe door Spectrum opgestelde formulier;

Onvolledige of laattijdige (na 15 juni 2021) kandidaatstellingen of niet conform de voorschriften opgesteld door Spectrum, worden niet in aanmerking genomen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Intervention de Mme Koplowicz.

Les candidatures doivent rentrer pour le 15 juin. Or, nous sommes le 15 juin. Comment cela a-t-il été résolu ?

Mr Vanslambrouck précise que comme il vient de prendre ses fonctions, il reviendra à cette question suite à une concertation avec le responsable administratif du service de l'enseignement néerlandophone.

Tussenkomst van mevrouw Koplowicz

De kandidaturen moeten binnen voor 15 juni. Het is nu 15 juni. Hoe is dit opgelost?

De heer Vanslambrouck préciseert dat hij, aangezien hij pas is aangetreden, op deze vraag zal terugkomen na overleg met de administratief verantwoordelijke van de dienst Nederlandstalige onderwijs.

Bibliothèque NL - Bibliotheek NL

- 29 **Affaires communautaires – Bibliothèque néerlandophone – Achat de livres pour la collection de la bibliothèque – Commande et livraison réalisée en dehors du cadre d'un marché public – Transaction.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, relatif aux attributions du conseil communal;

Considérant que le marché public n° 2018-F-010 "Fourniture de livres pour les écoles francophones et néerlandophones et la bibliothèque néerlandophone" a été approuvé le 26 mars 2020;

Considérant que des commandes ont été passées auprès de la société Distri-Bib sprl;

Vu les factures y afférentes n° SAJ006254 et SAJ006257 pour l'année 2020 correspondant à un montant de 1504,01 euros TVAC;

Considérant que ces factures se rapportent à des commandes qui ont été réalisées en dehors du cadre d'un marché public et qu'afin de permettre les paiements, une transaction doit être conclue entre la société Distri-Bib sprl et la Commune de Forest;

DECIDE :

De conclure une transaction avec la société Distri-Bib sprl afin de payer les factures n° SAJ006254 et SAJ006257, correspondant à un montant de 1504,01 euros TVAC;

D'approuver à cet effet les termes de la convention ci-annexée;

D'inscrire la dépense à l'article reporté 7672/744-98 - 2020 /53 du service extraordinaire du budget 2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Gemeenschapszaken – Nederlandstalige bibliotheek – Aankoop van boeken voor de bibliotheekcollectie – Bestelling en levering verricht buiten het kader van een overheidsopdracht – Dading.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Overwegende dat de overheidsopdracht nr. 2018-F-010 “Levering van boeken voor de Franstalige en Nederlandstalige scholen en voor de Nederlandstalige bibliotheek” is goedgekeurd op 26 maart 2020;

Overwegende dat er bestellingen werden geplaatst bij de firma Distri-Bib bvba;

Gelet op de desbetreffende facturen nummers SAJ006254 en SAJ006257 van het jaar 2020 voor een bedrag van 1504,01 euro inclusief btw;

Overwegende dat deze facturen betrekking hebben op bestellingen die werden verricht buiten het kader van een overheidsopdracht en dat er, om de betaling mogelijk te maken, een dading moet worden afgesloten tussen de firma Distri-Bib bvba en de Gemeente Vorst;

BESLIST:

Een dading af te sluiten met de firma Distri-Bib bvba teneinde facturen nummers SAJ006254 en SAJ006257, voor een bedrag van 1504,01 euro, incl. btw, te betalen;

Met het oog hierop de bepalingen van de overeenkomst, opgenomen in bijlage, goed te keuren;

De uitgave in te schrijven op het overgedragen artikel 7672/744-98 - 2020 /53 van de buitengewone dienst van de begroting 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

30 Mobilité - Achat de dispositifs de stationnement vélo - Budget 2021 – Centrale d'achat de l'Agence de Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

LE CONSEIL,

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 5 juillet 2011 ;

Vu le plan vélo adopté par le Collège des Bourgmestre et Echevins à l'issue du processus BYPAD en sa séance du 22 août 2013 et par le Conseil Communal en séance du 10 septembre 2013 ;

Considérant qu'une offre de parking vélo sécurisé et non-sécurisé est un élément favorisant l'utilisation de ce mode de transport ;

Considérant la demande importante de stationnement vélos sécurisé et non-sécurisé sur le territoire communal ;

Considérant que les emplacements seront déterminés ultérieurement ;

Vu la décision du Conseil Communal du 26 janvier 2021 approuvant la convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence PB.A20-794) « Agence du stationnement – Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien des dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos » ;

Considérant la liste des prix du matériel faisant partie de l'offre du fournisseur désigné pour la centrale d'achat référencée ci-dessus et transmise par l'Agence de stationnement ;

Considérant que le matériel lié au stationnement vélo sécurisé est subsidié par Bruxelles Mobilité à condition que les emplacements prévus soient situés en voirie ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

17 box vélos	4089,50,00 € HTVA/box
Placement des 17 box vélos	460,00 € HTVA/box
TOTAL ACHAT (HTVA)	77.341,50 €
TOTAL ACHAT (TVAC)	93.583,22 €

Considérant le montant aujourd'hui disponible pour les achats d'équipements à l'article 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget 2021, soit 96.200 € ;

Considérant que dans le catalogue de soutien régional aux actions communales de mobilité, il est prévu que la Région finance de l'installation de places de stationnement sécurisées / non sécurisées, moyennant un accord en ce qui concerne les opportunités et le choix des infrastructures cyclistes ;

Vu l'email de Bruxelles-Mobilité accordant un subside de 99.088,11 € à la commune de Forest quant à l'achat de dispositifs d'infrastructure et d'équipements vélo ;

DECIDE :

De désigner l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'acquisition de dispositifs de stationnement vélo dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures du fournisseur désigné par l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

D'inscrire la dépense de 93.583,22 € TVAC pour l'achat de 17 box vélos à l'article 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget 2021 ;

De financer la dépense des box vélos par un subside la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles-Mobilité) ;

D'inscrire la recette de 93.583,22 € à l'article 410/665-52/85 du service extraordinaire du budget 2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 29 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Mobiliteit - Aankoop van fietsparkeervoorzieningen - Begroting 2021 – Aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 5 juli 2011;

Gelet op het fietsplan aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen na afloop van het proces BYPAD in zitting van 22 augustus 2013 en door de Gemeenteraad in zitting van 10 september 2013;

Overwegende dat het aanbieden van beveiligde en niet-beveiligde fietsparkings een element is dat het gebruik van deze vervoerswijze zal stimuleren;

Gelet op de aanzienlijke vraag naar beveiligde en niet-beveiligde fietsstallingen op het gemeentelijke grondgebied;

Overwegende dat de exacte locaties later vastgelegd zullen worden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 januari 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A20-794) "Parkeeragentschap - Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings";

Overwegende de prijslijst van het materiaal dat deel uitmaakt van de offerte van de leverancier aangesteld voor de hierboven vermelde aankoopcentrale en overgemaakt door het Parkeeragentschap;

Overwegende dat het materiaal voor beveiligde fietsstallingen gesubsidieerd wordt door Brussel Mobiliteit, op voorwaarde dat de parkeerplaatsen zich op de openbare weg bevinden;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

17 fietsboxen	4.089,50,00 € excl. btw/box
---------------	-----------------------------

Plaatsing van de 17 fietsboxen	460,00 € excl. btw/box
TOTAAL AANKOOP (excl. btw)	77.341,50 €
TOTAAL AANKOOP (incl. btw)	93.583,22 €

Overwegende het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor de aankopen van uitrustingen op artikel 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2021, namelijk 96.200 €;

Overwegende dat in de catalogus van gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties voorzien is dat het Gewest de installatie van beveiligde / niet-beveiligde parkeerplaatsen financiert, mits een akkoord wat betreft de opportuniteiten en de keuze van de fietsinfrastructuren;

Gelet op de e-mail van Brussel Mobiliteit waarin een subsidie van 99.088,11 € wordt toegekend aan de gemeente Vorst voor de aankoop van voorzieningen voor fietsinfrastructuur en -uitrustingen;

BESLIST:

Het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te stellen voor de aankoop van fietsparkeervoorzieningen waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de leverancier aangesteld door het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De uitgave van 93.583,22 € incl. btw voor de aankoop van 17 fietsboxen in te schrijven op artikel 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

De uitgave voor de fietsboxen te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit);

De ontvangst van 93.583,22 € in te schrijven op artikel 410/665-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

31 **Mobilité - Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale de 99.088,11 € pour l'installation de stationnement vélo.**

LE CONSEIL,

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 5 juillet 2011 ;

Vu le plan vélo adopté par le Collège des Bourgmestres et Echevins à l'issue du processus BYPAD en sa séance du 22 août 2013 et par le Conseil Communal en séance du 10 septembre 2013 ;

Considérant qu'une offre de parking vélo sécurisé est un élément favorisant l'utilisation de ce mode de transport ;

Considérant la demande importante de stationnement vélos sécurisés sur le territoire communal ;

Vu la décision du Conseil Communal du 26 janvier 2021 approuvant la convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence PB.A20-794) « Agence du stationnement – Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien des dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos »

Vu la décision du Conseil Communal du 15 juin 2021 d'acheter des dispositifs de stationnement vélo (17 boxes vélos) ;

Considérant que dans le catalogue de soutien régional aux actions communales de mobilité, il est prévu que la Région finance de l'installation de places de stationnement sécurisées / non sécurisées, moyennant un accord en ce qui concerne les opportunités et le choix des infrastructures cyclistes ;

Vu l'email de Bruxelles Mobilité du 16 mai 2021 accordant un subside à la commune de Forest quant à l'achat de dispositifs d'infrastructure et d'équipements vélo;

Considérant que Bruxelles mobilité a validé les emplacements suivants ;

- Box n°1: Chaussée de Bruxelles, 305
- Box n°2: Avenue du Parc (Place de Rochefort)
- Box n°3: Rue du Canada
- Box n°4 et 5: Rue de Fierlant, 16 et 80
- Box n°6: Rue Edison, 72
- Box n°7: Rue Pierre Decoster, 22
- Box n°8 et 9: Rue des Alliés, 329, 218
- Box n°10: Rue Timmermans, en face du n° 84
- Box n°11: Rue Cervantes , 94
- Box n°12: Avenue Everard, 23
- Box n°13, 14, et 15: Avenue des Armures 26, 96 et en face du n°74
- Box n°16: Avenue Mozart en face du n° 90
- Box n°17, 18, 19 et 20: Avenue des Sept-Bonniers, en face du n°89, 160, 262 et 300

Considérant la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Mobiliteit - Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 99.088,11 € voor de installatie van fietsstallingen.

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 5 juli 2011;

Gelet op het fietsplan aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen na afloop van het proces BYPAD in zitting van 22 augustus 2013 en door de Gemeenteraad in zitting van 10 september 2013;

Overwegende dat een aanbod aan beveiligde fietsparkings een element is dat het gebruik van deze vervoerswijze zal stimuleren;

Gelet op de aanzienlijke vraag naar beveiligde fietsstallingen op het gemeentelijke grondgebied;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 januari 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (Kenmerk PB.A20-794) “Parkeeragentschap - Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings”;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 juni 2020 om fietsstallingsvoorzieningen aan te kopen (17 fietsboxen);

Overwegende dat in de catalogus van gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteitsacties voorzien is dat het Gewest de installatie van beveiligde / niet-beveiligde parkeerplaatsen financiert, mits een akkoord wat betreft de opportuniteiten en de keuze van de fietsinfrastructuren;

Gelet op de e-mail van Brussel Mobiliteit van 16 mei 2021 waarin een subsidie wordt toegekend aan de gemeente Vorst voor de aankoop van voorzieningen voor fietsinfrastructuur en -uitrustingen;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit de volgende locaties heeft goedgekeurd:

- Box nr. 1: Brusselsesteenweg 305
- Box nr. 2: Parklaan (Rochefortplein)
- Box nr. 3: Canadastraat
- Box nr. 4 en 5: de Fierlantstraat 16 en 80
- Box nr. 6: Edisonstraat 72
- Box nr. 7: Pierre Decosterstraat 22
- Box nr. 8 en 9: Bondgenotenstraat 329, 218
- Box nr. 10: Timmermansstraat, tegenover nr. 84
- Box nr. 11: Cervantesstraat 94
- Box nr. 12: Everardlaan 23
- Box nr. 13, 14, en 15: Wapenrustinglaan 26, 96 en tegenover nr. 74
- Box nr 16: Mozartlaan tegenover nr. 90
- Box nr 17, 18, 19 en 20: Zevenbunderslaan, tegenover nr. 89, 160, 262 en 300

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst, aan te nemen;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Intervention de Mr Loewenstein.

Merci pour la communication de la liste exacte des emplacements reprenant sur photo la

localisation exacte. Je sais bien que Bruxelles Mobilité impose que ces box-vélos soient installés sur des places de stationnement pour être subsidiés. C'est donc le cas ici. Je demande à tout le moins au Collège et au service des travaux à veiller à limiter l'impact sur le stationnement qui est rare dans certains quartiers et à ne pas laisser entre une oreille de trottoir, un pied d'arbre et le box-vélo à installer 50cm, 70cm, 1m... comme je peux le voir pour l'un ou l'autre emplacement prévu mais l'y coller le plus possible et tenant compte bien évidemment des prescriptions en termes de sécurité et de visibilité.

Intervention de Mr Hacken.

C'est toujours difficile quand la commission se tient la veille de pouvoir travailler efficacement. J'aurais aimé pouvoir comparer la situation actuelle avec les demandes. Il apparaît que les 17 boxes vont être installés en correspondance avec les demandes, c'est-à-dire principalement en bas de l'Union, du Parc Duden et dans le haut de la commune. Après, faut-il juste répondre aux demandes des habitants ou bien plutôt susciter le shift modal dans les quartiers où il y a moins de demandes ? Peut-être que si l'on installe des boxes vélos dans ces quartiers-là, les gens voudront l'utiliser. Je pense qu'il faut faire les deux. Ici, le choix a été vraiment de répondre aux demandes et j'espère que dans le futur le choix pourra aussi s'orienter sur des quartiers qui sont peut-être un peu moins « vélos » pour l'instant.

Ensuite, le choix idéologique de l'administration régionale qui consiste à accorder une subvention pour le box uniquement dès lors qu'il remplace une place de parking est un peu décevant car il y a des endroits où l'on aurait pu placer des boxes sans déranger les autres piétons, personnes à mobilité réduite, etc.

Intervention de Mr Pierre-De Permentier.

Je regrette que l'on oppose toujours les modes de déplacement alors que certains espaces pourraient être définis de manière pragmatique et ceci sans opposer nécessairement les usagers. C'est assez dommage qu'on reste toujours dans l'idéologie plutôt que de faire du pragmatisme. D'autre part, certains quartiers ne bénéficient pas assez de ces dispositifs par rapport à la demande.

Réponse de Mr Mugabo.

Il y a une forte demande et il y a une corrélation entre les demandes et la densité de la population, ainsi qu'à un panaché sur l'ensemble de la commune. Nous travaillons également à des projets pour des parkings vélos hors voirie (projet des Huileries avec une quarantaine de places pour vélos, Centr'al,...).

Quant à la politique de la Région, nous nous trouvons dans une situation assez inéquitable en terme d'occupation de l'espace public puisque la voiture occupe 70% de celui-ci. Cela paraît légitime de faire en sorte que cet espace soit mieux partagé.

Tussenkost van de heer Loewenstein

Dank u voor het doorgeven van de exacte lijst van plaatsen met foto's van de exacte locatie. Ik ben mij er terdege van bewust dat Brussel Mobiliteit eist dat deze fietsboxen op parkeerplaatsen worden geplaatst om voor subsidie in aanmerking te komen. Dat is hier dus het geval. Ik zou het College en de dienst Werken willen vragen erop toe te zien dat de impact beperkt blijft op het parkeren, wat in bepaalde wijken al beperkt is, en tussen een trottoiruitstulping, een boomvoet en een fietsbox geen tussenruimte te laten van 50 cm, 70 cm, 1 m, ... zoals ik op een van de plannen zie, maar er zo dicht mogelijk bij aan te sluiten, rekening houdend met de voorschriften inzake veiligheid en zichtbaarheid.

Tussenkost van de heer Hacken

Het is altijd moeilijk om efficiënt te werken als de commissie de dag ervoor vergadert. Ik had de huidige situatie graag willen kunnen vergelijken met de aanvragen. Het ziet ernaar uit dat de 17 boxes zullen worden geplaatst overeenkomstig de aanvragen, d.w.z. hoofdzakelijk bij Union, in

het Dudenpark en in hoog-Vorst. Moeten we daarna gewoon antwoorden op de vraag van de inwoners of moeten we eerder een modal shift aanmoedigen in de wijken waar er minder vraag is? Misschien als we in deze wijken fietsboxen plaatsen, zullen mensen ze willen gebruiken. Ik denk dat je beide moet doen. Hier is echt gekozen om in te gaan op de vraag en ik hoop dat er in de toekomst ook zal worden gekozen voor wijken die op dit moment misschien wat minder "fietsgezind" zijn.

Ten tweede is de ideologische keuze van de gewestelijke administratie om alleen een subsidie voor een box toe te kennen als die een parkeerplaats vervangt, een beetje teleurstellend omdat er plaatsen zijn waar boxen hadden kunnen worden geplaatst zonder andere voetgangers of personen met beperkte mobiliteit te hinderen.

Tussenkomsst van de heer Pierre-De Permentier

Ik betreur het dat wij verschillende verplaatsingswijzen tegen elkaar opzetten, terwijl bepaalde ruimten op een pragmatische manier kunnen worden toegewezen zonder dat de gebruikers tegenover elkaar komen te staan. Het is jammer dat we ideologisch in plaats van pragmatisch denken. Anderzijds genieten sommige wijken niet genoeg van deze voorzieningen in verhouding tot de vraag.

Antwoord van de heer Mugabo

Er is een sterke vraag en er is een correlatie tussen de vraag en de bevolkingsdichtheid, en een mix over de hele gemeente. Wij werken ook aan projecten voor fietsenstallingen buiten de straat (project Olieslagerij met een 40-tal fietsplaatsen, Centr'al, ...).

Wat het gewestelijk beleid betreft, bevinden we ons in een tamelijk ongelijke situatie wat de bezetting van de openbare ruimte betreft, aangezien auto's 70% van die ruimte innemen. Het lijkt dus legitiem ernaar te streven dat de ruimte beter wordt gedeeld.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

32 **Motion relative à la mise en place d'un service de transport social (à la demande de Monsieur Hacken, conseillère communale)**

La capacité à se mouvoir détermine en partie notre liberté et notre indépendance. Elle permet d'entretenir une vie sociale et culturelle, de faire ses courses ou de se rendre à des rendez-vous médicaux. Avec l'âge, cette capacité à se déplacer diminue et nos aînés se retrouvent progressivement confrontés à des obstacles de plus en plus difficiles à surmonter.

Les aînés perdent progressivement l'habitude de la conduite due à une baisse des capacités physiques. Ainsi, si 65% des 65-74% conduisent, le chiffre chute à 40% une fois passé la barre des 75 ans et ce, pour continuer à décroître à mesure que l'âge avance^[1].

Ce constat pose le problème des modes alternatifs possibles à la voiture.

Pour les transports en commun, la fréquence d'usage pour les personnes âgées est directement liée à la pénibilité. Les facteurs d'un abandon de ce mode sont multiples : démarrage des bus trop brusques, difficultés à monter et descendre, pas suffisamment de places assises, manque d'abris et de bancs,

rupture de la continuité dans le trajet ...

Ainsi, il ressort que les personnes âgées abandonnent plus rapidement l'usage des transports en commun que la voiture. Que ça soit pour les raisons précédemment citées ou, en raison de problèmes de santé.

Concernant la marche, ce mode de déplacement reste le plus répandu chez les séniors et tend à être largement prédominant, dès 70 ans, sur l'ensemble des autres modes. Toutefois le périmètre de marche diminue sensiblement avec l'âge, avec l'apparition de problèmes de santé ou encore en raison d'un sentiment d'insécurité. pour se limiter à quelques centaines de mètres[2].

Face à la complexité que représente la mobilité pour les aînés, plusieurs initiatives communales de mise en place d'un transport social ont vu le jour. Elles permettent aux plus de 65 ans, qui sont en possession d'un certificat médical attestant de l'incapacité à se déplacer par leur propre moyen et à utiliser les transports en commun, de disposer d'un service leurs garantissant un trajet porte-à-porte, sûr, convivial et financièrement attractif. Jugé non rentable par le secteur des taxis, les trajets effectués par les transports sociaux offrent la possibilité de se déplacer au sein de la commune.

A Woluwe-Saint-Pierre, le service est financé de manière ingénieuse via plusieurs canaux :

- Les revenus de la publicité que les commerçants locaux apposent sur le véhicule.
- Le personnel est pour partie sous contrat d'insertion (Art 60 du CPAS par exemple).
- Des chauffeurs bénévoles renforcent l'équipe.
- La contribution des bénéficiaires (2€/ cours dans la commune, 4€ dans les communes limitrophes).

En fonction depuis 2015, ce service est un succès avec quotidiennement plus de 50 courses réalisées. Ce succès est dû à l'ancrage local du service qui crée la confiance des bénéficiaires, et à la façon de le structurer qui en fait une opération win-win pour tous les acteurs.

La commune d'Etterbeek a également lancé un service similaire qui vient en complément à l'attribution des chèques-taxis. Deux véhicules peuvent effectuer des déplacements pour les PMR et les séniors dans le cadre de soins de santé, pour aller chercher des médicaments, pour des achats ménagers ou pour des sorties de loisirs. La course est calculée en fonction de la destination :

- 1,5€/trajet dans la commune
- 0,6€/km en dehors de la commune

Nous pensons que l'instauration d'un service de transport social dans notre commune permettra de créer une offre de mobilité complémentaire, peu coûteuse, qui favorisera l'autonomie des seniors.

Motion communale relative à la mise en place d'un service de transport social

Le Conseil communal de Forest :

- Vu les ambitions de GoodMove visant à encourager le report modal vers la marche, le vélo et les transports en commun ;

- Vu la fiche C5 de GoodMove souhaitant améliorer les services de transport des PMR ;
- Considérant le vieillissement de la population ;
- Considérant la difficulté des seniors, se voyant contraint médicalement de ne plus utiliser les transports en commun, à se déplacer ;
- Considérant que la politique des chèques taxi subsidiables ne rencontre pas un grand succès à Forest : 1.426 en 2019 soit 4/jours ;
- Considérant les réussites des projets de transport social de Woluwe-Saint-Pierre avec 50 courses/jours et d'Etterbeek ;
- Considérant le désintérêt du secteur des taxi pour ces petites courses ;
- Considérant la nécessité de protéger l'autonomie des seniors ;
- Considérant le caractère complémentaire de l'offre TaxiBus de la STIB ;

Demande au Collège des Bourgmestre et Échevins :

- D'étudier la faisabilité de créer un service de transport social dans la commune.
- De présenter le résultats de cette analyse aux conseillers communaux d'ici 1 an.

[1] Belgian daily mobility 2012

[2] Mobilité des personnes âgées, Claude Dumas, 2012

Le point est reporté.

31 votants : 31 votes positifs.

Motie betreffende de invoering van een dienst voor sociaal vervoer (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid)

De mogelijkheid om ons te verplaatsen bepaalt voor een deel onze vrijheid en zelfstandigheid. Het stelt ons in staat een sociaal en cultureel leven te leiden, boodschappen te doen of naar medische afspraken te gaan. Naarmate we ouder worden, neemt ons vermogen om ons te verplaatsen af en onze senioren worden geleidelijk geconfronteerd met obstakels die steeds moeilijker te overwinnen zijn.

Ouderen verliezen geleidelijk de gewoonte om te rijden omdat hun lichamelijke vermogens afnemen. Terwijl 65% van de leeftijdsgroep van de 65-74-jarigen met de auto rijdt, daalt dat cijfer tot 40% zodra zij de 75 jaar overschrijden, en het blijft dalen naarmate de leeftijd vordert.[\[1\]](#)

Die vaststelling brengt ons bij de kwestie van de mogelijke alternatieven voor de auto.

Wat het openbaar vervoer betreft, houdt de gebruiksfrequentie voor ouderen rechtstreeks verband met de moeilijkheidsgraad van het gebruik. Er zijn tal van redenen om van deze vervoerswijze af te zien: de bus vertrekt te snel, in- en uitstappen is moeilijk, er zijn onvoldoende zitplaatsen, er zijn niet genoeg schuilhokjes en banken, er is geen continuïteit in het traject, ...

Het blijkt dus dat ouderen sneller afzien van het gebruik van het openbaar vervoer dan van de auto. Dat kan om de bovengenoemde redenen of wegens gezondheidsproblemen zijn.

Stappen blijft het meest gebruikte vervoermiddel bij ouderen en vanaf de leeftijd van 70 jaar heeft deze verplaatsingswijze de overhand op alle andere. De wandelperimeter neemt echter sterk af met de leeftijd, door gezondheidsproblemen of een gevoel van onveiligheid, en stilaan geraakt men beperkt tot enkele honderden meters.[\[2\]](#)

Gezien de complexiteit van de mobiliteit van bejaarden, zijn er verschillende gemeentelijke initiatieven gelanceerd om sociaal vervoer te organiseren. Dit biedt een veilige, aangename en betaalbare deur-tot-deurdienst voor 65-plussers die een medisch attest hebben waaruit blijkt dat zij niet in staat zijn zich op eigen kracht te verplaatsen en geen gebruik kunnen maken van het openbaar vervoer. De door de taxisector onrendabel geachte ritten van het sociaal vervoer bieden de mogelijkheid zich binnen de gemeente te verplaatsen.

In Sint-Pieters-Woluwe wordt de dienst op een ingenieuze manier gefinancierd via verschillende kanalen:

- Inkomsten uit reclame voor lokale handelaars op het voertuig.
- Het personeel heeft deels een inschakelingscontract (bv. art. 60 OCMW).
- Er zijn ook vrijwilligers die als chauffeur meewerken.
- De bijdrage van de gebruikers (2 €/rit in de gemeente, 4 € naar buurgemeenten).

Deze dienst bestaat sinds 2015 en is een succes met meer dan 50 ritten per dag. Dit succes is te danken aan de lokale verankering van de dienst, die vertrouwen wekt bij de doelgroep, en aan de manier waarop de dienst is gestructureerd, waardoor het voor iedereen een win-win-operatie is.

Ook de gemeente Etterbeek heeft een soortgelijke dienst opgezet als aanvulling op de taxicheques. Twee voertuigen kunnen worden gebruikt om personen met een beperkte mobiliteit en senioren te vervoeren voor medische afspraken, om medicijnen te gaan halen, voor gewone boodschappen of voor vrijetijdsuitstapjes. Het tarief wordt berekend op basis van de bestemming:

- 1,5 €/rit binnen de gemeente
- 0,6 €/km buiten de gemeente

Wij denken dat de invoering van een dienst voor sociaal vervoer in onze gemeente een aanvullend en

goedkoop mobiliteitsaanbod zal creëren dat de autonomie van senioren zal bevorderen.

Motie betreffende de invoering van een dienst voor sociaal vervoer

De Gemeenteraad van Vorst:

- Gelet op de ambities van GoodMove om een modal shift naar stappen, fietsen en openbaar vervoer aan te moedigen;
- Gelet op fiche C5 van GoodMove, dat de vervoersdiensten voor gehandicapten en personen met beperkte mobiliteit wil verbeteren;
- Overwegende de vergrijzing van de bevolking;
- Overwegende de moeilijkheid voor senioren die om medische redenen het openbaar vervoer niet meer gebruiken, om zich te verplaatsen;
- Overwegende het feit dat het beleid van de subsidieerbare taxicheques niet erg succesvol is in Vorst: 1.426 in 2019, dus 4/dag;
- Overwegende het succes van de projecten voor sociaal vervoer in Sint-Pieters-Woluwe met 50 ritten/dag en in Etterbeek;
- Overwegende het gebrek aan belangstelling van de taxisector voor deze kleine ritten;
- Overwegende de noodzaak om de autonomie van senioren te vrijwaren;
- Overwegende het complementaire karakter van het TaxiBus-aanbod van de MIVB;

Verzoekt het College van Burgemeesters en Schepenen:

- De haalbaarheid te bestuderen van de invoering van een dienst voor sociaal vervoer in de gemeente.

- De resultaten van deze analyse binnen een jaar aan de gemeenteraadsleden voor te leggen.

[1] Belgian daily mobility 2012

[2] Mobilité des personnes âgées, Claude Dumas, 2012

Het punt wordt verdaagd.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

33 **Motion de soutien à un encadrement contraignant des loyers sur tout le territoire bruxellois (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

Considérant qu'à Bruxelles les loyers ont augmenté de plus de 20 %, en plus de l'évolution du coût de la vie, depuis 2004 ;

Considérant que le loyer moyen d'un appartement à Bruxelles est de 1 100€ hors charges en 2019 ;

Considérant qu'un locataire moyen dépense entre 40 % et 60 % de la part de ses revenus pour son loyer ;

Considérant que des loyers trop chers conduisent au mal-logement (densité trop élevée par logement, insalubrité, ...) et accentuent la pauvreté ;

Considérant que plus de 49 000 familles sont actuellement sur liste d'attente d'un logement social et qu'entre temps, ces familles sont forcées de s'appauvrir sur le marché privé ;

Considérant que la part de logement social et public sur le marché locatif bruxellois est beaucoup trop faible, ce qui ne permet pas de répondre à la demande croissante de logements abordables ;

Considérant que, depuis plusieurs années, la grande majorité des logements créés sont le fait de promoteurs privés - visant à obtenir un maximum de retour sur investissement -, ce qui produit une augmentation des prix de l'immobilier et des loyers ;

Considérant qu'une "grille indicative des loyers" - disponible sur le site loyers.brussels - a été élaborée par le gouvernement bruxellois en 2017, et que cette grille indique une fourchette de prix moyens en fonction de certains critères objectifs d'un bien locatif ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures non pas indicatives mais bien contraignantes afin de limiter l'explosion des prix du marché privé, afin de faire baisser de nombreux loyers, et afin de rendre plus effectif le droit au logement digne et abordable pour la population ;

Le conseil communal de Forest décide :

- de demander au Collège qu'il s'engage à ce que l'ensemble de ses logements communaux ne pas dépassent pas le loyer maximum indiqué par la grille des loyers ;

- de demander au gouvernement et au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale de rendre la grille établie sur loyers.brussels contraignante pour l'ensemble des logements privés et publics.

Le point est reporté.

31 votants : 31 votes positifs.

Motie ter ondersteuning van een bindend kader voor de huurprijzen voor het hele Brusselse grondgebied (op vraag van mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Overwegende dat de huurprijzen in Brussel sinds 2004 meer dan 20% gestegen zijn bovenop de evolutie van de kosten van levensonderhoud;

Overwegende dat in 2019 de gemiddelde huurprijs van een appartement in Brussel € 1100 exclusief kosten bedraagt;

Overwegende dat een gemiddelde huurder tussen 40 % en 60 % van zijn inkomen aan huur uitgeeft;

Overwegende dat te hoge huurprijzen leiden tot slechte huisvesting (te hoge dichtheid per woning, ongezonde woningen, ...) en armoede versterken;

Overwegende dat momenteel meer dan 49.000 gezinnen op de wachtlijst staan voor een sociale woning en dat deze gezinnen in de tussentijd gedwongen worden om te verarmen op de privémarkt;

Overwegende dat het aandeel sociale en openbare huisvesting op de Brusselse huurmarkt veel te klein is, waardoor niet kan worden voldaan aan de toenemende vraag naar betaalbare woningen;

Overwegende dat sinds enkele jaren het overgrote deel van de nieuwe woningen het werk is van privéontwikkelaars - die streven naar een zo hoog mogelijke return on investment - wat leidt tot een stijging van de vastgoed- en de huurprijzen;

Overwegende dat er in 2017 een "indicatief rooster van de huurprijzen" - beschikbaar op de website loyers.brussels - werd uitgewerkt door de Brusselse regering, en dat dit rooster een gemiddelde prijsvork aangeeft afhankelijk van bepaalde objectieve criteria van een huurpand;

Overwegende dat er geen indicatieve, maar wel dwingende maatregelen moeten worden genomen om de explosie van de prijzen op de privémarkt te beperken, talrijke huurprijzen te verlagen en het recht op een waardige en betaalbare huisvesting voor de bevolking effectiever te maken;

De Gemeenteraad van Vorst beslist:

- het College te verzoeken zich ertoe te verbinden dat al zijn gemeentelijke woningen de in het rooster van de huurprijzen aangegeven maximumhuur niet overschrijden;
- de Regering en het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verzoeken het op loyers.brussels opgestelde rooster bindend te maken voor alle particuliere en openbare huisvesting;
- deze motie over te maken aan het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het punt wordt verdaagd.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

34 **Motion relative à l'harmonisation du pécule de vacances des agents statutaires et des agents contractuels (à la demande de Messieurs Pierre-De Permentier et Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)**

Le Conseil communal de la Commune de Forest,

Vu les articles 10 et 11 de la Constitution ;

Vu les articles 147 et 148 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés ;

Vu l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs salariés, ainsi que l'article 19 de l'Arrêté Royal du 28 novembre 1969 ;

Vu le statut pécuniaire adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 décembre 2002 et ses modifications ;

Considérant que la Déclaration de politique communale prévoit de soutenir et de motiver le personnel communal ainsi que de poursuivre le projet de statutarisation du personnel ;

Considérant que ledit statut pécuniaire prévoit que le montant du pécule de vacances est basé notamment sur le « traitement annuel » ;

Considérant que le critère du « traitement annuel » prend en considération l'allocation éventuelle de foyer et la prime de bilinguisme mais pas la prime pour fonction supérieure ;

Considérant dès lors que les travailleurs statutaires exerçant les responsabilités d'une fonction supérieure ne bénéficient pas d'un pécule de vacances calculé sur base de leur rémunération réelle mais selon le grade auquel ils sont attachés ;

Considérant qu'en application des dispositions légales susmentionnées, le pécule de vacances des agents contractuels est calculé sur base de l'ensemble de la rémunération, en ce compris l'ensemble des primes, fixes ou variables, perçues ;

Considérant dès lors qu'il existe une différence de traitement entre les agents statutaires et contractuels qui exercent une fonction supérieure ;

Considérant que cette différence de traitement entraîne un préjudice financier considérable sur l'ensemble d'une carrière pour les agents statutaires concernés ;

Considérant qu'il y a lieu d'harmoniser la base de calcul du pécule de vacances pour les travailleurs exerçant des fonctions supérieures au sein de l'Administration communale de Forest, quelle que soit la nature de la relation de travail ;

Considérant que le Collège travaille actuellement à la suppression des "faisant fonction" afin de limiter son usage à des moments limités, notamment attente d'engagement, maladie,...

Demande au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Forest,

- De présenter au Conseil communal après concertation dans les instances réunissant l'autorité communale et les interlocuteurs sociaux un projet de délibération modifiant le statut pécuniaire afin d'y prévoir l'intégration de la prime pour fonctions supérieures dans le calcul du pécule de vacances et suite à une analyse budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Motie betreffende de harmonisering van het vakantiegeld van de statutaire en de contractuele personeelsleden (op vraag van de heren Pierre-De Permentier en Loewenstein, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

De Gemeenteraad van de Gemeente Vorst,

Gelet op de artikelen 10 en 11 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 147 en 148 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers;

Gelet op artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, evenals artikel 19 van het koninklijk besluit van 28 november 1969;

Gelet op het geldelijk statuut aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 20 december 2002 en zijn wijzigingen;

Overwegende dat de gemeentelijke beleidsverklaring voorziet in de ondersteuning en de motivering van het gemeentepersoneel evenals in de voortzetting van het project voor statutarisering van het personeel;

Overwegende dat dit geldelijk statuut bepaalt dat het bedrag van het vakantiegeld met name gebaseerd is op het "jaarsalaris";

Overwegende dat bij het criterium "jaarsalaris" rekening wordt gehouden met de eventuele haardtoelage en de tweetaligheidspremie, maar niet met de premie voor een hogere functie;

Overwegende dat de statutaire werknemers die verantwoordelijkheden van een hogere functie dragen derhalve geen vakantiegeld ontvangen dat wordt berekend op basis van hun werkelijke bezoldiging, maar volgens de graad waaraan ze zijn toegewezen;

Overwegende dat, overeenkomstig de voornoemde wettelijke bepalingen, het vakantiegeld van de contractuele personeelsleden wordt berekend op basis van alle bezoldigingen, met inbegrip van alle ontvangen vaste of variabele premies;

Overwegende dat er derhalve een verschil in behandeling bestaat tussen de statutaire en de contractuele personeelsleden die een hogere functie uitoefenen;

Overwegende dat dit verschil in behandeling gedurende de hele loopbaan van de betrokken statutaire personeelsleden tot grote financiële schade leidt;

Overwegende dat de berekeningsbasis van het vakantiegeld moet worden geharmoniseerd voor werknemers die hogere functies binnen het Gemeentebestuur van Vorst uitoefenen, ongeacht de aard van de arbeidsverhouding;

Overwegende dat het College momenteel werkt aan de afschaffing van de categorie “waarnemend” om het gebruik ervan te beperken tot slechts een aantal momenten, met name in afwachting van een aanwerving, ziekte, ...

Vraagt aan het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Vorst,

- Om aan de Gemeenteraad na overleg in de instanties die het gemeentebestuur en de sociale gesprekspartners verenigen een ontwerp van beraadslaging voor te leggen tot wijziging van het geldelijk statuut teneinde de premie voor hogere functies te integreren in de berekening van het vakantiegeld en na een begrotingsanalyse.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Intervention de Mme Plovie.

Nous avons apporté trois amendements à cette motion que nous souhaitons soutenir. Un premier amendement concernant un considérant qui porte sur le fait que le Collège travaille à la régularisation des fonctions supérieures, afin de ne les appliquer qu'à des moments limités. Le deuxième amendement porte sur la nécessité de prévoir une concertation réunissant l'autorité et les interlocuteurs sociaux. Le troisième amendement portait sur la « limite des crédits budgétaires » mais après discussion, il porte sur une « analyse budgétaire ». C'est important d'avoir cette analyse pour savoir où l'on va par rapport à cette harmonisation.

Intervention de Mr Loewenstein.

Merci à Mr Pierre pour cette initiative. Il s'agit ici de faire respecter le principe d'égalité de traitement entre agents. Un contractuel qui a une fonction supérieure voit son pécule de vacances valorisé à due proportion alors que son collègue statutaire bénéficiant de la prime ne le voit pas valorisé.

Vu l'impact budgétaire, 30.000€, il me semble que la majorité ne devrait avoir aucune hésitation à mettre fin à cette différence de traitement.

Concernant les amendements, nous n'avons pas de problème : les fonctions supérieures sont, dès leurs mises en place, vouées à disparaître via les procédures de promotion, quant à la concertation sociale, elle va de soi, elle est même obligatoire, et nous ne doutons pas du soutien des syndicats pour mettre fin à cette discrimination. Quant à l'analyse financière, elle a été faite mais ne nous pose pas de problème. Seulement, au vu de l'impact budgétaire (+/-30.000€), je ne peux pas imaginer, au vu des dépenses exceptionnelles concédées par ailleurs par le Collège, qu'il refuse de donner suite à cette demande légitime du personnel concerné.

Même si on le votera, je m'interroge sur la motivation de l'analyse financière. N'est-ce pas pour bloquer à terme cette mesure ? Je ne doute pas que si le Collège veut, le Collège peut. Je ne doute pas que les syndicats suivront et que l'on arrivera rapidement devant le Conseil avec une délibération permettant de mettre en adéquation les deux règlements sur ce point-là.

Madame Plovie explique que l'on est plus dans l'amendement « et ce dans la limite des crédits » mais bien « suite à une analyse budgétaire ». Cela lui paraît juste normal que lorsque l'on fait ce type de mesure, on fasse une analyse. Donc, on est pas du tout dans ce que vous dites.

Monsieur Loewenstein se demande où porte la différence ? Qu'est-ce qui se passera en fonction des conclusions de l'analyse budgétaire ? Au vu du budget concerné, soit 30.000 €, c'est plus un choix d'opportunité du Collège qu'autre chose. Il souligne qu'on ne parle pas ici d'un budget de 300.000 ou 3.000.000 d'euros... et espère que cette motion sera bien suivie des faits.

Madame Koplowicz souligne que le PTB soutient la motion et encourage la Commune à

continuer le processus de statutarisation en cours. Madame Plovie souligne que l'on est bien dans l'esprit de la statutarisation.

Monsieur Spapens rejoint ces propos.

Tussenkost van mevrouw Plovie

Wij hebben drie amendementen op deze motie ingediend die wij wensen te steunen. De eerste wijziging betreft een considerans waarin wordt verwezen naar het feit dat het College werkt aan de regularisatie van hogere functies, zodat die slechts op beperkte momenten worden toegepast. De tweede wijziging betreft de noodzaak te voorzien in overleg tussen de overheid en de sociale partners. De derde wijziging heeft betrekking op de "limiet van de begrotingskredieten", maar na bespreking gaat het om een "begrotingsanalyse". Het is van belang over deze analyse te beschikken om te weten waar wij met deze harmonisatie naar toe gaan.

Tussenkost van de heer Loewenstein

Dank aan de heer Pierre voor dit initiatief. Het beginsel van de gelijke behandeling van het personeel moet worden nageleefd. Een contractueel met een hogere functie ziet zijn vakantiegeld naar evenredigheid verhoogd, terwijl zijn statutaire collega die de premie geniet, deze niet verhoogd ziet.

Gezien de budgettaire impact van 30.000 euro lijkt het mij dat de meerderheid niet moet aarzelen om een einde te maken aan dit verschil in behandeling.

Wat de amendementen betreft, hebben wij geen enkel probleem : de hogere functies zullen, zodra zij zijn ingesteld, via de bevorderingsprocedures verdwijnen; wat het sociaal overleg betreft, spreekt het vanzelf, het is zelfs verplicht, en wij twijfelen niet aan de steun van de vakbonden om een einde te maken aan deze discriminatie. Wat de financiële analyse betreft, deze is uitgevoerd, maar wij hebben er geen probleem mee. Gezien de budgettaire impact (+/- 30.000 euro) kan ik mij echter niet voorstellen dat het College, gezien de uitzonderlijke uitgaven die het heeft toegezegd, zou weigeren om gevolg te geven aan dit legitieme verzoek van het betrokken personeel.

Zelfs als we 'voor' stemmen, heb ik vragen bij de motivering van de financiële analyse. Is het niet om de maatregel op lange termijn te blokkeren? Ik twijfel er niet aan dat als het College het wil, het kan. Ik twijfel er niet aan dat de vakbonden zullen volgen en dat we snel bij de Raad zullen komen met een beraadslaging om de twee reglementen op dit punt met elkaar in overeenstemming te brengen.

Mevrouw Plovie legt uit dat we niet meer in de wijziging zijn, "binnen de grenzen van de kredieten", maar wel "na een budgettaire analyse". Het lijkt haar normaal dat als dit soort maatregelen wordt genomen, er een analyse wordt gemaakt. Dus we zitten helemaal niet waar u zegt.

De heer Loewenstein vraagt zich af waar het verschil ligt. Wat zal er gebeuren afhankelijk van de conclusies van de begrotingsanalyse? Gezien het budget dat hiermee gemoeid is, nl. 30.000 euro, is het meer een keuze van opportuniteit voor het College dan iets anders. Hij benadrukt dat het hier niet gaat om een begroting van 300.000 of 3.000.000 euro ... en hoopt dat er aan de motie gevolg zal worden gegeven.

Mevrouw Koplowicz beklemtoont dat de PTB*PVDA de motie steunt en de gemeente aanmoedigt het statutariseringsproces voort te zetten. Mevrouw Plovie benadrukt dat de geest van de statutarisering wel degelijk aanwezig is.

Mr. Spapens sluit zich daarbij aan.

35 **Motion pour une école communale durable, active face aux défis santé-environnement (à la demande de Mesdames et Messieurs Ahrouch, Angeli, El Youfsi, Goldberg, Maduda, Koplowicz, conseillers communaux) (Complémentaire)**

Considérant qu'en 2019, le Conseil européen a adopté une directive introduisant de nouvelles restrictions concernant certains produits plastiques à usage unique ;

Considérant qu'en 2020, la Commission européenne a adopté une stratégie dont le but est de mettre la biodiversité de l'Europe sur la voie du rétablissement d'ici 2030 ;

Considérant que par le biais de son [Réseau des écoles associées](#) (réSEAU), l'UNESCO encourage une « approche scolaire globale » de l'éducation et de l'apprentissage sur le changement climatique. Cette approche consiste essentiellement à intégrer la durabilité dans tous les aspects de l'école, et à faire participer la communauté, afin de créer un environnement d'apprentissage où les élèves et les enseignants respirent et vivent de manière durable ;

Considérant qu'il appartient à l'école de sensibiliser les élèves aux défis santé-environnement, de leur donner les clés pour s'inscrire dans le monde de demain ;

Considérant que dans nos écoles communales fleurissent déjà de nombreuses initiatives qui s'intègrent dans une démarche éco-responsable visant à préserver l'individu et la planète comme la création d'Eco-Teams, de compost, de potagers et poulailler, l'organisation d'expositions vertes, la mise en place d'actions Good Planet, la récolte d'eau de pluie, la réutilisation du matériel scolaire, le recyclage des matériaux et objets, la réduction des déchets et en particulier du plastique ;

Considérant qu'un processus réflexif a été entamé dans le cadre de la commission enseignement en collaboration étroite avec le service de l'Instruction publique et les directions d'écoles ;

Considérant que la Déclaration de Politique Générale stipule la volonté d' « Assurer un environnement sain et durable pour les élèves (lutter contre les pollutions intérieures, l'usage de perturbateurs endocriniens, réduire la consommation énergétique, diminuer la pollution de l'air dans et aux alentours des écoles par diminution de déplacements motorisés, veiller à la qualité et à l'accès des installations sanitaires) » et par ailleurs « Favoriser une alimentation saine et à bas prix, étendre à toutes les écoles l'accès au marché public pour les cantines avec cahier des charges et clauses durables » ;

Considérant la volonté du Pouvoir organisateur de favoriser et renforcer les démarches éco-responsables dans les écoles communales francophones ;

Considérant la volonté du Pouvoir organisateur d'impliquer les équipes pédagogiques dans ce processus basé sur la co-construction avec les parents et la sensibilisation des familles ;

Considérant la volonté du Pouvoir organisateur de ne pas faire peser le geste éco-responsable sur les familles et surtout celles vivant dans la pauvreté ;

Considérant la volonté du Conseil communal de valoriser les actions entreprises par le Pouvoir organisateur et de soutenir celui-ci dans la poursuite de ses objectifs par un programme adapté et cohérent ;

Considérant que l'un des objectifs du Pacte pour un Enseignement d'Excellence est de fournir aux élèves un bagage solide, intégrant l'éducation relative à l'environnement et le développement durable,

à travers les nouveaux référentiels du tronc commun ;

Le Conseil communal de Forest demande au Collège de :

- Réaliser un inventaire des différents projets durables et partenariats extérieurs proposés aux écoles communales ;
- Encourager, favoriser et faciliter la poursuite des démarches éco-responsables au sein des écoles communales, notamment et sans être exhaustif :

a) encourager et sensibiliser les enfants, les parents et le corps enseignant à la réutilisation du matériel scolaire ;

b) permettre des alternatives au plastique comme support de protection des manuels scolaires ;

c) encourager les projets pédagogiques en lien avec l'environnement et la biodiversité. [\[1\]](#)

- Créer un groupe de travail composé de membres issus des équipes éducatives des écoles communales sur la base volontaire pour rédiger une charte communale intitulée : « l'école communale de Forest éco-responsable » dont une première mouture sera présentée en juin 2022 en commission enseignement ;

- Envisager la question dans sa globalité, en intégrant toutes les facettes de cette question, mobilité-infrastructure -santé-réduction des déchets, et ce, à travers une approche pédagogique permettant d'aboutir à des gestes qui ont du sens pour tous les acteurs concernés (équipes éducatives – élèves – parents) ;

- Envisager, comme pouvoir organisateur, la possibilité d'échanger les bonnes pratiques avec les écoles forestoises.

Trop vague, il faut des précisions

Quid d'un éventuel appel à projets pour le c) ?

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Motie voor een duurzame gemeenteschool, actief tegenover de uitdagingen betreffende gezondheid en milieu (op vraag van Mevrouwen en de heren Ahrouch, Angeli, El Youfsi, Goldberg, Maduda, Koplowicz, gemeenteraadsleden) (Aanvullend)

Overwegende dat de Europese Raad in 2019 een richtlijn heeft aangenomen waarbij nieuwe beperkingen worden ingevoerd voor bepaalde plastic producten voor eenmalig gebruik;

Overwegende dat de Europese Commissie in 2020 een strategie heeft aangenomen om de biodiversiteit van Europa tegen 2030 op weg te helpen naar herstel;

Overwegende dat de UNESCO via ASPnet (Associated Schools Project Network) een "globale schoolbenadering" van onderwijs en leren in verband met klimaatverandering bevordert. Deze benadering neemt duurzaamheid in alle aspecten van de school op en betreft de gemeenschap erbij, om een leeromgeving te creëren waar leerlingen en leraren duurzaam ademen en leven;

Overwegende dat de school de leerlingen moet sensibiliseren voor de uitdagingen op het vlak van gezondheid en milieu, en hun de sleutels in handen moet geven om deel uit te maken van de wereld van morgen;

Overwegende dat in onze gemeentescholen reeds tal van initiatieven bestaan die kaderen in een

ecologisch verantwoorde aanpak gericht op de bescherming van de mens en de planeet, zoals de oprichting van ecoteams, composteren, moestuinen en kippenhokken, de organisatie van groene tentoonstellingen, het opzetten van Good Planet-acties, het opvangen van regenwater, het hergebruik van schoolmateriaal, het recycleren van materialen en voorwerpen, de vermindering van afval (in het bijzonder plastic);

Overwegende dat in het kader van de commissie Onderwijs een denkoefening op gang is gebracht in nauwe samenwerking met de dienst Openbaar Onderwijs en de schooldirecties;

Overwegende dat er volgens de algemene beleidsverklaring naar gestreefd wordt om “een gezonde en duurzame omgeving voor de leerlingen te garanderen (strijden tegen binnenvervuiling, tegen het gebruik van hormoonontregelaars, beperken van het energieverbruik, verminderen van de luchtvervuiling in en rond de scholen door minder verplaatsingen met motorvoertuigen, toezien op de kwaliteit van en op de toegang tot sanitaire installaties)” en ook “gezonde en goedkope voeding te bevorderen, de toegang tot de overheidsopdracht voor de kantines uit te breiden tot alle scholen met bestek en duurzaamheidsclausules”;

Overwegende de wens van de inrichtende macht om ecologisch verantwoorde acties in Franstalige gemeentescholen aan te moedigen en te versterken;

Overwegende de wens van de inrichtende macht om de onderwijsteams te betrekken bij dit proces op basis van co-constructie met de ouders en sensibilisering van de gezinnen;

Overwegende de wens van de inrichtende macht om ecologisch verantwoorde gewoontes niet ten laste te laten komen van de gezinnen, vooral de arme;

Overwegende de wil van de Gemeenteraad om de acties van de inrichtende macht te versterken en deze te steunen bij het nastreven van zijn doelstellingen door een aangepast en coherent programma;

Overwegende dat een van de doelstellingen van het pact voor excellentieonderwijs is studenten een degelijke achtergrond te verschaffen, waarin vorming inzake leefmilieu en duurzame ontwikkeling is opgenomen in het nieuwe kerncurriculum;

Vraagt de Gemeenteraad van Vorst het volgende aan het College:

- Een inventaris op te maken van de verschillende duurzame projecten en externe partnerschappen die aan de gemeentescholen worden aangeboden;

- het voortzetten van ecologisch verantwoorde initiatieven aan te moedigen, te bevorderen en te faciliteren in gemeentescholen, met name (niet-exhaustief):

- a) kinderen, ouders en leerkrachten aanmoedigen en sensibiliseren voor het hergebruik van schoolmateriaal;
- b) alternatieven voor plastic als bescherming voor schoolboeken toe te laten;
- c) pedagogische projecten in verband met leefmilieu en de biodiversiteit aan te moedigen.

- Een werkgroep op te richten, bestaande uit leden van de onderwijsteams van de gemeentescholen, om op vrijwillige basis een gemeentelijk charter op te stellen met als titel: “De milieubewuste gemeenteschool van Vorst” waarvan het eerste ontwerp in juni 2022 aan de commissie Onderwijs zal worden voorgelegd;

- Het vraagstuk in zijn geheel te beschouwen, door alle facetten - mobiliteit, infrastructuur, gezondheid, afvalvermindering - aan bod te laten komen, via een pedagogische benadering die het mogelijk maakt te komen tot gewoontes die voor alle betrokkenen (onderwijsteams - leerlingen - ouders) zinvol zijn;

- Als inrichtende macht de mogelijkheid overwegen om goede praktijkvoorbeelden uit te wisselen met de Vorstse scholen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Intervention de Mme Angeli.

Je tenais à dire que chaque mot du titre de cette motion est important : une école communale durable, active face aux défis santé/environnement. Chaque mot compte dans ce libellé. L'école est un lieu de vie pour nos enfants, c'est un lieu pour les sensibiliser à nos valeurs citoyennes, même si bon nombre d'enseignants forestois et forestoises n'ont pas attendu spécialement la directive de la Commission européenne pour sensibiliser nos élèves et lancer plusieurs initiatives qui s'inscrivent dans cette démarche éco-responsable. La commission Instruction publique a été très active et participative, en collaboration étroite avec le service et les directions d'écoles. Cela a été un travail collectif afin de répondre à un de nos objectifs de notre déclaration de politique générale. Le but est ici d'impliquer les équipes pédagogiques et de sensibiliser les familles. Nous étions tous d'accord sur le mot « sensibiliser » car il ne fallait pas « culpabiliser », ni imposer des gestes trop pesants. Il s'agit d'une démarche basée sur la co-construction qui est en cours et qui verra le jour à travers une charte éco-responsable en mai 2022. Nous espérons fournir à nos élèves un bagage solide pour devenir des « super-citoyens éco-responsables ».

Intervention de Mme Maduda.

Le groupe MR est très fier de ce thème qui lui tient à cœur car il est essentiel de sensibiliser nos jeunes à la notion de durabilité. Dans ce cadre l'institution scolaire a un rôle de transmission très important et je remercie l'administration et les écoles pour leur implication.

Intervention de Mme Goldberg.

Je souligne le rôle très dynamique de l'enseignement et de l'échevinat pour le travail en commission qui se passe à Forest. Il sera aussi utile de communiquer à titre informatif le résultat du travail effectué sous forme de charte dans l'ensemble des réseaux de l'enseignement à Forest. Ceci pourra donner une impulsion sur ce qui se passe à Forest et nous pourrions en être fiers.

Réponse de Mme De Ridder.

Je suis extrêmement satisfaite d'avoir abouti à une motion qui aborde divers sujets et que cette motion soit le résultat participatif, tant des membres de la commission, que du service administratif et, évidemment, des directions. De même, il est essentiel que cette problématique soit envisagée dans une approche pédagogique. De très belles initiatives sont déjà développées dans les écoles et cette motion va permettre d'aller encore plus loin dans cette action afin de protéger l'humain et la planète. Je remercie les conseillers et conseillères qui ont activement apporté leurs contributions dans ce débat.

Tussenkomst van mevrouw Angeli

Ik wou zeggen dat elk woord in de titel van deze motie belangrijk is: een duurzame gemeenteschool, actief in het licht van de uitdagingen op het vlak van gezondheid/leefmilieu. Elk woord telt. De school is een plaats waar onze kinderen leven, een plaats om hen te sensibiliseren voor onze waarden, ook al hebben veel Vorste leerkrachten niet gewacht op de Europese richtlijn om onze leerlingen bewust te maken en eco-verantwoorde initiatieven te nemen. De commissie Onderwijs is zeer actief en betrokken geweest en heeft nauw samengewerkt met de dienst en de schooldirecties. Het was een gezamenlijke inspanning om een van de doelstellingen van onze algemene beleidsverklaring te bereiken. Het is de bedoeling de onderwijsteams erbij te

betrekken en de gezinnen te sensibiliseren. Wij waren het allen eens over het woord 'sensibilisering', omdat wij de mensen geen schuldgevoel mogen aanpraten en ook geen te zware maatregelen mogen opleggen. Het is een proces op basis van co-constructie dat aan de gang is en dat in mei 2022 vorm zal krijgen in een charter. Wij hopen onze leerlingen een degelijke achtergrond te geven om "eco-verantwoordelijke super-burgers" te worden.

Tussenkomenst van mevrouw Maduda

De Mr-fractie is erg trots op dit thema, dat voor ons erg belangrijk is, omdat het essentieel is onze jongeren bewust te maken van het begrip duurzaamheid. In dit verband heeft de school een zeer belangrijke rol te spelen bij het doorgeven van informatie en ik dank de administratie en de scholen voor hun betrokkenheid.

Tussenkomenst van mevrouw Goldberg

Ik wil wijzen op de zeer dynamische rol van het onderwijs en de schepen, voor het werk dat in de commissie verricht wordt. Het zal ook nuttig zijn de resultaten van de verrichte werkzaamheden in de vorm van een charter ter informatie mee te delen aan alle onderwijsnetwerken in Vorst. Dit kan een impuls geven aan wat er in Vorst gebeurt en daar mogen we trots op zijn.

Antwoord van mevrouw De Ridder

Ik ben zeer verheugd dat we tot een motie gekomen zijn waarin verschillende kwesties aan bod komen en dat deze motie het resultaat is van participatie van zowel de commissieleden als de administratieve dienst en natuurlijk de directies. Het is ook van essentieel belang dat deze kwestie vanuit een pedagogisch perspectief wordt bekeken. Er zijn reeds zeer goede initiatieven tot stand gekomen op scholen en deze motie zal ons in staat stellen nog verder te gaan in deze actie ter bescherming van mens en planeet. Ik dank de raadsleden die actief aan dit debat hebben bijgedragen.

2 annexes / 2 bijlagen

36 **Question orale relative au rachat du site du Marais Wiels par la Région bruxelloise (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)- report du 18/05/2021**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Au mois de décembre, le Groupe MR vous interrogeait sur les projets du Gouvernement bruxellois suite au rachat du site du Marais Wiels.

Au moment du rachat, la presse nous enseignait que l'objectif du Gouvernement est d'y maintenir une grande partie du Marais Wiels et d'y aménager un espace vert ouvert de proximité par Bruxelles Environnement. En revanche, le projet de la Région est également d'y créer 70 à 80 logements moyens (et/ou sociaux) via Citydev.

Lors de notre précédente interpellation, vous expliquiez que vous faites confiance au Gouvernement bruxellois pour proposer un projet qui réponde aux enjeux discutés en concertation avec les habitant.e.s notamment dans le cadre du Masterplan.

Plusieurs mois ont passé et les riverains sont toujours aussi inquiets face aux projets de la Région pour

le Marais. Un sentiment grandissant laisse penser que la Commune était bien plus ferme lorsqu'il s'agissait d'une menace provenant d'un promoteur privé, il ne faudrait pas adopter une attitude passive en présence de projets publics. Depuis de nombreuses années, le Conseil et le Collège dans son ensemble militent pour une préservation du Marais.

1° Dès lors, pourriez-vous nous faire état de vos discussions avec la Région pour préserver la biodiversité qui s'est créée sur le site ?

2° Quelles sont les balises que vous avez obtenues pour assurer la préservation du site ?

3° Ne craignez-vous pas qu'autant de logements viendraient dénaturer le site et menacer la biodiversité qui y règne ? En avez-vous fait part à la Région ? Quelle a été leur réaction ?

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag betreffende de aankoop van de site van het Wielsmoeras door het Brussels Gewest (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)- uitstel van 18/05/2021

Intervention de Mr Spapens.

Comme vous le soulignez, la Commune a toujours été défenderesse de ce lieu qui est magique pour nous tous. Depuis la législature précédente, la Commune a toujours été auprès des habitants pour maintenir ce patrimoine naturel. C'est ainsi notamment que le terrain entre le Wiels et le Brass a été racheté par la Région suite à la demande insistante de la Commune. La Commune s'est par ailleurs clairement opposée à deux projets immobiliers. C'est ainsi que dans la déclaration de politique générale, nous avons directement prévu que tout projet devrait s'intégrer dans le contrat de rénovation urbaine développé avec le Parc des Deux Rives, l'itinéraire cyclo-piéton, et qu'il faudra y préserver un espace vert, un plan d'eau qui maintienne la faune et la flore qui s'y sont développées et une servitude publique. C'est ainsi que le Collège s'est engagé dans un Master Plan afin de pouvoir définir une vision commune sur ce quartier, et notamment sur ce site. Comme vous le savez, ce site suscite énormément de discussions, vu le nombre d'acteurs qui y sont présents. Quant à votre question sur les balises, aujourd'hui dans le cadre du rachat des parcelles du et autour du marais, il était important pour la Commune de rappeler à la Région ces balises. Celles-ci ont été intégrées dans la décision du Gouvernement qui prévoit expressément le maintien d'une grande partie du marais, un espace public vert et la construction de logements. Par ailleurs, dans toutes ces discussions, il était important pour nous que la Région valide les étapes du Master plan, ce qui a été fait. Quant à la question de la dénaturalisation du site par les logements, nous mettons tout en œuvre de manière à ne pas dénaturer le site. Les membres de notre administration sont en contact permanent avec les instances régionales afin de définir un projet commun et le plus cohérent possible qui allie les deux priorités – tant pour la commune que pour le gouvernement bruxellois - que sont la nature en ville et le logement.

Réplique de Mr Pierre-De Permentier.

Je constate que le dossier n'est pas encore abouti, ce qui peut rassurer les habitants et je souhaite que l'impact de l'immobilier sur ce site soit inexistant, ou du moins minimal, de manière à conserver ce poumon vert pour ce quartier.

Tussenkomst van de heer Spapens

Zoals u opmerkt, is de gemeente altijd een verdediger geweest van deze plaats die voor ons allen magisch is. Sinds de vorige bestuursperiode heeft de gemeente de inwoners altijd bijgestaan om dit natuurlijk erfgoed in stand te houden. Zo werd de grond tussen de Wiels en de Brass door het Gewest aangekocht op aandringen van de gemeente. De gemeente heeft zich ook duidelijk verzet tegen twee bouwprojecten. Zo hebben wij in de algemene beleidsverklaring rechtstreeks bepaald dat elk project moet kaderen in het stadsvernieuwingscontract dat met het Tweeoeverspark, de fiets-voetgangersroute, werd gesloten, en dat een groene ruimte, een waterplas die de fauna en flora er in stand houdt en een openbare erfdiensbaarheid moeten worden behouden. Daarom heeft het College een Masterplan opgezet om een gemeenschappelijke visie vast te leggen voor de wijk en in het bijzonder voor deze site. Zoals u weet, wordt er over deze site veel gediscussieerd, gezien het aantal betrokken partijen. Wat uw vraag over de bakens betreft, was het vandaag, in het kader van de aankoop van de percelen in en rond het moeras, belangrijk voor de gemeente om het Gewest aan deze bakens te herinneren. Deze zijn opgenomen in het regeringsbesluit, dat uitdrukkelijk voorziet in het behoud van een groot deel van het moeras, een groene openbare ruimte en de bouw van woningen. Bovendien was het voor ons bij al deze besprekingen van belang dat het Gewest de fasen van het Masterplan zou valideren, wat is gebeurd. Wat de kwestie van de denaturering van de site door woningbouw betreft, doen wij al het mogelijke om dat te voorkomen. De leden van ons bestuur staan voortdurend in contact met het Gewest om een gemeenschappelijk project uit te werken dat zo coherent mogelijk is en dat de twee prioriteiten - zowel voor de gemeente als voor de Brusselse regering - namelijk natuur in de stad en huisvesting, combineert.

Repliek van de heer Pierre-De Permentier.

Ik stel vast dat het dossier nog niet afgerond is, wat de bewoners kan geruststellen. En ik hoop dat de impact van de vastgoedsector op deze site onbestaande zal zijn - of minimaal - zodat deze groene long voor de wijk gevrijwaard blijft.

2 annexes / 2 bijlagen

37 **Interpellation concernant la création d'une plaine de jeux sur la place Constantin Meunier (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal).**

Le 17 mai dernier, la commune a organisé une réunion d'information à l'attention des riverains au sujet des nouveaux aménagements prévus sur la place Constantin Meunier. Lors de son introduction, l'un des 4 membres du Collège présent a précisé que cet aménagement serait réalisé dans le cadre du « maillage jeux » repris dans la déclaration de politique générale.

Si l'espace vert au milieu de la place mérite d'être revu pour en améliorer la convivialité, j'aimerais abordé ici deux éléments qui me semblent essentiels et qui conditionnent la faisabilité d'un espace de jeux pour enfants : la sécurité et la gestion du bruit.

La place Constantin Meunier constitue d'une part un lieu de passage important pour la commune mais aussi pour les véhicules d'urgence allant vers ou venant de l'hôpital Molière. Certes nous nous situons sur une voirie limitée à 30km/h, mais il est à noter que les espaces de jeux sont à proximité de la voirie et que, même si des bancs sont installés pour les en séparer, il y a lieu de rester très attentif pour éviter tout drame.

D'autre part, cette place se situe dans un quartier résidentiel et est bordée d'immeuble à appartement d'une certaine hauteur. Il faudra veiller à ce que, les beaux jours, les riverains soient importunés par le bruit des enfants qui jouent.

En précisant cela, je ne dis bien évidemment pas qu'il ne faut pas prévoir des plaines de jeux et que les enfants ne doivent pas pouvoir s'amuser. Loin de là. Je dis juste qu'il est important, lorsque l'on décide de développer un tel projet, que les conditions de sécurité et de tranquillité soient bien prises en considération et assurées.

Mes questions seront les suivantes :

1. Où en est-on aujourd'hui dans le développement de ce projet ?
2. Quels sont les dispositifs et les garanties mis en place pour assurer la sécurité des usagers de la future plaine de jeux ?
3. Une étude de bruit a-t-elle été réalisée et peut-être être communiquée ? A-t-il été tenu compte de l'effet « fosse » vu la hauteur des immeuble entourant l'espace vert ? Comment assurer la tranquillité des riverains de la place ?

M. Loewenstein

Interpellatie betreffende de creatie van een speeltuin op het Constantin Meunierplein (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid).

Op 17 mei jongstleden heeft de gemeente een infosessie georganiseerd voor de omwonenden over de nieuwe inrichtingen die voorzien zijn op het Constantin Meunierplein. Tijdens de inleiding verduidelijkte een van de 4 aanwezige leden van het College dat deze inrichting zou worden verwezenlijkt in het kader van het "speelnetwerk", dat in de algemene beleidsverklaring is opgenomen.

Hoewel de groene ruimte in het midden van het plein moet worden aangepast om ze gezelliger te maken, wil ik hier twee punten aansnijden die mij essentieel lijken en die bepalend zijn voor de haalbaarheid van een speeltuin voor kinderen: veiligheid en de beheersing van omgevingslawaai.

Het Constantin Meunierplein vormt enerzijds een belangrijke doorgangsruijme voor de gemeente, maar ook voor hulpverleningsvoertuigen naar of van het Molière-ziekenhuis. Natuurlijk bevinden we ons op een weg met een snelheidsbeperking van 30 km/u, maar er dient te worden opgemerkt dat de spelterreinen dicht bij de openbare weg liggen en dat het, ook al zijn er banken geplaatst om ze van elkaar te scheiden, noodzakelijk is zeer oplettend te blijven om elk drama te vermijden.

Anderzijds ligt dit plein in een woonwijk en wordt het begrensd door flatgebouwen van een zekere hoogte. Er moet op worden toegezien dat de omwonenden bij mooi weer geen last hebben van het lawaai van spelende kinderen.

Daarmee bedoel ik uiteraard niet dat er geen spelterreinen mogen worden voorzien en dat kinderen zich niet mogen vermaken. Verre van. Ik zeg alleen dat het belangrijk is om de voorwaarden voor veiligheid en rust in aanmerking te nemen en hieraan te voldoen wanneer er wordt beslist om een dergelijk project te ontwikkelen.

Mijn vragen:

1. Hoe ver staan we vandaag met de ontwikkeling van dit project?
2. Welke maatregelen zijn er genomen en welke garanties zijn er gegevens om de veiligheid van de gebruikers van de toekomstige speeltuin te waarborgen?
3. Is er een geluidsonderzoek uitgevoerd en kan hierover worden gecommuniceerd? Is er rekening gehouden met het “holle” effect gelet op de hoogte van de gebouwen rond de groene ruimte? Hoe kan de rust van de omwonenden van het plein worden gewaarborgd?

1 annexe / 1 bijlage

38 Interpellation relative au projet de réaménagement de la place Constantin Meunier (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Depuis plusieurs semaines, le projet de réaménagement de la place Constantin Meunier suscite de nombreuses interrogations dans le quartier. En date du 17 mai, la commune a organisé une réunion d'information afin de présenter le projet aux habitants.

La rénovation de la place est une bonne initiative et il est positif que l'on veuille à rendre celle-ci plus accueillante et sûre. En effet, le quartier connaît un trafic considérable, également en raison de sa proximité immédiate avec un hôpital. Dès lors, l'aménagement de cette place en espace de jeu suscite de nombreuses inquiétudes en terme de sécurité routière. Plusieurs habitants relèvent que les jeux seront assez proches de la rue et qu'un moment d'imprudence pourrait avoir de terribles conséquences.

Par ailleurs, l'inquiétude des riverains porte également sur le caractère particulier du quartier et de ses immeubles qui lui offrent un certain cachet, ils craignent que la présence de certains espaces de jeux assez massifs ne viennent dénaturer l'esthétique du quartier, qui est en fait l'un des plus privilégiés de Bruxelles.

En outre, le projet prévoit la disparition de pelouses qui seraient partiellement remplacées par du sable. A l'heure où les Forestois réclament des espaces verts de qualité, accueillant et bien entretenus, je pense que le Collège commet une erreur en mettant à terre un poumon vert qui fait déjà office d'espace de rencontre. Au regard de la configuration de la place, de la hauteur de ses immeubles, d'aucuns craignent également l'amplification des bruits et cris d'enfants. De même que cet espace pourrait ramener une fréquentation nocturne qui apporterait certaines nuisances sonores et des incivilités.

Le Comité Meunier, très actif dans la protection du quartier et de son environnement, s'est d'ailleurs inquiété du projet. Preuve en est qu'il est loin de faire l'unanimité bien que certains aménagements soient nécessaires et appréciables. Au vu de l'ampleur du projet, de nombreux riverains que j'ai rencontré sont assez surpris du peu de communication et de dialogue avec les acteurs du quartier pour définir un projet qui réponde à leurs aspirations.

1° Dès lors, pourriez-vous m'indiquer si vous avez rencontré les acteurs associatifs du quartier et ses habitants pour définir un projet en phase avec leur vision du quartier ?

2° Sans remettre en cause l'intérêt de disposer d'espaces de jeux, est-ce que le projet ne pourrait pas être repensé dans une démarche plus modeste et plus respectueuse du quartier, de son histoire et de son environnement ?

3° Avez-vous étudié l'incidence sonore de tels aménagements dans un espace quasi clos ? Quels sont les moyens que vous mettrez en oeuvre pour éviter une fréquentation nocturne susceptible d'être ou de devenir problématique ?

4° Quels sont vos estimations en terme de fréquentation ?

Interpellatie over het project voor de herinrichting van het Constantin Meunierplein (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Sinds enkele weken roept het project voor de heraanleg van het Constantin Meunierplein veel vragen op in de wijk. Op 17 mei organiseerde de gemeente een informatievergadering om het project aan de bewoners voor te stellen.

De renovatie van het plein is een goed initiatief en het is positief dat men het gezelliger en veiliger tracht te maken. Er is immers veel verkeer in de wijk, mede door de onmiddellijke nabijheid van een ziekenhuis. De aanleg van dit plein tot speelruimte geeft dan ook aanleiding tot veel bezorgdheid wat de verkeersveiligheid betreft. Verschillende bewoners wijzen erop dat de speeltuin zich vrij dicht bij de straat zal bevinden en dat een moment van onvoorzichtigheid vreselijke gevolgen kan hebben.

Bovendien heeft de bezorgdheid van de buurtbewoners ook te maken met het bijzondere karakter van de wijk en de gebouwen die haar een zeker cachet geven. Ze vrezen dat de aanwezigheid van bepaalde vrij massieve speelruimten de esthetiek van de wijk, die in feite een van de meest exclusieve van Brussel is, zal verstoren.

Bovendien voorziet het project in het verdwijnen van grasperken, die deels door zand zouden worden vervangen. Nu de Vorstenaars vragen om kwalitatieve, gastvrije en goed onderhouden groene ruimten, vind ik dat het College een fout begaat door een groene long te vernietigen die reeds fungeert als ontmoetingsruimte. In het licht van de configuratie van het plein en de hoogte van zijn gebouwen vrezen sommigen ook dat het lawaai en het geschreeuw van kinderen zullen worden versterkt. Deze ruimte zou ook 's nachts bezocht kunnen worden, wat bepaalde geluidshinder en overlast kan geven.

Het comité Meunier, dat zeer actief is op het vlak van de bescherming van de wijk en haar omgeving, heeft overigens zijn bezorgdheid over het project geuit. Dit bewijst dat er lang geen unanimité over bestaat, hoewel bepaalde voorzieningen noodzakelijk en waardevol zijn. Gelet op de omvang van het project zijn veel buurtbewoners die ik heb ontmoet nogal verbaasd over de weinige communicatie en dialoog met de actoren in de wijk om een project te definiëren dat aan hun verwachtingen voldoet.

1° Kunt u mij daarom zeggen of u een ontmoeting hebt gehad met de verenigingspartners in de wijk en haar bewoners om een project te definiëren dat aansluit bij hun visie op de wijk?

2° Zonder het belang van speelruimten in twijfel te trekken, zou het project niet op een bescheidenere manier en met meer respect voor de wijk, haar geschiedenis en haar omgeving kunnen worden aangepakt?

3° Hebt u de geluidsimpact van dergelijke voorzieningen in een bijna afgesloten ruimte bestudeerd? Welke middelen zult u inzetten om nachtelijke bezoeken, die problematisch kunnen zijn of worden, te voorkomen?

4° Wat zijn uw ramingen in termen van bezoekersaantallen?

Intervention de Mr Hacken.

En théorie, l'idée de rajouter des plaines de jeux dans tous les quartiers est une bonne idée. C'est important pour la qualité de vie. Toutefois, ici, il y a deux manques :

- **Ce que j'ai vu sur le site de la Commune, c'est très dense, très chargé sur une petite place. Je pense que ce qui manque dans le haut de Forest, ce sont des jeux pour les plus petits. Il est aussi nécessaire de maintenir des espaces pour de l'intergénérationnel. Les plaines de jeux c'est important mais pas que ça.**
- **Il manque de dispositifs pour empêcher que cette petite place soit un crottoir permanent, ce qui est le cas aujourd'hui. Le fait de mettre du sable sur une grande partie de la place ne va pas améliorer la situation.**

Intervention de Mme Plovie.

J'ai entendu des choses qui m'étonnent. Je trouve qu'on peut se réjouir d'avoir un maillage ludique qui se retrouve dans des espaces verts. Cette place n'est non pas bruyante à cause des cris joyeux d'enfants mais plutôt par le bruit des voitures qui vont à fond la caisse. Pour ceux qui ont fait la comparaison avec la guinguette, je suis particulièrement étonnée. Il suffit d'aller dans d'autres villes comme Berlin, Paris,... et vous verrez que dans tous les quartiers, il y a des plaines de jeux. C'est complètement intégré dans la ville. Je trouve que c'est très bien de développer des plaines de jeux et il est normal de donner une place aux enfants de tous âges.

Réponse de Mme Père.

Je vous remercie de l'attention que vous portez à ce projet qui me tient à cœur. Je souhaiterai contextualiser le projet. Comme exposé dans la déclaration de politique générale, on a décidé de développer les espaces ludiques partout dans la commune. Les enfants devraient pouvoir jouer à 5 minutes de chez eux. Cet espace public est dédié aux enfants mais doit permettre à chaque génération de s'y rencontrer et de tisser des liens sociaux. J'ai la chance d'avoir la double casquette d'échevine des travaux publics et la petite enfance. Je suis très attentive à offrir des lieux pour les plus petits (0-3 ans). La crise que nous vivons actuellement, nous a fait prendre conscience que les plaines de jeux sont essentielles et salutaires pour les enfants. Il s'agit de lieux qui permettent aux enfants de se détendre, de se défouler, de créer des liens entre eux ainsi qu'au niveau des parents. Dans la crise actuelle, c'est essentiel. Tous les enfants n'ont pas un jardin, beaucoup vivent en appartement. On sait que le quartier comprend pas mal d'immeubles et donc cela a toute sa place sur la place C. Meunier. Nous savons que l'on a eu pas mal de plaintes concernant cette place. C'était l'occasion de la rénover. L'idée est de créer un espace de rencontre intergénérationnel, accessible aux PMR. Le thème de cette plaine tourne autour de la biodiversité, vu la présence d'arbres remarquables. La plaine de jeux avenue Jupiter est suroccupée. Ici, l'idée est d'installer des petits modules. Ce dossier a-t-il été géré malgré la crise sanitaire ? En mars 2020, nous avons lancé un sondage « projet de création d'une plaine de jeux pour tous » concernant le réaménagement de la place. Nous avons envoyé un toute-boîte à 1200 riverains. Nous avons reçu 172 réponses et, à la dernière question qui concernait la création d'une plaine, 132 personnes ont répondu et 45% étaient favorables à l'installation de jeux sur la place. Le 10 mai, les services techniques ont présenté au Collège une première esquisse qui reprenait les éléments du sondage. Le 17 mai, nous avons organisé une

visio-conférence à destination des riverains. Nous avons laissé quinze jours aux riverains pour réagir. Il y a eu des gens qui ne voulaient pas de plaines de jeux à cause du bruit. Le Comité de quartier a fait une réunion sur le site avec les riverains et a renvoyé leurs commentaires. Il s'agissait d'un travail constructif. Nous sommes également allés sur le site pendant 3 séances d'information. Nous allons tenir compte d'une série de remarques mais naturellement dans la limite des contraintes techniques du réaménagement de la place. La Commune a déjà revu son projet en diminuant l'espace de jeux. Nous devrions avoir une troisième esquisse début juillet pour passer au conseil communal de septembre.

Au niveau de la sécurité, on a fait des propositions (petit muret, petite grille,...) mais cela ne plaisait pas à certains qui voulaient pouvoir traverser la place. Nous allons renforcer la haie qui présente des trous. Au niveau du bruit, nous n'avons pas fait d'étude d'incidence. On a l'impression que c'est une cuvette mais il y a quand même un endroit où c'est plus haut que l'autre. Par rapport à la fréquentation nocturne, cela nous a été rapporté par certains riverains. Cela relève de la compétence de la police. En ce qui concerne l'estimation de la fréquentation, c'est difficile à prévoir.

Réplique de Mr Loewenstein.

Nous sommes tous sensibles au développement des espaces de jeux, pour les plus petits notamment. Personne ne le conteste. Il est important de créer ce type d'espaces ludiques. Le projet qui a été proposé a des vertus, tant au niveau du type de jeux, de l'aspect pédagogique, de l'accessibilité aux PMR. Concernant la comparaison avec la guinguette, j'ai juste mentionné les points communs, les aspects positifs mais aussi les désagréments si l'on ne prend pas les mesures d'accompagnement nécessaires (sécurité, tranquillité). Ces deux projets sont certes différents mais ils doivent pouvoir s'intégrer dans un environnement et tenir compte des contraintes des lieux, des riverains et de la biodiversité.

Une enquête préalable : 172 sur 1200 riverains : 45% favorables à l'installation de jeux sur la place. Quelles étaient les autres propositions ? Je ne dis pas que ça signifie que 55% n'étaient pas favorables mais, lors de la présentation, certains riverains ont soulevé le fait que ce ne soit « que » 45%. Il est important d'être pédagogue, bien présenter les choses et ne pas donner l'impression de placer les riverains devant le fait accompli.

Un argument évoqué en séance d'information était que cette initiative rentre dans le projet de maillage jeux prévu dans la DPG du Collège laisse par ailleurs penser que c'est plié. Ce serait intéressant de disposer de ce plan « maillage jeux » et de prendre connaissance des projets.

Les enfants, c'est la vie, oui. Personne ne va dire le contraire. Oui, les voitures font du bruit.

Oui, également, les riverains habitant le quartier peuvent légitimement aussi s'inquiéter du bruit que peut générer une nouvelle activité sans que cela choque qui que ce soit.

J'entends maintenant que le projet va être adapté au regard de différentes remarques. Je demande juste, et c'est l'une des attributions principales du bourgmestre, de veiller à ces aspects sécurité et tranquillité. S'ils sont pris en compte et que le projet présenté est adapté en ce sens, tant mieux.

Intervention de Mr Pierre-De Permentier.

Je propose à l'échevine, préalablement au passage au conseil de septembre, de faire une commission, tenant compte des éléments techniques et des remarques des habitants.

Intervention de Mr Hacken.

J'espère que ce projet viendra à terme et je trouve certaines remarques de riverains trop « nimby », d'autant qu'il y a déjà le bruit des voitures. Heureusement, certains riverains sont plus modérés. Je défends un projet de qualité, qu'il n'y ait pas trop de jeux et de l'éclairage pour éviter l'aspect crottoir.

Mme Père accepte de faire une commission mais ne souhaite pas donner trop d'espoir car cela demande aussi beaucoup de travail aux services.

Tussenkomst van de heer Hacken

In theorie is het idee om in alle wijken speeltuinen aan te leggen een goed idee. Dat is belangrijk voor de levenskwaliteit. Er zijn hier echter twee mankementen:

- Wat ik op de website van de gemeente zag, is het erg beladen en druk op een klein pleintje. In hoog-Vorst ontbreekt vooral speelgelegenheid voor de kleintjes. Er moet ook ruimte blijven voor intergenerationale activiteiten. Speelpleinen zijn belangrijk, maar niet het enige.
- Er is een gebrek aan voorzieningen om te voorkomen dat dit pleintje een hondentoilet zou zijn, wat nu het geval is. Zand strooien op een groot deel van het plein zal dat niet verbeteren.

Tussenkomst van mevrouw Plovie

Ik heb zaken gehoord die me verrassen. Het is geweldig om een ludiek netwerk met groene ruimtes te hebben. Dit plein is niet lawaaierig door de vrolijke kreten van kinderen, maar door auto's die in volle vaart langsrijden. Over de vergelijking met de guinguette ben ik nogal verbaasd. Ga maar naar andere steden zoals Berlijn of Parijs en je zal zien dat er in elke wijk speeltuinen zijn. Dat is volledig geïntegreerd in de stad. Ik vind het heel goed om speelplaatsen in te richten en het is normaal om kinderen van alle leeftijden een plaats te geven.

Antwoord van mevrouw Père

Dank u voor uw aandacht voor dit project, dat mij na aan het hart ligt. Ik wil het in de juiste context plaatsen. Zoals in de algemene beleidsverklaring staat, is er beslist om overal in de gemeente speelruimtes aan te leggen. Kinderen moeten op minder dan 5 minuutjes van hun huis kunnen spelen. Deze openbare ruimte is bestemd voor kinderen, maar moet elke generatie de mogelijkheid bieden elkaar te ontmoeten en sociale banden te smeden. Ik heb het geluk dat ik de dubbele rol van schepen van openbare werken en schepen van het jonge kind heb. Ik ben zeer attent op het aanbieden van speelplekken voor de allerkleinsten (0-3 jaar). De coronacrisis heeft ons doen beseffen dat speeltuinen essentieel en heilzaam zijn voor kinderen. Het zijn plaatsen waar kinderen kunnen ontspannen, stoom kunnen afblazen, een band met elkaar en met hun ouders kunnen opbouwen. In de huidige crisis is dat essentieel. Niet alle kinderen hebben een tuin, velen wonen in appartementen. We weten dat er in de buurt veel flatgebouwen staan, dus het is een goed idee om iets te doen op het Constantin Meunierplein. We weten dat er nogal wat klachten zijn geweest over dit plein. Het was een gelegenheid om het op te frissen. Het idee is een intergenerationale ontmoetingsplaats te creëren die ook toegankelijk is voor personen met een beperkte mobiliteit. Het thema van de speeltuin is biodiversiteit, gezien de aanwezigheid van opmerkelijke bomen. De speeltuin op de Jupiterlaan is overbevraagd. Daar zouden er kleine modules komen. Is dit dossier vooruitgegaan ondanks de coronacrisis? In maart 2020 hebben we een enquête 'project rond de creatie van een speeltuin voor iedereen' gelanceerd over de herinrichting van het plein. We stuurden een mailing naar 1.200 inwoners. Wij hebben 172 reacties ontvangen en op de laatste vraag over de aanleg van een speelplein hebben 132 mensen gereageerd en 45% was voorstander van de plaatsing van speeltoestellen op het plein. Op 10 mei hebben de technische diensten aan het College een eerste schets voorgelegd waarin de elementen van de rondvraag waren opgenomen. Op 17 mei organiseerden wij een videoconferentie voor de buurtbewoners. We gaven twee weken om te reageren. Er waren mensen die geen speeltuin willen vanwege het lawaai. Het buurtcomité heeft ter plaatse een vergadering met de omwonenden gehouden en hun opmerkingen opgelijst. Dat was constructief werk. Wij zijn ook naar de site geweest voor 3 informatiesessies. Wij zullen rekening houden met een aantal opmerkingen, maar uiteraard binnen de technische beperkingen van de herinrichting van het plein. De gemeente heeft haar ontwerp reeds herzien door de speelruimte te verkleinen. Begin juli zouden wij een derde schets krijgen, die in september aan de gemeenteraad wordt voorgelegd.

Wat de veiligheid betreft, werden er voorstellen gedaan (muurtje, poortje, ...), maar sommigen zagen dat niet zitten omdat zij het plein willen kunnen oversteken. We gaan de haag versterken waar er gaten in zitten. Wat lawaai betreft, hebben we geen impactstudie uitgevoerd. Het lijkt een kom, maar er is toch een plek waar het hoger is dan de andere. Sommige buurtbewoners vertelden ons dat er ook 's nachts mensen zijn. Dat is een zaak voor de politie. Wat de raming van het aantal bezoekers betreft: dat is moeilijk te voorspellen.

Repliek van de heer Loewenstein

Wij zijn allen gevoelig voor de toestand van speelterreinen, vooral voor de allerkleinsten. Niemand betwist dit. Het is belangrijk om dit soort speelruimte te creëren. Het voorgestelde ontwerp heeft positieve punten, zowel wat betreft het soort spelletjes, het educatieve aspect, als de toegankelijkheid voor personen met een beperkte mobiliteit. Wat de vergelijking met de guinguette betreft, heb ik alleen de gemeenschappelijke punten genoemd, de positieve aspecten, maar ook de ongemakken indien niet de nodige begeleidende maatregelen worden genomen (veiligheid, rust). Deze twee projecten zijn verschillend, maar zij moeten zich in hun omgeving kunnen integreren en rekening houden met de beperkingen van het terrein, de omwonenden en de biodiversiteit.

Een voorafgaande enquête: 172 van de 1.200 buurtbewoners: 45% voorstander van de plaatsing van speeltoestellen op het plein. Wat waren de andere voorstellen? Ik zeg niet dat dit betekent dat 55% niet voor was, maar tijdens de presentatie wezen sommige omwonenden erop dat het "slechts" 45% was. Het is belangrijk pedagogisch te zijn, de zaken goed te presenteren en niet de indruk te wekken dat de omwonenden voor een voldongen feit worden gesteld.

Een argument dat tijdens de infosessie naar voren werd gebracht, was dat dit initiatief deel uitmaakt van het in de algemene beleidsverklaring van het College voorziene project voor een ludiek netwerk, wat ook doet denken dat het een uitgemaakte zaak is. Het zou interessant zijn over dit "speelnetwerk"-plan te beschikken en te weten wat de plannen zijn.

Ja, kinderen, dat is leven. Niemand zal iets anders beweren. Ja, auto's maken lawaai. Ja, ook omwonenden kunnen zich terecht zorgen maken over het lawaai dat een nieuwe activiteit kan veroorzaken.

Ik hoor nu dat het project in het licht van verschillende opmerkingen zal worden aangepast. Ik vraag enkel - en dat is een van de belangrijkste bevoegdheden van de burgemeester - om te waken over de aspecten veiligheid en rust. Als ermee rekening wordt gehouden en het ingediende project in die zin wordt aangepast, des te beter.

Tussenkoms van de heer Pierre-De Permentier

Ik stel de schepen voor om vóór de raadsvergadering van september een commissie te plannen die rekening houdt met de technische elementen en de opmerkingen van de inwoners.

Tussenkoms van de heer Hacken

Ik hoop dat dit project tot een goed einde zal worden gebracht en ik vind sommige opmerkingen van omwonenden te "nimby", vooral omdat er nu al lawaai van de auto's is. Gelukkig zijn sommige wijkbewoners gematigder. Ik hoop op een degelijk project en dat er niet te veel speeltuigen komen en voldoende verlichting om te voorkomen dat het er een stort wordt.

Mevrouw Père stemt ermee in een commissie te organiseren, maar wil niet te veel hoop geven omdat dit ook veel werk van de diensten vergt.

2 annexes / 2 bijlagen

Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Complémentaire)

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Faisant suite à l'interpellation citoyenne présentée en date du 18 mai dernier par des habitants du quartier Van Volxem inquiets quant aux faits de violences et d'incivilités dans le voisinage, je souhaite revenir sur ces inquiétudes et sur les réponses que le Collège y a apporté.

Lors de votre réponse, vous vous étiez engagés à faire la lumière sur les faits relatifs à l'agression dont les habitants ont été témoins, à porter au niveau du Collège de Police les inquiétudes des habitants quant à la présence policière dans les rues du quartier, ainsi que de la disponibilité de l'Echevin de la Propreté publique pour lutter contre les incivilités.

Un mois plus tard, pourriez-vous m'indiquer quelles initiatives avez-vous prises pour lutter contre la délinquance et les incivilités dans ce quartier ?

Pourriez-vous nous faire état de vos discussions sur ce dossier au niveau du Collège de Police ? Quels moyens et garanties avez-vous obtenu pour améliorer la présence policière dans le quartier et lutter contre la délinquance et les incivilités ?

Quels moyens avez-vous mis en oeuvre pour soutenir les commerçants confrontés à ces faits de délinquance ?

Depuis l'interpellation citoyenne, pourriez-vous m'indiquer quels ont été les mesures mises en oeuvre au niveau du service de la propreté publique spécifiquement pour ce quartier ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over de veiligheid en de netheid in de wijk Van Volxem (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Aansluitend bij de burgerinterpellatie die op 18 mei werd voorgelegd door bewoners van de wijk Van Volxem, die zich zorgen maakten over het geweld en de overlast in de buurt, wil ik graag terugkomen op deze bezorgdheid en op de antwoorden die het College heeft gegeven.

In uw antwoord beloofde u opheldering te verschaffen over de feiten in verband met de agressie waarvan de bewoners getuige waren, de bezorgdheid van de bewoners over de aanwezigheid van politie in de straten van de wijk onder de aandacht van het Politiecollege te brengen, evenals de beschikbaarheid van de schepen voor Openbare Netheid om op te treden tegen de overlast.

Kunt u mij, een maand later, zeggen welke initiatieven u hebt genomen om de criminaliteit en de overlast in deze wijk te bestrijden?

Kunt u ons iets vertellen over uw besprekingen met het Politiecollege over deze kwestie? Welke middelen en garanties hebt u gekregen om de aanwezigheid van de politie in de wijk te verbeteren en

de criminaliteit en de overlast te bestrijden?

Welke middelen hebt u ingezet ter ondersteuning van de handelaars die met deze criminaliteit worden geconfronteerd?

Kunt u mij zeggen welke maatregelen de dienst Openbare Netheid, na de burgerinterpellatie, specifiek voor deze wijk heeft genomen?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

Réponse de Mr Tahri.

J'avais donné certaines réponses lors du conseil précédent, vu que c'est une voirie régionale. Les services font cependant le nécessaire pour que ce quartier reste propre. Au niveau des dépôts clandestins, nous ramassons près de 900 tonnes. Avec les caméras et le service répression qui travaille main dans la main avec le service des sanctions administratives, j'espère que cela s'améliorera. On a aussi des opérations de containers mobiles qui passent à 3 passages/an.

Réponse de Mme El Hamidine.

Je n'ai pas encore toutes les informations demandées. Dès que je les aurai, je vous les transmettrai.

Intervention de Mr Pierre-De Permentier.

J'aurai espéré avoir plus d'éléments d'information après un mois. J'aurai espéré des opérations « coup de poings », de sensibilisation.

Antwoord van de heer Tahri

Ik had op de vorige raad al een aantal antwoorden gegeven, aangezien het om een gewestweg gaat. De diensten doen echter wat nodig is om de wijk net te houden. Wat sluikstorten betreft, halen wij bijna 900 ton op. Nu de camera's en de dienst handhaving samenwerken met de dienst administratieve sancties, hoop ik dat dit zal verbeteren. Wij hebben ook mobiele containerparken drie keer per jaar.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

Ik heb nog niet alle gevraagde informatie. Zodra ik die heb, stuur ik het door.

Tussenkoms van de heer Pierre-De Permentier

Ik had gehoopt na een maand meer informatie te hebben. Ik had gehoopt op een aantal gerichte operaties ter sensibilisering.

2 annexes / 2 bijlagen

communal). (Complémentaire)

Madame la Présidente,
Chers collègues,

En réponse à mon interpellation du 20 avril dernier relative au recrutement d'un Directeur des Ressources humaines et à son impact financier considérable en cas de recrutement externe, Madame la Bourgmestre m'a indiqué qu'un groupe de travail composé des syndicats et de membres de l'Administration avait été chargé par le Collège de se pencher sur les modalités de ce recrutement.

J'ai appris de sources syndicales que ce groupe de travail s'est réuni à la mi-mai. Pourriez-vous en présenter les conclusions ?

Considérant la position des organisations syndicales et des membres composant ce groupe de travail, le Collège va-t'il en suivre les conclusions ? Si non, pourquoi ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Mondelinge vraag over de conclusies van de werkgroep betreffende de aanwerving van een Directeur Human Resources (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

In antwoord op mijn interpellatie van 20 april over de aanwerving van een Directeur Human Resources en de aanzienlijke financiële gevolgen in geval van externe aanwerving, deelde mevrouw de Burgemeester mij mee dat een werkgroep, bestaande uit de vakbonden en leden van de Administratie, van het College de opdracht had gekregen de modaliteiten van deze aanwerving na te gaan.

Van vakbondsbronnen heb ik vernomen dat deze werkgroep midden mei bijeengekomen is. Kunt u hun conclusies voorstellen?

Zal het College, gelet op het standpunt van de vakbondsorganisaties en van de leden van deze werkgroep, hun conclusies volgen? Indien nee, waarom niet?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

Réponse de Mme El Hamidine.

Mme la Secrétaire communale m'a transmis ce jour les conclusions des syndicats. Je dois encore m'entretenir avec eux. Il est prématuré d'aborder cette question.

Mr Pierre-De Permentier s'interroge sur le fait que lui est déjà au courant.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

Vandaag heeft de gemeentesecretaris mij de conclusies van de vakbonden gestuurd. Ik moet nog met hen overleggen. Het is voorbarig om deze kwestie te bespreken.

De heer Pierre-De Permentier heeft vragen bij het feit dat hij er al van op de hoogte is.

2 annexes / 2 bijlagen

41 **Interpellation concernant le plaisir d'apprendre (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)**

Comme vous le savez certainement, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a lancé le projet Plaisir d'apprendre, à l'initiative de son Ministre-Président Pierre-Yves Jeholet. En cette période de crise sanitaire et afin de proposer une réponse concrète au décrochage scolaire, cette opération vise à financer les communes francophones qui organiseront, cet été, des activités de remédiation scolaire couplées à des activités sportives et/ou culturelles pour les élèves de l'enseignement secondaire francophone.

Ces activités devront se dérouler au minimum durant une semaine, entre le 1^{er} juillet et le 31 août 2021. Afin de favoriser les jobs étudiants, il est prévu que ces périodes soient précisément encadrées par des étudiants des Universités, des Hautes Ecoles et des Ecoles Supérieures des Arts.

3 millions ont été dégagés pour permettre aux communes de bénéficier d'une subvention de 125€ par élève pour mener à bien ces projets.

Les inscriptions sont à envoyer au plus tard pour le 18 juin et je pense que les Forestois sont demandeurs de ce type d'initiative de remédiation.

Au vu de ce qui précède, pouvez-vous m'éclairer sur les points suivants :

- Avez-vous eu connaissance de cette initiative ?
- Qu'en pensez-vous ?
- Y avez-vous souscrit ?
- Si oui, pouvez-vous m'indiquer combien d'élèves sont inscrits ?

Je vous remercie.

Interpellatie betreffende "Plaisir d'apprendre" (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Zoals u ongetwijfeld weet, heeft de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel het project 'Plaisir d'apprendre' gelanceerd, op initiatief van haar minister-president Pierre-Yves Jeholet. In deze gezondheids crisis en om een concreet antwoord te bieden op schooluitval, heeft deze operatie tot doel de Franstalige gemeenten te financieren die deze zomer activiteiten met het oog op remediëring organiseren, gekoppeld aan sport- en/of culturele activiteiten, voor de leerlingen van het Franstalig secundair onderwijs.

Deze activiteiten moeten minstens één week plaatsvinden, tussen 1 juli en 31 augustus 2021. Om studentenjobs aan te moedigen, is het de bedoeling dat er in deze periodes specifiek begeleiding is door studenten van de universiteiten, de hogescholen en de hogere kunstschole.

Er is 3 miljoen vrijgemaakt om de gemeenten een subsidie van € 125 per leerling te geven om deze projecten in goede banen te leiden.

De inschrijvingen moeten uiterlijk op 18 juni worden verstuurd en ik denk dat de Vorstenaren vragende partij zijn voor dit soort remediëringsinitiatief.

Kunt u in deze context toelichting geven bij de volgende punten:

- Hebt u kennisgenomen van dit initiatief?
- Wat vindt u ervan ?
- Hebt u zich hiervoor aangemeld?
- Indien ja, kunt u mij zeggen hoeveel leerlingen er ingeschreven zijn?

Ik dank u.

Réponse de Mme El Omari.

Les services de la prévention ont pris connaissance du projet la dernière semaine du mois de mai 2021, comme l'ensemble des services de Prévention de la Région bruxelloise. Le délai est très court et ce point a fait l'objet lors de la réunion des fonctionnaires de prévention en date du 7 juin 2021. De nombreuses communes ont décidé de ne pas répondre à cette sollicitation de la Fédération Wallonie-Bruxelles mais vu les nombreuses demandes, j'ai fait le choix avec mes équipes de répondre dans les meilleures conditions à cette proposition de la FWB. A ce sujet, un point sera mis à l'ordre du jour du Collège du 17 juin afin de proposer un encadrement pour maximum 24 élèves/semaine du 16 au 23 août. Il s'agira d'élèves domiciliés à Forest fréquentant les classes de la 6^{ème} primaire à la 5^{ème} secondaire d'enseignement de plein exercice, toute forme confondue. En matinée, ils seront pris en charge par des tuteurs de Schola-ULB en partenariat avec le service Prévention. L'après-midi, ils seront encadrés par 3 gardiens de la paix et par des étudiants des hautes écoles d'arts, rémunérés 10 € net/heure. Le fait de faire appel aux gardiens de la paix est lié au fait que les éducateurs de rue sont déjà occupés avec leur public. Il y aura une communication sur le site de la Commune et les réseaux sociaux, ainsi qu'auprès des partenaires de la cohésion sociale.

Antwoord van mevrouw El Omari

De preventiedienst kregen kennis van het project in de laatste week van mei 2021, net als alle preventiediensten van het Brussels Gewest. De termijn is erg kort en dit punt is besproken op de vergadering van preventieambtenaren op 7 juni 2021. Veel gemeenten hebben besloten om niet in te gaan op het verzoek van de Federatie Wallonië-Brussel, maar gezien de vele verzoeken heb ik met mijn teams besloten om in de best mogelijke omstandigheden in te gaan op dit voorstel van de FWB. Over dit onderwerp zal een punt op de agenda van het College van 17 juni worden geplaatst om van 16 tot 23 augustus een maximum van 24 leerlingen per week voor te stellen. Het gaat om leerlingen die hun woonplaats hebben in Vorst en in het 6e leerjaar tot het 5e middelbaar onderwijs zitten. 's Ochtends worden zij opgevangen door mentoren van Schola-ULB in samenwerking met de Preventiedienst. In de namiddag worden ze begeleid door 3 gemeenschapswachten en studenten van de kunsthogescholen, die 10 euro netto per uur worden betaald. Het feit dat de gemeenschapswachten werden ingeschakeld, houdt verband met het feit

dat de straathoekwerkers al bezig zijn met hun publiek. Er zal worden gecommuniceerd via de gemeentewebsite en de sociale netwerken, alsook met de partners van de sociale cohesie.

2 annexes / 2 bijlagen

42 Question orale relative au kit rentrée (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)

Mme Maud de Ridder

Il y a quelques jours, vous avez annoncé que les élèves fréquentant les écoles communales de Forest disposeront gratuitement d'un kit rentrée comprenant l'ensemble du matériel scolaire dont ils auront besoin pendant l'année. Je salue cette initiative car nous savons que la rentrée scolaire pèse lourd sur de nombreux ménages.

Au vu de ce qui précède, pouvez-vous m'éclairer sur les points suivants :

- Combien de kits seront distribués sur l'ensemble du territoire forestois ?
- Ces kits concernent-ils tout l'enseignement fondamental ?
- A-t-il été tenu compte dans ce kit de la notion de matériel durable et de la nécessité de l'utilisation minimale du plastique?

Je vous remercie.

Isabelle Maduda
Conseillère communale MR

Mondelinge vraag betreffende de 'terug naar school'-kit (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevr. Maud de Ridder

Enkele dagen geleden kondigde u aan dat de leerlingen van de Vorstse gemeentescholen een gratis 'terug naar school'-kit zullen krijgen met al het schoolmateriaal dat ze tijdens het jaar nodig hebben. Ik juich dit initiatief toe omdat we weten dat het begin van het schooljaar voor veel gezinnen zwaar weegt.

Kunt u in deze context toelichting geven bij de volgende punten:

- Hoeveel kits zullen er over het hele Vorstse grondgebied worden verdeeld?
- Hebben deze kits betrekking op heel het basisonderwijs?
- Is er in deze kit rekening gehouden met het concept van duurzaam materiaal en de noodzaak van een minimaal gebruik van plastic?

Ik dank u.

43 **Interpellation concernant la fourniture d'un kit rentrée gratuit pour les élèves de l'enseignement communal forestois (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale)**
(Complémentaire)

Nous avons appris que la commune allait offrir à tous les enfants des écoles communales un kit gratuit de fournitures scolaires dès la prochaine rentrée. Nous nous réjouissons de cette mesure qui concrétise une revendication du programme communal du PTB - une revendication pour laquelle nous mobilisons les Forestoises et Forestois depuis trois ans.

En 2017 déjà, le PTB réalisait une enquête pour construire son programme électoral. La question du coût de l'enseignement dans notre commune ressortait comme première priorité dans le chef des citoyens et citoyennes de Forest. Fort de ce constat, nous avons organisé avec le PTB un premier rassemblement devant la maison communale au 1er septembre 2018, avec plusieurs dizaines de parents mécontents.

Plusieurs interpellations au conseil communal plus tard, nous nous réjouissons d'avoir été à l'initiative d'un texte empêchant le recours à des huissiers en cas de frais scolaires impayés. Une première avancée significative, avec le soutien de la majorité communale.

Récemment encore, nos membres ont récolté des signatures dans les rues de Forest pour notre pétition en faveur d'un kit gratuit pour tous les enfants Forestois. Le kit gratuit - et plus généralement la gratuité de l'enseignement - sont des revendications également largement portées par le secteur associatif.

Le kit gratuit n'est cependant qu'une première étape vers la gratuité. L'étude de la Ligue des Familles de 2017 avait indiqué un grand nombre d'autres postes qui pèsent lourd sur le portefeuille des familles: frais de garderie, "taxe tartine", activités extra-scolaires, etc.

1. Quel montant budgétaire est alloué pour financer le kit gratuit ? A-t-on la garantie que ce kit gratuit ne sera pas financé aux dépens du budget ordinaire consacré à l'enseignement ? A-t-on la garantie que ce ne seront pas aux écoles elles-mêmes de le financer ?
2. Le kit gratuit ne sera distribué qu'aux enfants des écoles communales, ce qui introduit de facto une discrimination entre enfants forestois. Le collège va-t-il étudier les possibilités d'étendre le kit gratuit aux autres réseaux – en concertation avec les autres pouvoirs organisateurs ?
3. Le collège communal envisage-t-il des étapes supplémentaires vers une gratuité complète ? Un audit des frais scolaires dans les écoles de Forest sera-t-il réalisé ? Envisage-t-on notamment de rendre les garderies gratuites ?

Interpellatie betreffende de levering van een gratis 'terug naar school'-kit voor de leerlingen van het Vorstse gemeentelijke onderwijs (op vraag van mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid)
(Aanvullend)

Wij hebben vernomen dat de gemeente alle kinderen van de gemeentescholen vanaf volgend schooljaar een gratis kit schoolbenodigdheden zal aanbieden.

Wij zijn verheugd over deze maatregel die een eis van het gemeentelijk programma van de PTB*PVDA concretiseert - een eis waarvoor wij al drie jaar de Vorstenaren mobiliseren.

Al in 2017 hield de PTB*PVDA een enquête om haar verkiezingsprogramma op te stellen. De kwestie van de onderwijskosten in onze gemeente bleek de eerste prioriteit voor de burgers van Vorst. Daarom organiseerden wij met de PTB*PVDA een eerste manifestatie voor het gemeentehuis op 1 september 2018, met enkele tientallen ontevreden ouders.

Verschillende interpellaties aan de gemeenteraad later zijn wij verheugd het initiatief te hebben genomen voor een tekst die het inzetten van gerechtsdeurwaarders in geval van onbetaalde schoolkosten verhindert. Een eerste belangrijke stap voorwaarts, met de steun van de gemeentelijke meerderheid.

Onlangs nog hebben onze leden handtekeningen verzameld in de straten van Vorst voor onze petitie ten gunste van een gratis kit voor alle Vorstse kinderen. De gratis kit - en meer in het algemeen gratis onderwijs - zijn eisen die ook breed worden gedragen door de verenigingssector.

De gratis kit is echter slechts een eerste stap naar gratis onderwijs. De studie van de Ligue des Familles van 2017 had een groot aantal punten aangegeven die zwaar wegen op de portefeuille van de gezinnen: opvangkosten, “boterhammentaks”, buitenschoolse activiteiten, ...

1. Welk bedrag is er uitgetrokken om de gratis kit te financieren? Is er de garantie dat deze gratis kit niet ten koste van het gewone onderwijsbudget zal worden gefinancierd? Is er de garantie dat de scholen deze niet zelf hoeven te financieren?
2. De gratis kit wordt enkel uitgedeeld aan de kinderen van de gemeentescholen, wat de facto discriminatie creëert tussen Vorstse kinderen. Zal het College de mogelijkheden onderzoeken om de gratis kit – in overleg met de andere inrichtende machten – uit te breiden naar de andere netten?
3. Overweegt het College bijkomende stappen in de richting van volledig gratis onderwijs? Zal er een audit van de schoolkosten in de scholen van Vorst worden uitgevoerd? Zijn er bijvoorbeeld plannen om de opvang gratis te maken?

Réponse de Mme De Ridder.

Je vous remercie pour votre manifestation d'intérêt appuyée envers le kit de rentrée.

Effectivement, nous sommes fiers du travail accompli par le service de l'Instruction publique qui a relevé le défi de financer intégralement le matériel scolaire pour tous nos élèves de la 1^{ère} maternelle à la 6^{ème} primaire, avec la subvention de fonctionnement allouée par la Fédération Wallonie-Bruxelles. La Commune est le Pouvoir organisateur des écoles communales et n'a donc rien à voir avec le réseau libre confessionnel et non confessionnel et le réseau de la Communauté française. Ce sont donc d'autres instances qui gèrent les écoles comme Andrée Thomas, Nos Enfants, Saint-Antoine, etc. Chaque PO a le droit et le choix de gérer ses écoles comme il l'entend avec les financements dont ils disposent. Les écoles confessionnelles des réseaux libres bénéficient de subventions via les associations des parents, la couple catholique, ... En ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est le pouvoir régulateur et subsidiant de l'enseignement. Donc, la discussion concernant la gratuité de l'enseignement à laquelle je souscris complètement, doit se faire au niveau de la Fédération Wallonie Bruxelles. C'est elle qui détient le pouvoir décisionnaire en la matière et ce n'est pas dans les prérogatives des communes. Je suis à 100% favorable, Mr Hacken, à la suppression des réseaux. J'invite votre famille politique à s'asseoir autour de la table des discussions et à travailler activement à la création d'un seul réseau d'enseignement officiel. De la sorte, les questions que vous soulevez n'auront plus lieu d'être. Evidemment, rejoindre l'enseignement officiel nécessiterait de se plier

aux réglementations et procédures contraignantes qui l'encadre. C'est pourtant là que se trouve la solution et pas ailleurs.

Mme Koplowicz, votre groupe s'arroge cette initiative comme si c'était le fruit de son travail. Je n'en disconviens pas. Vous militez pour la gratuité des écoles mais vous n'avez pas l'exclusivité de la démarche. Les écologistes, comme les socialistes, poursuivent cet objectif depuis des années également. A Zelzate où vous faites partie de la majorité, avez-vous réussi à proposer un enseignement complètement gratuit ? A quand la gratuité des garderies, me demandez-vous ?

Je regrette que vous ne preniez pas le temps de vous réjouir de ce qui représente un grand pas vers l'école gratuite. La complète gratuité scolaire, nous la souhaitons tous. Chaque chose en son temps. Nous sommes en chemin à Forest, comme vous avez pu le constater. Par ailleurs, on peut toujours voir le verre à moitié vide ou à moitié plein. Par des initiatives comme la nôtre, on allège le portefeuille d'un grand nombre grandissant de familles. Ce qui est positif, c'est l'émulation, c'est l'effet « tâche d'huile ». Plusieurs échevins m'ont ainsi contacté pour avoir des renseignements à propos de ce kit rentrée.

Mme Koplowicz, vous me demandez des chiffres et des apaisements. Il s'agit d'un budget de 61.942 €, sachant que ce montant va aller en diminuant dans les années à venir. Dans une perspective anti-gaspi, du matériel comme un compas, une calculatrice,... ne seront pas rachetés chaque année et la liste des courses évoluera en fonction des évaluations et des besoins identifiés. N'ayez crainte. Il n'incombe aucunement aux écoles de prendre en charge ce montant. C'est bien le service de l'Instruction publique qui gère les achats du début jusqu'à la fin et cette mesure ne portera nullement atteinte au budget ordinaire attribué habituellement à l'enseignement. Madame Maduda, il y aura autant de kits distribués qu'il y a d'enfants dans les écoles communales, à la subtilité près que le matériel acheté dans les écoles spécialisées va rester en classe et est collectif. Ceci ne change par ailleurs rien au fait que les parents ne déboursent pas un sous pour acheter un bâton de colle, soit une paire de ciseau en début d'année scolaire. En ce qui concerne la durabilité du matériel, nous sommes tenus par un marché public à acheter le matériel au fournisseur désigné. Tous les accessoires ont été livrés dans une boîte en carton et aucun n'était emballé individuellement. Je vous remercie.

Réplique de Mme Koplowicz.

J'ai commencé par dire que nous nous réjouissons et que cela concrétisait une revendication qu'on a porté. Je ne dis pas qu'on est les seuls. Par ailleurs, bien sûr qu'il faut voir le verre à moitié plein mais on ne va pas s'arrêter là et on va continuer à vous interroger régulièrement. En ce qui concerne la fusion des réseaux, vous pouvez compter sur nous pour cette lutte qui résoudrait pas mal de problèmes.

Réplique de Mr Hacken.

Je vous remercie pour vos réponses qui ne me satisfont pas. J'ai vraiment l'impression d'avoir entendu une réponse des années 50. Lorsqu'on est d'une majorité progressiste et qu'on est échevin, comment ne pas se sentir responsable de tous les enfants ? La fusion des réseaux n'ira pas vers la commune mais vers la Fédération Wallonie-Bruxelles. Comme vous le savez, dans l'extrascolaire, il y a une réunion avec toutes les écoles et il y a une offre qui est programmée sur l'ensemble des écoles pour l'ensemble des élèves forestois. Donc, quand on veut, on peut. L'administration forestoise ne le veut pas, qu'importe les échevins. C'est un combat idéologique. C'est continuer à agrandir ce gap de traitement et de financement par nos impôts entre les différents enfants. Dans plein de communes, il y a plein de rapprochements qui se font et ici, à Forest, on continue à faire de la concurrence malsaine entre réseaux. J'espère qu'un jour, il y aura un sursaut de confiance et qu'on va travailler pour tous les enfants.

Antwoord van mevrouw De Ridder

Dank u voor uw grote belangstelling voor de "terug-naar-school" kit. Wij zijn inderdaad trots op het werk dat is verricht door de dienst Openbaar Onderwijs, die de uitdaging is aangegaan om het schoolmateriaal voor al onze leerlingen, van de kleuterklas tot het zesde leerjaar, te

financieren met de werkingssubsidie die wordt toegekend door de Federatie Wallonië-Brussel. De gemeente is de inrichtende macht van de gemeentescholen en heeft dus niets te maken met het vrije en het niet-confessionele net en het net van de Franse Gemeenschap. Het zijn dus andere instanties die de scholen beheren, zoals Andrée Thomas, Nos Enfants, Saint-Antoine, ... Elke inrichtende macht heeft het recht en de keuze om zijn scholen naar eigen goeddunken te beheren met de middelen waarover ze beschikken. De scholen van het vrije net genieten subsidies via de ouderverenigingen, de katholieke koepel, ... De Federatie Wallonië-Brussel is de regulerende en subsidiërende overheid voor het onderwijs. Daarom moet de discussie over gratis onderwijs, die ik volledig steun, gevoerd worden op het niveau van de Federatie Wallonië-Brussel. Het is de FWB die de beslissingsbevoegdheid heeft en het is niet het voorrecht van de gemeenten. Ik ben 100% voor het afschaffen van de netten, mijnheer Hacken. Ik nodig uw partij uit om rond de tafel te gaan zitten en actief te werken aan de totstandbrenging van één officieel onderwijsnetwerk. Dan zouden de vragen die u stelt niet meer gesteld hoeven te worden. Het spreekt vanzelf dat toetreding tot het officieel onderwijs zou vergen dat men zich houdt aan de voorschriften en procedures die daarop van toepassing zijn. Daar ligt nochtans de oplossing en nergens anders.

Mevrouw Koplowicz, uw fractie eigent zich dit initiatief toe, alsof het de vrucht is van haar werk. Daar ben ik het niet mee oneens. U ijvert voor gratis onderwijs, maar u bent niet de enige. Ook de groenen en de socialisten doen dat al jaren. Bent u er in Zelzate, waar u tot de meerderheid behoort, in geslaagd volledig gratis onderwijs aan te bieden? Wanneer wordt kinderopvang gratis, vraagt u? Ik vind het jammer dat u niet de tijd neemt om blij te zijn over wat een grote stap is op weg naar gratis onderwijs. We willen allemaal gratis onderwijs. Alles op zijn tijd. We zijn op weg in Vorst, zoals u ziet. Aan de andere kant kun je het glas altijd half leeg of half vol zien. Initiatieven zoals het onze maken het leven voor een groeiend aantal gezinnen gemakkelijker. Wat positief is, is het "olievlekeffect". Verschillende schepenen hebben me gecontacteerd voor informatie over de "terug-naar-school" kit.

Mevrouw Koplowicz, u vraagt mij cijfers en geruststellingen. Het gaat om een budget van 61.942 euro, wetende dat dit bedrag de komende jaren zal dalen. Vanuit het oogpunt van antiverspilling wordt materiaal zoals passers, rekenmachines, ... niet elk jaar aangeschaft en zal de boodschappenlijst evolueren naar gelang van de evaluaties en de vastgestelde behoeften. Maak u geen zorgen. De scholen moeten dit bedrag niet dragen. De dienst Openbaar Onderwijs beheert de aankopen van begin tot eind en deze maatregel zal geen invloed hebben op de reguliere begroting voor onderwijs. Mevrouw Maduda, er zullen evenveel kits worden uitgedeeld als er kinderen zijn in de gemeentescholen, met het subtiele verschil dat het materiaal dat in de gespecialiseerde scholen wordt gekocht in de klas blijft en collectief is. Dat verandert niets aan het feit dat ouders aan het begin van het schooljaar geen cent zullen betalen om lijm of een schaar te kopen. Wat de duurzaamheid van het materiaal betreft, zijn wij door een overheidsopdracht verplicht het materiaal van de aangewezen leverancier te kopen. Al het materiaal werd geleverd in een kartonnen doos en niets was afzonderlijk verpakt. Ik dank u.

Repliek van mevrouw Koplowicz

Ik begon met te zeggen dat wij verheugd waren en dat dit de vervulling was van een eis die wij hadden gesteld. Ik zeg niet dat wij de enigen zijn. Aan de andere kant moeten we het glas natuurlijk halfvol zien, maar daar laten we het niet bij en we zullen u regelmatig blijven ondervragen. Wat de fusie van de netten betreft, kunt u op ons rekenen voor deze strijd die veel problemen zou oplossen.

Repliek van de heer Hacken

Dank u voor uw antwoorden, die mij niet bevredigen. Ik heb echt de indruk dat ik een antwoord uit de jaren '50 heb gehoord. Als je deel uitmaakt van een progressieve meerderheid en je bent schepenen, hoe kan je je dan niet verantwoordelijk voelen voor alle kinderen? De fusie van de netwerken gaat niet naar de gemeente, maar naar de Federatie Wallonië-Brussel. Zoals u weet, is er voor de buitenschoolse activiteiten een samenkomst met alle scholen en is er een aanbod dat voor alle scholen is geprogrammeerd voor alle Vorstse leerlingen. Dus, als je wil, kan je. Het

Vorstse bestuur wil het niet, ongeacht de schepenen. Het is een ideologische strijd. Het betekent dat de kloof in behandeling en financiering door onze belastingen tussen de verschillende kinderen steeds groter wordt. In veel gemeenten is er toenadering, maar in Vorst, hebben we nog steeds te maken met ongezonde concurrentie tussen netten. Ik hoop dat er op een dag meer vertrouwen zal zijn en dat we voor alle kinderen zullen werken.

2 annexes / 2 bijlagen

44 **Interpellation concernant la nouvelle demande de permis d'urbanisme pour l'implantation d'1 IPPJ à Forest (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre ff,

Nous avons récemment lu dans la presse l'annonce par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'un dépôt récent d'une nouvelle demande de permis d'urbanisme pour le projet d'IPPJ dans l'ancien internat de la Chaussée de Bruxelles. Projet qui est, nous l'espérons, modifié dans le sens des nombreuses remarques qui avaient été émises en son temps. Le dossier semble être complet aux yeux de la Région, et a donc été envoyée à notre administration pour le lancement d'une nouvelle enquête publique.

L'organisation d'une deuxième enquête publique est en soi une bonne nouvelle, chacun pourra donc calmement prendre connaissance du projet modifié et donner son avis.

Pouvez-vous nous donner les précisions suivantes :

- Quand est-ce que cette nouvelle enquête publique aura-t-elle lieu ?
- Avez-vous été concerté dans la réflexion sur les modifications qui ont été décidées ?
- Avez-vous pu déjà prendre connaissance du nouveau projet et si oui avez-vous déjà un avis sur la pertinence des modifications proposées ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Interpellatie (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

2 annexes / 2 bijlagen

45 **Interpellation relative à un projet participatif le long de l'avenue du Roi (à la demande de**

Monsieur Jans, conseiller communal) (Complémentaire)

Cela fait quelques mois que j'entends parler d'un projet participatif le long de l'avenue du Roi.
Le projet est d'installer des fours à pain, des poulaiers et des cultures de froment et autres sur la berne centrale de l'avenue.
Ce projet est soutenu par la région et en particulier par le ministre Monsieur Alain Maron.

Il y a déjà eu des débats à la région.
Un budget est, je crois, déjà alloué.

Il me semble, à la lecture du projet, que l'idée de départ est de forcer des rencontres entre riverains et de développer une approche pédagogique auprès des enfants du quartier et des écoles environnantes.
Le projet peut sembler intéressant et louable.

Je ne vais pas développer tous les détails de l'organisation mais je me pose plusieurs questions par rapport à celle-ci :

Je m'interroge sur l'emplacement ? La berne centrale de l'avenue du Roi est déjà aménagée avec des bancs et des toutes petites plaines de jeux.

La circulation dans les deux sens est très importante durant toute la journée.

Est ce vraiment le bon endroit pour installer votre projet? Il me semble que la sécurité et la pollution sont deux facteurs qui vont à l'encontre de la bonne organisation d'un projet pédagogique. De plus, tout ce qui va pousser à cet endroit sera inconsommable.

Il me semble que ce type de projet intéressant socialement doit trouver sa place dans un endroit beaucoup plus aéré et sécurisé. Ce ne sont pas les endroits qui manquent à Forest ... Nous avons trois parcs qui vont être rénovés . Ne pourrait on pas intégrer ce projet dans une rénovation ?

Quel est le montant de ce type d'initiative ? Et qui octroie le subsidie ? Est ce que la commune intervient financièrement et si oui pour quel montant ?

Nous ne sommes pas contre ce type de projet ... Mais pourquoi là ????

Xavier Jans conseiller Defi

Le point est reporté.

Interpellatie betreffende een participatieproject langs de Koningslaan (op vraag van de heer Jans, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Sinds enkele maanden hoor ik praten over een participatief project in verband met de Koningslaan. Het project voorziet in de plaatsing van broodovens, kippenhokken en tarwe- en andere teelten op de middenberm van de laan. Dit project wordt gesteund door het Gewest, in het bijzonder door minister Alain Maron.

Er zijn al debatten gevoerd in het Gewest. Er is, geloof ik, al een budget toegewezen.

Bij het lezen van het project heb ik de indruk dat het in eerste instantie de bedoeling is ontmoetingen tussen buurtbewoners teweeg te brengen en een pedagogisch aspect te ontwikkelen met de kinderen van de wijk en de omliggende scholen. Het project lijkt interessant en prijzenswaardig.

Ik zal niet ingaan op alle details van de organisatie, maar ik heb er wel een aantal vragen bij:

- Ik heb vragen bij de keuze van de locatie. De middenberm van de Koningslaan is reeds aangelegd met banken en speelpleintjes. Er is de hele dag door veel verkeer in beide richtingen. Is dit echt de juiste plaats voor uw project? Het lijkt mij dat veiligheid en vervuiling twee factoren zijn die tegen de goede organisatie van een pedagogisch project ingaan. Bovendien zal

niets wat daar groeit, consumeerbaar zijn.

- Het lijkt mij dat dit soort sociaal interessante projecten op een veel ruimere en veiligere plek horen. Er is geen tekort aan plaats in Vorst ... We hebben drie parken die gerenoveerd zullen worden. Kunnen we dit project niet integreren in een renovatie?
- Welk bedrag gaat met dit soort initiatieven gepaard? En wie verleent de subsidie? Komt de gemeente financieel tussenbeide en zo ja, voor welk bedrag?

Wij zijn niet tegen dit soort projecten ... maar waarom daar ??

Xavier JANS Gemeenteraadslid Défi

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

46 **Question orale concernant l'accueil des citoyens au sein de notre administration (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Ajouté en séance)**

Madame la Bourgmestre ff,

La crise sanitaire a bien évidemment bouleversé le travail de notre administration communale : elle a dû se réinventer pour pouvoir poursuivre à assumer ses missions auprès de nos citoyens. Un important effort a été réalisé pour permettre que de nombreuses demandes de documents puissent être obtenues directement en ligne, ainsi que pour lancer un module de prise de rendez-vous via IrisBox, et tout cela a été mis en place dans un délai très rapide !

Tout cela a demandé évidemment aussi de l'adaptation de la part de nos citoyens, et on sait que l'accès au numérique n'est pas évident pour tout le monde. La campagne de la vaccination l'a bien démontré encore récemment. Et je reçois de nombreux messages de citoyens ayant des difficultés avec cette obligation de passer uniquement par internet pour prendre un rendez-vous.

Avec le déconfinement progressif que nous vivons aujourd'hui, je l'espère définitif, avez-vous prévu de permettre à nouveau un contact direct pendant un moment dans la semaine pour les citoyens qui ont davantage de difficultés avec l'accès au numérique ? Ou bien une possibilité de prise de rendez-vous par téléphone ?

Je pense que c'est urgent si nous ne voulons pas « perdre » certains citoyens, qui décideraient par dépit de ne plus entretenir de relations avec son autorité communale, le pouvoir pourtant de proximité par excellence !

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag betreffende het onthaal van de burgers binnen onze administratie (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Mevrouw de waarnemende burgemeester,

De coronacrisis heeft het werk van ons gemeentebestuur uiteraard verstoord: het heeft zichzelf opnieuw moeten uitvinden om de opdrachten ten aanzien van onze burgers te kunnen blijven uitvoeren. Er werd een grote inspanning geleverd om vele documenten rechtstreeks online te kunnen verkrijgen, alsook om een module voor het boeken van afspraken via IrisBox in gebruik te nemen en

dit alles werd in zeer korte tijd tot stand gebracht!

Het vereiste uiteraard ook aanpassing vanwege onze burgers en wij weten dat toegang tot digitale technologie niet voor iedereen vanzelfsprekend is. De vaccinatiecampagne toonde dit onlangs nogmaals aan. En ik krijg veel berichten van burgers die moeite hebben met de verplichting om via internet een afspraak te maken.

Heeft u, met de geleidelijke versoepelingen die we vandaag meemaken en die naar ik hoop definitief zullen zijn, plannen om een bepaald moment van de week opnieuw rechtstreeks contact mogelijk te maken voor burgers die meer moeite hebben met digitale tools? Of een mogelijkheid voor telefonische afspraken?

Ik denk dat dit dringend moet gebeuren als we bepaalde burgers niet willen 'verliezen' die geen betrekkingen meer willen houden met hun lokaal bestuur, nochtans de overheid het dichtst bij de burger bij uitstek!

Bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Réponse de Mme El Hamidine.

Avant de parler de l'accueil du citoyen, je profite de votre question pour aborder la question de la difficulté éprouvée par certains citoyens pour prendre rendez-vous par internet pour se faire vacciner. Le service de l'accueil continue à aider les citoyens par téléphone pour s'inscrire. Des courriers de rappel ont été envoyés aux personnes non vaccinées. Des permanences dans l'espace public ont eu lieu. Depuis ce lundi, les personnes de 65 ans et plus peuvent se rendre dans les centres de vaccination sans rendez-vous et sans inscription préalable.

Concernant l'administration communale et les pouvoirs locaux dans leur ensemble, ils ont été amenés à se réinventer rapidement pour assurer la continuité du service public. Cette réinvention s'opère encore à l'heure actuelle et s'est opérée sans cesse depuis 18 mois. Tout cela pour s'adapter aux mesures ministérielles liées à la pandémie mais aussi pour répondre aux besoins de citoyens forestois. Ceci est le fruit d'une collaboration entre les différents services de l'administration communale. Je les remercie encore une fois sincèrement et chaleureusement.

Concrètement, il a été rapidement possible de faire des démarches en ligne, telles que la prise de rendez-vous via Irisbox et la demande de nombreux documents. Ces outils ont permis de libérer les services des appels téléphoniques pour les prises de rendez-vous, lesquels les empêchant alors d'effectuer leurs tâches internes. Par ailleurs, la politique du Collège vise un maximum à autonomiser les citoyens dans leurs démarches auprès de l'administration communale, notamment dans le cadre de la mise en place de l'e-administration et de la Maison Dewin.

Cependant, cela ne s'est pas fait sans des mesures d'accompagnement pour les personnes éprouvant des difficultés à accéder et/ou à utiliser ces outils numériques. Ces mesures s'articulent de quatre manières. Tout d'abord, le service a collaboré avec le fournisseur, le CIRB, pour faire remonter les difficultés rencontrées par les utilisateurs en raison du manque d'ergonomie de l'outil de prise de rendez-vous. Cela a entraîné une simplification des démarches. En second lieu, le service guide par téléphone les personnes ayant un ordinateur ou un smartphone. Ainsi ces personnes sont autonomisées dans leurs démarches futures. En troisième lieu, si le demandeur n'a pas d'outils numériques en sa possession, le service l'informe de l'existence de l'espace numérique de la rue de Mérode où des outils sont mis à disposition. En quatrième lieu, il arrive régulièrement si le flux de citoyens le permet, que le personnel de l'accueil se charge de prendre un rendez-vous sur Irisbox depuis le comptoir de l'accueil. En cinquième lieu, le service des Affaires sociales de la commune se tient à disposition des personnes fragilisées et reçoit chaque jour des personnes pour les aider à prendre rendez-vous et

à comprendre le fonctionnement. Si vraiment aucune solution ne peut être trouvée, le service fixe alors un rendez-vous par téléphone avec la personne. Toutefois, cela reste une exception pour permettre le suivi du travail interne et en guichet. Le déconfinement est encore très récent et progressif. Il n'est pas encore prévu de permettre un contact direct et de recevoir les citoyens sans rendez-vous. Il est probable que nous nous dirigerions vers un système hybride où certaines démarches seraient accessibles sans rendez-vous, comme nous l'envisagions déjà avant le COVID pour l'entrée à la Maison Dewin.

Les avancées réalisées doivent s'inscrire dans la durée. A terme, c'est le citoyen lui-même qui devra prendre son rendez-vous, soit avec ses moyens personnels, soit via les EPN (*ndlr : espace public numérique*). Enfin, l'accueil et le futur contact center devront répondre à cette mission. Comme expliqué, les services et le Collège restent à l'écoute de ceux qui en ont besoin. Quiconque qui cherchera à prendre un rendez-vous avec son administration communale doit y parvenir. Nous avons des canaux privilégiés et plus rapides, d'autres plus individualisés qui nécessite peut-être un déplacement des citoyens. Tout cela peut encore évoluer et nous sommes tous à l'écoute des Forestois et Forestoises.

Réplique de Mr Hacken.

J'entends toutes les possibilités et je ne doute pas de votre parole. Je crois néanmoins qu'entre ces possibilités théoriques et la réalité que vivent certains citoyens avec les réponses qu'on leur donne, il y a encore un gap. Si ces possibilités existent, il faut alors bien faire passer l'info à tous ceux qui travaillent dans les services. Des réponses du type « débrouillez-vous, tout le monde a accès à internet » sont inacceptables. Ce sont des réponses qui nous remontent. Ce sont peut-être des cas rares et exceptionnels mais une demande de rendez-vous doit être assurée. Il y a encore des efforts de communication à faire au sein des services pour éviter que pareille situation ne se reproduise.

Antwoord van mevrouw El Hamidine

Alvorens in te gaan op het onthaal van de burgers, zou ik van uw vraag gebruik willen maken om in te gaan op de problemen die sommige burgers ondervinden om via internet een afspraak te maken om zich te laten vaccineren. Het onthaal blijft de burgers telefonisch helpen om in te schrijven. Er zijn herinneringsbrieven gestuurd naar degenen die niet zijn ingeënt. Er waren ook permanenties in de openbare ruimte. Sinds maandag kunnen 65-plussers zonder afspraak en zonder voorafgaande inschrijving terecht in de vaccinatiecentra.

Het gemeentebestuur en de lokale overheden als geheel hebben zich snel moeten 'heruitvinden' om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen. Deze 'heruitvinding' is nog steeds aan de gang en is de afgelopen 18 maanden onafgebroken doorgegaan. Om zich aan te passen aan de ministeriële maatregelen in verband met de pandemie, maar ook om tegemoet te komen aan de behoeften van de Vorstenaren. Dit is het resultaat van samenwerking tussen de verschillende diensten van het gemeentebestuur. Ik wil hen nogmaals oprecht en hartelijk bedanken. Concreet was het al snel mogelijk om online stappen te ondernemen, zoals het maken van afspraken via Irisbox en het opvragen van talrijke documenten. Dankzij deze tools moesten de diensten geen telefoons meer behandelen voor afspraken, wat hen zou beletten hun interne taken uit te voeren. Daarnaast is het beleid van het College erop gericht de burgers autonomer te maken in hun contacten met de gemeente, met name in het kader van de invoering van e-bestuur en het Huis-Dewin. Dit gebeurde echter niet zonder ondersteunende maatregelen voor mensen die moeite hebben met de toegang tot en/of het gebruik van deze digitale tools. Deze maatregelen zijn vierledig. In de eerste plaats heeft de dienst samengewerkt met de leverancier, het CIBG, om te wijzen op de moeilijkheden die de gebruikers ondervonden door de weinig gebruiksvriendelijke toepassing voor het maken van afspraken. Dat resulteerde in een vereenvoudiging van het proces. Ten tweede begeleidt de dienst mensen met een computer of een smartphone via de telefoon. Zo zullen deze mensen dat in hun toekomst zelf kunnen. Ten derde, als de aanvrager geen digitale tools bezit, wijst de dienst hem op het bestaan van de digitale ruimte in de Merodestraat, waar apparatuur ter beschikbaar is. Ten vierde, als het

aantal bezoekers het toelaat, maakt het onthaalpersoneel een afspraak op Irisbox vanaf de receptie. Ten vijfde is de dienst Sociale Zaken van de gemeente beschikbaar voor de meest kwetsbaren en ontvangen zij dagelijks mensen om hen te helpen een afspraak te maken en te zorgen dat zij begrijpen hoe het werkt. Als er echt geen oplossing kan worden gevonden, maakt de dienst telefonisch een afspraak met de betrokkene. Dat blijft echter een uitzondering om de follow-up van het interne werk en het loketwerk mogelijk te maken. De versoepelingen zijn nog zeer recent en geleidelijk. Het is nog niet de bedoeling rechtstreeks contact te hebben en burgers zonder afspraak te ontvangen. Waarschijnlijk gaan we naar een hybride systeem, waarbij sommige procedures zonder afspraak mogelijk zijn, zoals wij reeds vóór de coronacrisis voor het Huis-Dewin overwogen.

De vooruitgang die we reeds geboekt hebben, moet duurzaam zijn. Op termijn zal het de burger zelf zijn die de afspraak moet maken, hetzij met eigen middelen, hetzij via openbare computerruimten. Ten slotte zullen de receptie en het toekomstige contact center aan deze opdracht moeten beantwoorden. Zoals gezegd, blijven de diensten en het college openstaan voor degenen die ze nodig hebben. Iedereen die een afspraak met zijn gemeente wil maken, moet dat kunnen doen. We hebben bevoorrechte en snellere kanalen, andere zijn meer geïndividualiseerd en vereisen soms een verplaatsing van de burger. Dat alles kan nog evolueren en wij luisteren naar de Vorstenaren.

Repliek van de heer Hacken

Ik hoor alle mogelijkheden en twijfel niet aan wat u zegt. Ik geloof echter dat er nog steeds een kloof is tussen deze theoretische mogelijkheden en de realiteit die sommige burgers ervaren met de antwoorden die zij krijgen. Als deze mogelijkheden bestaan, moet de informatie worden doorgegeven aan al degenen die in de diensten werken. Antwoorden als "je redt het wel, iedereen heeft toegang tot internet" zijn onaanvaardbaar. En dat zijn antwoorden die wij te horen krijgen. Het kunnen zeldzame en uitzonderlijke gevallen zijn, maar een verzoek om een afspraak moet worden behandeld. Er moet beter gecommuniceerd worden binnen de diensten om dergelijke situaties te voorkomen.

2 annexes / 2 bijlagen

47 **Interpellation concernant les modifications au projet de permis d'urbanisme pour ABY (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre ff,

Le 8 mai dernier ont eu lieu 2 sessions d'information concernant les modifications qui seront/qui pourraient être apportées à la demande de permis d'urbanisme pour le projet ABY. On sait en effet que Urban.Brussels (ou le Ministre en son nom propre, ce n'était pas très clair vu son style de communication) ont légèrement recalé le projet initial malgré l'avis positif de la Commission de concertation.

Je m'interroge un peu sur ce processus modificatif :

- Est-ce que les remarques émises par le Ministre de tutelle via la presse et les réseaux sociaux (qui n'a à priori rien à dire puisqu'il représente l'instance de recours) sont les remarques de son administration, ou bien ses remarques personnelles ?
- Plus fondamentalement, est-ce que les modifications présentées aux citoyens il y a un mois

ont déjà été intégrées dans une modification de la demande de permis qui aurait déjà été renvoyé ? Ou bien était-ce juste une réunion de présentation/brainstorming, et les décisions doivent encore être prises, suite peut-être au retour des citoyens suite à ces réunions ?

- Si les modifications présentées aux citoyens sont des modifications définitives, pouvez-vous les présenter rapidement au Conseil communal ou à tout le moins lors d'une Commission sur le sujet ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Interpellatie betreffende de wijzigingen aan het ontwerp van stedenbouwkundige vergunning voor ABY (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de waarnemende burgemeester,

Op 8 mei vonden er 2 informatiesessies plaats over de wijzigingen die zullen/kunnen worden aangebracht aan de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning voor het project ABY. Wij weten immers dat Urban.Brussels (of de minister in eigen naam, het was niet zo duidelijk gezien de communicatiestijl) het oorspronkelijke project in zekere mate heeft afgewezen, ondanks het gunstig advies van de Overlegcommissie.

Ik heb wat vragen bij deze wijzigingsprocedure:

- Zijn de opmerkingen die de Voogdijminister (die a priori niets te zeggen heeft omdat hij de verhaalinstantie vertegenwoordigt) via de pers en de sociale media heeft gemaakt opmerkingen van zijn administratie, of zijn persoonlijke opmerkingen?
- Belangrijker nog, werden de wijzigingen die een maand geleden aan de burgers zijn voorgesteld reeds opgenomen in een wijziging van de vergunningsaanvraag, die reeds teruggestuurd zou zijn? Of was het gewoon een voorstellingsvergadering/brainstorming, en moeten er nog beslissingen worden genomen, misschien naar aanleiding van de feedback van de burgers na deze vergaderingen?
- Als de aan de burgers voorgestelde wijzigingen definitief zijn, kunt u ze dan snel voorleggen aan de Gemeenteraad of op zijn minst aan een Commissie daaromtrent?

Bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Réponse de Mr Spapens.

Je ne vais pas rentrer dans les états d'âme quant au Ministre que vous évoquez. Nous ne travaillons pas en fonction de la communication d'un ministre mais en fonction des réponses qui sont données officiellement par l'administration qui est la seule habilitée pour un permis d'une telle importance. Le projet ABY est un permis unique qui a été rentré par la Commune de Forest l'année passée. Il y a eu un an d'instruction, ce qui est normal vu le COVID et la nature du projet. Les avis de la commission étaient positifs et nous avons eu un article 191, ce qui signifie qu'on a eu des remarques sur différents aspects du projet. Le Ministre a communiqué sur quelques aspects. Vous vous souviendrez que lors de la commission, le Collège lui-même avait émis certaines remarques, notamment concernant l'abatage des arbres. Mais le projet a fait l'objet d'un consensus, notamment avec les Monuments et Sites. Les remarques qui ont été reçues en janvier concernaient principalement une discussion sur le nombre d'arbres à abattre. Il y avait une question par rapport au porche de l'abbaye et aussi par rapport au volume et à la hauteur de certains bâtiments. Le travail a commencé à la suite de la commission de concertation suite aux remarques du Collège et aux remarques de citoyens. Le principe fondamental dans ce projet est que l'on travaille avec une maîtrise d'usage et pas uniquement avec une maîtrise d'ouvrage. La différence entre les deux est vraiment importante. Dans une maîtrise d'ouvrage, le maître d'ouvrage est la Commune et Beliris. Dans la maîtrise d'usage, ce sont les futurs utilisateurs du site (la Bibliothèque de Forest, le Centre culturel, la Maison des jeunes, le service jeunesse et l'Académie) qui travaillent ensemble. Nous travaillons avec eux pour adapter les plans en fonction des différentes remarques qui sont émises. Il y a eu diverses présentations au Collège et le 25 mars 2021, le Collège a approuvé les modifications et l'on a souhaité les présenter en présentiel. On a présenté les modifications en mai à deux groupes d'habitants au sein de l'Abbaye. Formellement, lors de la présentation par le Collège et le bureau d'études, le permis n'était pas encore déposé. Après le prochain Collège, nous signerons les plans modifiés tels qu'ils ont été présentés aux citoyens. Je vous propose de faire une commission dans les deux premières semaines de juillet afin de présenter les modifications déposées par la Commune. Nous espérons obtenir un permis définitif au mois de septembre pour pouvoir continuer l'ordre des travaux.

Réplique de Mr Hacken.

C'est un peu frustrant car dans les trucs citoyens, j'espère toujours qu'on va laisser les citoyens s'exprimer et que ce ne soit pas un truc politique. Au fur et à mesure, vous vous orientez vers des présentations citoyennes. C'est un peu difficile lorsque l'on a pas les infos de pouvoir réagir. Lorsque vous faites des présentations citoyennes, il faut faire des doublons et aussi passer par les élus. Je suis satisfait d'entendre que le projet continue et que l'on a eu un financement supplémentaire.

Antwoord van de heer Spapens

Ik ga niet in op de persoonlijke indrukken in verband met de minister die u vermeldt. Wij werken niet volgens de communicatie van een minister, maar volgens de antwoorden die officieel worden gegeven door de administratie, die de enige is die bevoegd is voor een vergunning van een dergelijke omvang. Het project ABY is een unieke vergunning die vorig jaar door de gemeente Vorst is ingediend. Het onderzoek duurde een jaar, wat normaal is gezien de coronacrisis en de aard van het project. De adviezen van de commissie waren positief en wij kregen een artikel 191, d.w.z. opmerkingen over verschillende aspecten van het project. De minister heeft over een aantal aspecten gecommuniceerd. U zult zich herinneren dat het College zelf tijdens de commissie enkele opmerkingen heeft gemaakt, met name over het kappen van bomen. Maar over het project bestond consensus, met name met Monumenten en Landschappen. De opmerkingen die in januari werden ontvangen, betroffen voornamelijk een

discussie over het aantal te kappen bomen. Er was een vraag over het voorportaal van de abdij en ook over het volume en de hoogte van bepaalde gebouwen. De werkzaamheden zijn begonnen na het overlegcomité, op basis van de opmerkingen van het College en van de burgers. Het basisprincipe in dit project is dat wij werken met gebruiksbeheer en niet alleen met een bouwheer. Het verschil tussen de twee is echt belangrijk.

In een bouwheersysteem is de bouwheer de gemeente en Beliris. In een gebruikersbeheersysteem werken de toekomstige gebruikers van de site (de bibliotheek, het cultureel centrum, het jeugdhuis, de jeugddienst en de academie) samen. Wij werken met hen samen om de plannen aan te passen aan de verschillende opmerkingen die worden gemaakt. Er zijn verschillende presentaties geweest voor het College en op 25 maart 2021 heeft het College de wijzigingen goedgekeurd en wou men ze persoonlijk presenteren. De wijzigingen werden in mei voorgesteld aan twee groepen omwonenden, in de abdij. Formeel was de vergunning op het moment van de presentatie door het College en het studie bureau nog niet ingediend. Na het volgende College zullen wij de gewijzigde plannen zoals die aan de burgers zijn voorgelegd, ondertekenen. Ik stel voor dat wij in de eerste twee weken van juli een commissievergadering houden om de door de gemeente ingediende wijzigingen voor te stellen. Wij hopen in september een definitieve vergunning te krijgen, zodat wij met de werkzaamheden kunnen doorgaan.

Repliek van de heer Hacken

Het is frustrerend, omdat ik bij burgerzaken altijd hoop dat men de burgers laat spreken en dat het geen politiek ding wordt. Gaandeweg ga je in de richting van burgerpresentaties. Het is nogal moeilijk als je geen info hebt om te kunnen reageren. Als je presentaties voor burgers maakt, moet je dubbels voorzien en ook langs de verkozenen gaan. Ik ben blij te horen dat het project voortgaat en dat we aanvullende financiering hebben gekregen.

2 annexes / 2 bijlagen

48 **Question d'actualité: nominations CPAS (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Ajouté en séance)**

Mesdames,

Suite à plusieurs posts vus sur Facebook, je souhaiterais interroger la bourgmestre ff sur la problématique de mise en stage du personnel du CPAS et le préavis de grève lancé par les syndicats. D'après le communiqué posté, un coup de frein aurait été mis aux accords passés dans le cadre de la concertation syndicale, prévoyant des mises en stage pour toute une série d'agents. Des mises en stage étaient prévues depuis le 1er mai et un Comité 26bis, or il s'agit d'un organe interne de discussion qui sort de la négociation syndicale.

Serait-il possible d'ajouter cette discussion d'actualité au conseil de ce soir et d'obtenir des éclaircissements bien nécessaires?

Un grand merci,
Stéphanie

Actualiteitsvraag: benoemingen OCMW (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Naar aanleiding van verschillende berichten op Facebook zou ik de wnd. burgemeester graag vragen naar de stageproblematiek van het OCMW-personeel en de stakingsaanzegging van de vakbonden. Volgens het geplaatste bericht is er een rem gezet op de in het kader van het vakbondsoverleg gesloten overeenkomsten die voorzien in stages voor een hele reeks personeelsleden. Er waren sinds 1 mei stages en een Comité 26bis gepland, maar dit is een intern overlegorgaan dat buiten de vakbondsonderhandeling valt.

Réponse de Mr Lonfils.

Derrière l'apparente simplicité de votre question, se cache une réalité et complexité technique très importante. Je n'aurai pas le temps de rentrer dans les détails mais je vais tâcher de répondre de manière la plus directe et précise à votre interrogation. Comme vous le savez certainement, modifier le statut administratif est un processus long fait d'impulsions politiques, de concertations syndicales et de travail de l'administration. Ce processus est encore rallongé lorsqu'il s'agit d'un CPAS puisque celui-ci dépend de la Commune dans laquelle le centre est hébergé. De nombreuses réunions doivent avoir lieu, que ce soit avec les syndicats mais également avec la Commune comme le prévoit la Loi organique. Malgré la lourdeur de la procédure, les allers-retours en réunion, en groupes de travail, le service des ressources humaines a fait le maximum pour tenir un timing qui est effectivement plus long que celui de la Commune et qui a été concerté avec les syndicats. En effet, le 20 avril, lors d'un comité de concertation de base, j'avais proposé le planning suivant aux représentants des travailleurs. Premièrement, former les chefs de service en qualité d'agents évaluateurs pour garantir l'équité et le professionnalisme des agents chargés des rapports de stage. Deuxièmement, préparer les dossiers des agents concernés et organiser des séances d'information à l'intention de ceux-ci. Enfin, faire des simulations de salaire car ce n'est pas nécessairement intéressant pour tout le monde d'être statutarisé. En conséquence de quoi, nous avons convenu que les stages devraient débiter le 1^{er} juillet. Les syndicats avaient insisté pour que tout le monde soit logé à la même enseigne et avaient même dès lors proposé la date du 1^{er} septembre. A ce stade, je peux vous confirmer que les chefs de service sont en formation cette semaine et la semaine prochaine. La préparation des dossiers avance. Le service RH a dû revoir la liste afin d'y intégrer les données linguistiques qui nous manquaient. Une séance d'information est prévue avant la fin du mois et plusieurs travailleurs ont déjà reçu un courrier les informant de la situation. Le Conseil de l'action sociale se réunit le 15 juillet et il est prévu de ne pas attendre septembre mais bien de se prononcer sur les personnes qui sont dans les conditions de statutarisation, avec effet rétroactif proposé au 1^{er} juillet, comme annoncé précédemment. Nous attendons encore quelques éclaircissements de la Commune et du SELOR mais je pense que nous pouvons conclure que le CPAS n'est pas à la traîne pour la statutarisation du personnel conformément aux accords que nous avons avec les syndicats.

Réplique de Mme Koplowicz.

Je veux vous croire mais cela est en complète contradiction avec la communication des syndicats. Si vous pouvez encore par écrit me redire cela de manière plus complète, ce serait super.

Antwoord van de heer Lonfils

Achter de schijnbare eenvoud van uw vraag gaat een zeer belangrijke realiteit en technische complexiteit schuil. Ik heb geen tijd om in detail te treden, maar ik zal proberen uw vraag zo direct en precies mogelijk te beantwoorden. Zoals u ongetwijfeld weet, is de wijziging van het administratief statuut een lang proces op basis van politieke impulsen, overleg met de vakbonden en werk van de administratie. Dat proces duurt nog langer in het geval van een OCMW, aangezien het afhangt van de gemeente. Er moeten vele vergaderingen worden

gehouden, zowel met de vakbonden als met de gemeente, zoals bepaald in de organieke wet. Ondanks de omslachtige procedure, de heen-en-weer-vergaderingen en werkgroepen, heeft de dienst HR zijn best gedaan om zich te houden aan een timing die effectief langer is dan die van de gemeente en die met de vakbonden is overeengekomen. Op 20 april heb ik de vertegenwoordigers van de werknemers tijdens een overlegcomité het volgende plan voorgesteld. In de eerste plaats moeten de diensthoofden worden opgeleid tot evaluatoren om de billijkheid en het professionalisme te waarborgen van de medewerkers die belast zijn met de stageverslagen. Ten tweede, de dossiers van de betrokken agenten opstellen en infosessies voor hen organiseren. Ten slotte, loonsimulaties maken, want het is niet voor iedereen per se interessant om statutair te worden. Bijgevolg kwamen wij overeen dat de stages op 1 juli van start zouden gaan. De vakbonden drongen erop aan dat iedereen op gelijke voet behandeld zou worden en stelden zelfs 1 september voor. In dit stadium kan ik bevestigen dat de diensthoofden deze week en volgende week in opleiding zijn. De voorbereiding van de dossiers vordert. De dienst HR heeft de lijst moeten herzien om de ontbrekende taalinfo op te nemen. Voor het einde van de maand is een infosessie gepland en verscheidene medewerkers hebben reeds een brief ontvangen waarin zij op de hoogte worden gesteld van de situatie. De OCMW-raad vergadert op 15 juli en het ligt in de bedoeling niet tot september te wachten maar een besluit te nemen over degenen die voor statutarisering in aanmerking komen, met voorgestelde terugwerkende kracht tot 1 juli, zoals eerder aangekondigd. Wij wachten nog steeds op enige verduidelijking van de Gemeente en SELOR, maar ik denk dat wij kunnen besluiten dat het OCMW niet achterop loopt in de statutarisering van het personeel overeenkomstig onze akkoorden met de vakbonden.

Repliek van mevrouw Koplowicz

Ik wil u geloven, maar dit is volledig in strijd met de communicatie van de vakbonden. Als u me dit nog eens schriftelijk zou kunnen uitleggen, zou dat geweldig zijn.

1 annexe / 1 bijlage

Levée de la séance à 01:00
Opheffing van de zitting om 01:00

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Betty Moens

Séverine De Laveleye